



« Un service public challenger »

Jean-Lou Siweck détaille pour la première fois ses ambitions pour la Radio 100,7, qu'il dirige depuis septembre dernier. Président du conseil de presse, il évoque les défis posés par le nouveau régime d'aides

Un coin de mémoire

Le quartier Italie à Dudelange reste le symbole des migrations successives. Comment accrocher le wagon de l'histoire à l'aménagement urbain ?

Le crépuscule des Dieux

Place bancaire : La montée et la chute de l'hégémonie allemande

De Bounekaffi

Menschen sind süchtig nach dem Gefühl der Wachheit durch Koffein. Starbucks und Kleinunternehmen konkurrieren auf einem globalen Markt und verändern dabei unseren Alltag

Klapp den Engel

Am Mittwoch wurde die Regierung umgebildet. Sozialdemokrat Georges Engel hat den Aufstieg zum Minister ohne Abkürzungen und Umwege bewältigt. Ein Porträt

Foto: Gilles Kayser



land

Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#01

69. Jahrgang
07.01.2022



4,50€

« Un service public challenger »

Interview : Pierre Sorlut

Jean-Lou Siweck détaille pour la première fois ses ambitions pour la radio publique qu’il dirige depuis septembre. En tant que président du Conseil de presse, il analyse l’impact de la réforme de l’aide au secteur votée l’été dernier

D’Land : *Monsieur Siweck, voilà cent jours que vous dirigez la radio publique 100,7. Vous accordez vos premières interviews. Ce délai tient à cette prudence qui vous caractérise, mais aussi sans doute à une volonté de bien prendre le pouls d’une rédaction qui a pendant de longs mois été en conflit avec son ancienne direction. Quel est l’état d’esprit aujourd’hui ?*

Jean-Lou Siweck : Deux choses. Je suis arrivé dans cette maison avec un certain bagage de journalisme et de gestion d’entreprises des médias, mais avec une expérience de radio assez limitée. Chez Editpress où je venais avec la casquette d’éditeur de quotidien, j’avais une idée assez précise de ce qu’il fallait faire pour le *Tageblatt*. Ici ce n’est pas le cas. Je n’avais donc pas grand-chose à dire dès le premier jour. La deuxième raison est que je souhaitais partager la primeur de ce vers quoi on pourrait évoluer en interne, avant de le faire dans la presse.

Très bien. Alors quelle est votre vision pour la Radio 100,7 ?

Nous vivons un moment clé. D’un côté, 100,7 aura bientôt et enfin un cadre légal digne d’une radio de service public. D’un autre côté, c’est une période très intéressante pour l’audio. Les nouvelles technologies donnent à une radio telle que la nôtre des nouveaux moyens pour répondre à une mission de service public qui dans d’autres pays est couverte par trois ou quatre stations différentes. Puis, pour une radio qui n’est pas essentiellement fondée sur la musique mais aussi sur la parole, des formats d’écoute non-linéaires, comme les podcasts, permettent de justifier des investissements dans certaines émissions. Ils auraient été moins pertinents dans une radio purement linéaire où si l’on n’est pas devant son poste au moment précis de l’émission, c’est raté. En fin de compte, cela menait à investir plus sur les créneaux de forte audience et moins sur les autres. Maintenant on a la possibilité de justifier des moyens sur des émissions écoutées en dehors de leur créneau de diffusion linéaire hertzien. Viennent ensuite d’autres interrogations. Est-ce qu’un service public d’information peut se limiter à la parole et pas à l’image ou à l’écrit sur un site internet ? Quels sont, en fonction des contraintes budgétaires, les moyens à mettre sur l’un et/ou l’autre ? Ce sont les discussions que nous avons tous dans le cadre de la synergie des différents médias avec la particularité que dans le service public, il n’y a pas de lien immédiat entre le succès que l’on peut avoir et les revenus dont on dispose.

On distingue d’ailleurs une convergence des moyens de prestation de service public entre RTL (dorénavant via la télé, la radio et l’internet) et 100,7. Une cession des activités luxembourgeoises du groupe détenu par Bertelsmann prend corps. Un rapprochement des deux médias est-il évoqué dans l’un ou l’autre cercle, officiel ou officieux ?

Une nouvelle loi pour 100,7 est en cours d’adoption. On a repris cette semaine les discussions parlementaires. Un horizon 2030 est fixé pour RTL (via la convention de prestation de service public, *ndlr*). Toutes ces questions peuvent trainer en l’air. Mais il n’y a rien de concret à notre niveau qui est discuté à ce sujet. Notre job est de remplir notre mission de la meilleure manière possible. Les autres questions dépendront d’autres choses. Nous n’avons pas la mission de faire de la télé. L’audio nous offre suffisamment de potentiel. C’est sur ça que nous allons nous concentrer.

La production de contenus, chez l’un populaire, plus élitiste chez l’autre, offrirait une certaine complémentarité...

Nous sommes membres de l’Union européenne de radiodiffusion. Comme nos collègues européens, nous pensons qu’il fait partie inhérente de la mission des médias de service public de ne pas rester cantonné dans une niche. La future loi nous renforce dans cette mission-là. L’idée de laisser le grand public à un acteur commercial et que le service public se limite à la niche de la musique classique, par exemple, serait contradictoire. Notre ambition est d’atteindre un public large avec une information généraliste et une certaine ambition journalistique. Au-delà de l’information pure et des nouvelles du jour, nous formons les citoyens à l’appréhension d’une société complexe, diverse et en permanente évolution. Je rejette l’idée selon laquelle 100,7 devrait couvrir ce avec quoi les autres ne savent pas gagner d’argent.

Y-a-t-il un seuil d’audience visé par le conseil d’administration ou le législateur ?

Autant que je sache, il n’y a pas de chiffre. 100,7 a une histoire difficile. La radio n’était pas nécessairement souhaitée par tous à sa création en 1993. Des années après, un parti appelait à son abolition. Ce n’est pas une radio de service public traditionnelle dans le

sens où il s’agirait d’un ancien monopoliste qui a connu la libéralisation des années 90 et la menace de nouveaux concurrents. C’est au contraire un service public challenger, limité dans une première phase à ne diffuser que l’après-midi, pas forcément le moment avec la plus grande écoute pour une radio. Quand elle a commencé à jouir de réels moyens, 100,7 devait constater que les grands formats de radios populaires étaient occupés. Nous savons qu’il est difficile de concurrencer celui qui occupe de longue date une place sous un format spécifique de radio. Il faut trouver sa place et trouver une place qui n’est pas qu’une niche, tel est notre défi. Se congratuler pour son niveau de qualité ne suffit pas si personne ne vous écoute.

Faire oublier la Geheimradio, c’est l’une des missions fixées dans le projet de loi réformant 100,7. « Divertir sans faire abstraction de l’exigence d’excellence ». Comment matérialiser cette ambition de démocratisation d’une radio souvent soupçonnée de n’être écoutée que par des élites ?

Ce n’est pas une contradiction. Prétendre qu’un contenu est qualitatif parce qu’il est très lourd et difficilement abordable est justement la solution de facilité. Par mon expérience professionnelle, je vois un rapprochement avec la problématique du journalisme payant. Face aux machines à clics, consistant à faire de la *news* rapide pour générer des vues (*synonymes de revenu publicitaire, ndlr*), certains ont ambitionné d’avoir des abonnés aussi en numérique. Chez ceux qui se sont fixé assez tôt comme stratégie de vendre des abonnements, de viser une qualité pour laquelle les lecteurs seraient prêts à payer, on s’est aperçu que les articles les plus appréciés étaient très proches de ce que dans une école de journalisme ou entre professionnels, on considèrerait aussi être de haute qualité. Or, à Luxembourg en tant que médias, nous ne sommes souvent pas assez sûrs de nous, pour aborder les sujets qui intéressent vraiment nos lecteurs. Nous avons une fausse compréhension de ce qui est sérieux.

Nous pensons que l’expertise proviendra de la presse étrangère, lue par les consommateurs de médias locaux ?

Par exemple, mais on part du principe que si ce n’est pas une institution, un ministre ou un organe officiel qui est à l’origine d’une information, ce n’est pas un sujet sérieux. Or, ce qui importe c’est d’avoir aidé le public le plus large à comprendre le monde en prenant comme base les sujets qui les interrogent. Au *Wort*, je m’exposais régulièrement qu’on discute d’un sujet passionnément pendant une heure à la cantine et qu’une fois la table quittée, personne n’avait l’idée d’en faire un article. Pourquoi ? Parce que ce n’est pas assez sérieux si cela n’émane pas d’un communiqué de presse d’une institution. Une fois que le sujet est arrêté, là il y a une stratégie qualitative journalistique qui entre en jeu pour aller au fond des choses, vérifier ou décrire. C’est surtout dans le choix des sujets couverts qu’on se rapproche du public.

Suivez-vous des modèles radio en particulier pour traduire cette ambition éditoriale ?

Au Luxembourg, nous ne sommes pas obligés de réinventer le monde. Nous pouvons nous inspirer de ce qui se fait ailleurs. Mais il faut alors l’adapter à nos réalités. Nous n’avons pas les mêmes moyens que la *BBC* ou *Radio France*. Et au-delà des contenus exigeant beaucoup de moyens, il y a aussi la dimension artisanale de la radio, par exemple des *best practices* reprises ailleurs pour garder l’auditeur tout au long de la journée – la manière de faire des promos entre différentes émissions, des transitions accrocheuses, des signalisations du nom de la station pour que les auditeurs vagabonds l’identifient clairement. Enfin je pense fondamentalement que nous ferons peut-être un peu moins en termes de volume, mais nous viserons un niveau de qualité plus élevé. Nous sommes une bonne cinquantaine en tant qu’équipe (pour 35 cartes de presse) et un budget qui frise les sept millions d’euros.

Lavis du Conseil d’État sur le projet de loi pour 100,7 a été rendu en octobre et le dossier n’avance pas. Le fait que lavis de l’établissement de radiodiffusion socioculturelle a été rendu en mai, soit avant votre arrivée, est-il un problème ?

Je ne pense pas. Au niveau de la loi, nous sommes dans les grands principes. Et il n’y a pas de surprise. Ce qui a été discuté par le conseil d’administration, qui est toujours le même, reste valable. Quel que soit le texte voté en fin, on améliorera la situation actuelle où l’emprise, certes théorique mais néanmoins réelle, de l’exécutif sur ce média est trop grande. Le nouveau texte apportera les garanties d’indépendance du travail de la maison. Ensuite, il faudra voir comment la nouvelle gouvernance fonctionnera sur le long terme. Le principe retenu est que les représentants étatiques seront mino-



Pour Jean-Lou Siweck, « se congratuler ne suffit pas si personne ne nous écoute. »

« Je rejette l’idée selon laquelle 100,7 couvrirait ce avec quoi les autres ne savent pas faire d’argent »

ritaires au conseil d’administration et que la majorité seront des représentants indépendants se cooptant. Un directeur sera chargé de la gestion courante. Le conseil aura un rôle de surveillance, sans immixtion dans la production quotidienne de la radio. Un mécanisme permettra de s’assurer de l’indépendance de la rédaction, sachant que celle-ci se joue en premier lieu par rapport à des forces externes, politiques ou économiques.

Depuis mai 2020, vous présidez le conseil de presse. Jugez-vous que la presse luxembourgeoise connaît aujourd’hui une crise ?

Si on est honnête, nous traversons depuis 25 ans un changement assez fondamental. Il intervient au milieu des années 1990 avec le début de la baisse du lectorat payant. C’est à ce moment là que le lecteur n’a plus placé la même valeur que la génération précédente dans les journaux. Au Luxembourg, la presse ne couvrait plus les sujets d’intérêts de ses lecteurs. Puis tout cela s’est accéléré avec l’arrivée des sites internet et la remise en question du modèle d’affaires de la presse payante voire de la presse gratuite. Cela a remis en question le financement des grandes rédactions des quotidiens... mais elles sont aujourd’hui en train d’achever leur mue.

En tant que directeur d’Editpress, vous avez dû cesser la publication de l’hebdomadaire Le Jeudi. C’est un stigmate de la crise de la presse ?

La fermeture du *Jeudi* résultait de la situation fortement déficitaire du titre, sans perspective d’équilibre... tout cela dans un groupe lui-même déficitaire. On ne pouvait pas justifier ces pertes-là parce qu’on n’avait pas cet argent. Bien sûr fermer un journal, c’est la dernière ambition d’un chef de maison d’édition. Mais dans ce contexte, il n’y avait pas de moyen de financement. Ce n’était en plus pas la seule présence que ce groupe avait dans la presse francophone. Quand j’ai quitté Editpress, l’entreprise allait financièrement mieux et la fermeture du *Jeudi* ne l’expliquait pas toute seule, mais elle y participait.

Vous avez soutenu la réforme de l’aide à la presse. Votée en 2021, elle ne sponsorise plus le pluralisme sur base du nombre de pages publiées, mais sur le nombre de journalistes employés. Quels changements cette loi a-t-elle induits sur la presse nationale ?

En fait, les idées discutées à la base de cette réforme ont été dépassées par la réalité pendant le temps requis pour la mettre en œuvre. Elle a été annoncée dans l’accord de coalition fin 2013 mais n’a été votée qu’à l’été 2021. Les éditeurs traditionnels éprouvaient au début une certaine crainte quant à un possible amenuisement de leurs revenus. Au cours de ces sept années, l’importance prise par la lecture sur écran par rapport au papier a fait qu’à la fin, l’ensemble des éditeurs, à part de très rares exceptions, étaient demandeurs d’une réforme. Les contradictions de l’ancien régime se ressentaient de plus en plus fortes.

Quelles étaient-elles ?

Une contrainte de volume en quelque sorte. L’aide était calculée sur le nombre de pages rédactionnelles. Or, pour favoriser le paiement et les abonnements, il fallait de plus en plus privilégier la qualité à la quantité.

Des éditeurs comme Maison Moderne (Paperjam) ou Edita (L’Essentiel) qui vivent pour beaucoup de la publicité sortent gagnants de cette réforme...

Puis il y a la crise de la vocation... Il devient aussi très difficile de recruter une ou un journaliste qualifié...

qu'il y a vingt ans, mais il y a surtout un multiple de communicants qui essaient d'influencer ce qui se trouve dans les médias. Là on peut s'interroger : est-ce que les moyens mis en œuvre sont à la hauteur de l'intérêt sociétal ?

D'un point de vue plus conceptuel, face à la désaffection du lectorat payant et la concurrence de l'internet, particulièrement des réseaux sociaux, quel pluralisme soutient aujourd'hui le régime d'aide à la presse ?

Pourquoi ?

Avec le jeu de la part fondamentale de 200 000 euros annuels par titre, plus le titre est petit, plus l'aide à la presse couvre un plus grand pourcentage du budget global.



Concomitamment à l'intérêt financier lié à la présence de journalistes dans les rédactions, le nombre de cartes de presse augmente plus vite que les recrutements. Est-ce qu'un contrôle plus prononcé est opéré ? (Au conseil de presse, ndr) nous sommes en train de renforcer nos critères et notre contrôle du respect de ces critères d'obtention des cartes de presse. Nous espérons recruter une deuxième personne permanente au Conseil de presse pour aider ses membres bénévoles, qui font tout ça à côté de leur travail principal. Nous souhaitons renforcer ce contrôle tout en prenant la mesure de la complexité. La définition de journaliste n'est pas absolue dans le sens où dans une maison d'édition, ce n'est pas toujours blanc ou noir. Des gens qui effectuent un travail très journalistique de coordination n'ont pas souvent leur signature en bas des articles. D'autres collaborateurs ont moins de légitimité pour porter le titre. Comment savoir de l'extérieur ? Il faudra trouver les bonnes méthodes.

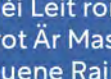
Vous avez soutenu la création d'une agence de presse nationale, un établissement public à l'image de l'agence de presse slovène. Pourquoi ?

C'est une idée que j'ai lancée il y a cinq ou six ans. Mais le constat reste le même. Les médias luxembourgeois ont des moyens assez limités et nous avons énormément de communicants de l'autre côté. Le risque est très grand que nous dépensions, tous les médias confondus, beaucoup trop d'énergie à couvrir les uns comme les autres exactement la même chose. On n'est plus à même de poser la question de ce qui intéresse vraiment nos lecteurs ou auditeurs. Une agence de presse, qui assurerait que la base soit couverte, permettrait aux rédactions de se concentrer sur ce qui fait la particularité de leur média. Reste que les discussions, menées dès les années 1980, sur les modalités d'établissement d'une telle agence, à commencer par le choix de la langue ou du format (écrit, oral ou vidéo), ont toujours mené à l'impasse. ●

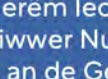
Homme de médias mais pas que

Né le 12 décembre 1970 à Luxembourg, Jean-Lou Siweck a débuté sa carrière en 1998 au *Land*, avant de participer à la création du *Quotidien* en 2001. En 2004, il a rejoint le cabinet du Premier ministre Jean-Claude Juncker en tant que conseiller économique. En 2013, il est devenu rédacteur en chef du principal quotidien national, le *Wort*, ce jusqu'en 2017. De 2018 à 2021, il a dirigé la deuxième maison d'édition du pays, Editpress (assumant en parallèle les fonctions de rédacteur en

chef adjoint de son vaisseau amiral, *Tageblatt*)... et il a atterri le 16 septembre dernier à la direction générale de la radio socioculturelle 100,7. Jean-Lou Siweck est titulaire d'une licence en journalisme de l'ULB et d'un master du Collège d'Europe... «Jls», selon sa signature de presse, s'est reconverti après une formation initiale en boucherie-charcuterie, vocation née auprès de son oncle, qui l'a contraint aux cours du soir pour rattraper le cursus académique. p50



Dot eng Mask un!
Fir lech an déi Leit ronderëm lech ze schützen, drot Är Mask iwwer Nues a Mond, an zouene Raim, an de Geschäfte, am öffentliche Transport an an öffentliche Gebaier.



Loost lech booster!
Maacht Är Booster-Impfung esoubal Dir d'Invitatioun dofir geschéckt kritt: ouni Rendez-vous an de Pop-up-Impfstatiounen, mat Rendez-vous an den Impfzentren a bei verschiddenen Dokteren an Dokteschen.



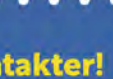
Loosst lech impfen!
Wann Dir nach net géint COVID-19 geimpft sidd, da profitéiert vun deene villen Impfméiglechkeeten. All Informatiounen op [infocovid.lu](https://www.infocovid.lu).



Reduzéiert Är Kontakter!
Evitéiert Plaze wou vill Leit sinn, a profitéiert vum Teletravail wann Dir kënnt. Haalt eng Distanz vu mindestens 2 m wann Dir mat anere Leit zesummekommt.



Lët'z fight OMICRON



Test lech reegelméisseg!
Maacht all Woch e puer mol en Antigen-Selbsttest oder en zertifizierten Test. Wann Ären Test positiv ass, setzt lech direkt an Auto-Isolatioun, informéiert Är enk Kontakter vun de leschten Deeg an deklaréiert Äert Resultat op covidtracing.public.lu.



Wäscht Är Hänn!
E reegelméisseg Wäschen oder Desinfizéieren vun den Hänn bleift e wichtegt a wirksam Mëttel fir d'Iwwerdroe vum Virus ze verhënneren.

OMICRON ass héich ustiechend.
Fir eis dogéint ze wieren, mussen mir zesammen all d'Mëttelen notzen, déi mer hunn.

covid19.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LEITARTIKEL

Nun die Impfpflicht?

Peter Feist

Falls die Regierung wie bisher darauf bedacht ist, im Covid-Seuchenmanagement bloß keine unpopulären Entscheidungen zu treffen, geschehen derzeit günstige Entwicklungen für den Erlass einer Impfpflicht gegen das Coronavirus. Ganz von allein.

Seit Mitte Dezember ist in den Medien von Impfpflicht die Rede. Es wird hervorgehoben, dass sie egalitär wäre im Vergleich zur 3G-Regel am Arbeitsplatz und dem weitgehenden Ausschluss Ungeimpfter vom Freizeitleben. Und mittlerweile vergeht kaum ein Tag, an dem nicht eine weitere wichtige Organisation für eine Impfpflicht plädiert. Erst war es der Infektiologe Gérard Schockmel. Dann die Ethikkommission mit einem mehrheitlich angenommenen Positionspapier. Der Präsident der Menschenrechtskommission schloss eine Impfpflicht nicht mehr aus. Diese Woche vergrößerte der Konsens sich um den Verband der Pflegebetriebe Copas und um den Ärztenverband AMMD. Und nicht zuletzt um die Regierungspartei der Grünen, die sich einen solchen Schritt allerdings nur befristet und nur unter Androhung administrativer Sanktionen vorstellen können.

So dass es denkbar erscheint, dass der Regierungsrat, wenn er heute zu dem Thema berät, dem „Draft“ aus dem Justizministerium zustimmt, wie Premier Xavier Bettel (DP) es am Mittwoch nannte. Darüber könnte nächste Woche die Abgeordnetenkommission die angekündigte Konsultationsdebatte führen und vielleicht in der Woche danach ein Corona-Impfpflichtgesetz zur Abstimmung kommen. Bis es soweit ist, wächst der Konsens im Land womöglich noch weiter und die Politik vollzöge nur, was eine Mehrheit in der Gesellschaft nachfragt.

Wohlüberlegt will ein solcher Schritt trotzdem sein. Einerseits, weil er eine Ausnahme vom geltenden Patientenrecht wäre. Zweitens, weil in Luxemburg abgesehen von der obligatorischen Vakzinierung von Klinikpersonal gegen Hepatitis B keine andere Impfpflicht besteht. Schwer kalkulierbar ist deshalb das Risiko, ob eine Pflicht zur Impfung gegen Sars-CoV-2 die ziemlich hohe freiwillige Impfbereitschaft in der Bevölkerung gegen andere Infektionskrankheiten beschädigen könnte. Drittens schließlich fragt sich, was eine Impfpflicht bringen soll, die vielleicht in zwei oder drei Wochen in Kraft träte, wenn die Omikron-Variante des Coronavirus sich durchgesetzt haben und die Zahl der täglich registrierten Neuninfektionen vermutlich noch viel höher liegen dürfte als der am Dienstag erreichte Rekordwert von 2 131.

Der Premier deutete es am Mittwoch an, als er am Rande einer Pressekonferenz bemerkte, gegen Omikron käme eine Erstimpfung „jetzt“ zu spät. Vielleicht ist das eine zutreffende Einschätzung, so rasant, wie Omikron sich verbreitet. Andererseits ist nicht auszuschließen, dass selbst eine erste Impfdosis zumindest gewissen Schutz bietet. Und was sollte man den noch immer rund 12 000 ungeimpften über 60-Jährigen sonst ans Herz legen, als sich dringend impfen zu lassen, weil sie schon ihres Alters wegen ein höheres Risiko einer schwereren Covid-Erkrankung tragen?

Doch individueller Schutz vor schweren Krankheitsverläufen und Schutz der Allgemeinheit durch Bremsen der Übertragung des Coronavirus sind nicht Dasselbe. Schon Delta verbreitete sich mit Beginn der kalten Jahreszeit stark, Omikron noch stärker. Dabei scheint nach dem derzeitigen Stand der Forschung die Omikron-Variante im Allgemeinen weniger schwere Erkrankungen als Vorgänger Delta hervorzurufen. Falls es stimmt, dass das besondere Besorgnis erregende Szenario weniger in einer Überlastung von Kliniken besteht, als in der Lähmung wichtiger Bereiche der Gesellschaft, weil sich viele auf einmal in Isolation oder Quarantäne begeben müssen, dann stellt die Frage, was eine Impfpflicht der Allgemeinheit kurzfristig zu bringen vermag, sich neu im Vergleich zum Dezember. Dann ist wieder einmal Strategiebildung gefragt. Und Analyse und Konsultation sind auf keinen Fall verkehrt.

STEUERN

Firmenwagen teurer

Vor anderthalb Jahren erschreckte Energieminister Claude Turmes (Grüne, Foto: Sven Becker) Autohändler und Leasingfirmen: Firmenwagen-Leasing sei „in Zukunft quasi exklusiv nur noch für vollelektrische Autos“ möglich. François Bausch pfiff Turmes zurück und erklärte, „Mobilität ist mein Ressort“. Nun liegt ein Verordnungsentwurf der Regierung vor, dem zu entnehmen ist, wie es weitergehen soll mit Dienstwagen, die Betriebe Mitarbeitern für private Zwecke zur Verfügung stellen.

Dienstwagen sind ein Bonus zum Gehalt. Weshalb auf sie ein „geldwerter Vorteil“ berechnet, zum Bruttogehalt addiert und mitbesteuert wird. Seit der Steuerreform von 2017 ist der geldwerte Vorteil nach CO₂ gestaffelt. Bestraft werden aber nur Autos mit sehr viel CO₂, klar begünstigt werden solche mit Batterie- oder Brennstoffzellenantrieb. Das soll dieses Jahr noch so bleiben. 2023 und 2024 wird die Schraube für Verbrenner leicht angezogen, für Elektroautos mit hohem Verbrauch aber auch. Ab 2025 schließlich soll für sämtliche Verbrennerautos der geldwerte Vorteil nach CO₂ höher bewertet werden als der für die dicksten Diesel-Dienstwagen bisher. Andererseits sollen selbst kleine Batterieautos dann immerhin doppelt so hoch beaufschlagt werden wie heute.

Weil all dies einer Steuererhöhung gleichkommt, hat die Regierung dem Vernehmen nach lange darüber verhandelt. Die neuen Regeln haben aber nicht nur eine ökologische Komponente. Dass in drei Jahren sogar sparsame Batteriefahrzeuge als Dienstwagen schlechter gestellt werden, zeigt, dass die Regierung sich mit der Frage beschäftigt hat, wieso die Staatskasse überhaupt Steuerausfälle hinnehmen sollte, indem sie Dienstwagen fördert. Das Signal lautet, dass dies am ehesten für kleine elektrische zu vertreten sei. Politisch ist das ein später Erfolg für Claude Turmes: Im Juni 2020 hatte er gesagt, die Dienstwagenregeln seien auch eine Frage der Steuergerechtigkeit. pf

P E R S O N A L I E N

Henri Kox,

Minister für Innere Sicherheit (Grüne), sollte am Mittwoch im Zuge der Regierungsumbildung zum delegierten Minister zurückgestuft und François Bausch die Leitung des Ressorts wieder übernehmen. Jedenfalls stand das so im *Arrêté grand-ducal du 5 janvier 2022 portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement*, wie es im digitalen Memorial veröffentlicht wurde. François Bauschs Sprecherin Dany Frank erklärte auf Nachfrage, es handle sich um einen Irrtum. „Es gibt keine solche Änderung. Keine Ahnung, wie das in den Erlass geriet.“ Die Ironie der Angelegenheit besteht freilich auch darin, dass es nicht verwundert hätte, wenn der in letzter Zeit als Polizeiminister sichtlich überforderte Kox tatsächlich hinter Bausch zurückgetreten wäre. pf

Blog



Yves Arend,



directeur du bureau de la Maréchale, devient Maréchal du Grand-Duc faisant fonction à compter de ce 4 janvier et « assurera l'intérim aussi longtemps que nécessaire », communique l'institution. Yves Arend (photo: Cour GD), 43 ans, avait rejoint la jeune maison du Grand-duc en février dernier après un parcours dans la diplomatie et dans la politique communale (bourgmestre CSV de Clervaux de 2007 à 2011). À la Cour, il remplace sa cheffe Yuriko Backes, diplomate de carrière aussi et nouvelle ministre des Finances (voir page 8), partie en laissant en chantier le rapport d'activité de la Maison grand-ducale, un document qui pour la première fois détaillera l'allocation du budget. Selon la loi, sa parution est prévue pour le premier semestre 2022. Les textes réglementaires ne prévoient pas de procédure de désignation du maréchal. Celle-ci tient à « une concertation » entre le Grand-Duc et le gouvernement, communique la Cour. pso

W O H N U N G S B A U

Neu nach 40 Jahren

Zwei von Wohnungsbauminister Henri Kox (Grüne) im Parlament deponierte Gesetzentwürfe sollen das 40 Jahre alte und bisher nur punktuell geänderte System für einerseits den bezuschussten Wohnungsbau, andererseits die Beihilfen für Mieter und Besitzer neu fassen. Subventionen sollen künftig stets zu „erschwinglichem“ Wohnraum führen, sei es zu Mietwohnungen, sei es zu solchen für den Verkauf in Erbpacht. Öffentliche Bauträger und private

ohne Gewinnzweck werden zu „sozialen Bauträgern“ mit Subventionsberechtigung und Lastenheft. Für die Vermietung von Wohnungen werden „soziale Vermieter“ definiert. Sie rechnen die „erschwingliche Miete“ anhand einer Formel aus, die das verfügbare Nettoeinkommen eines Haushalts sowie einen „Taux d'effort“ berücksichtigt; die Miete würde je nach Einkommenshöhe gedeckelt. Die Anträge auf die Mietwohnungen würden in einem nationalen Register zentralisiert.

Entgegen früher gelegentlich gemachter Ankündigungen, die Prämien für angehende Besitzer würden abgeschafft, weil sie unnötig nachfragesteigernd seien, will der zweite Gesetzentwurf so gut wie alle beibehalten. Sie sollen vereinfacht werden: Kapitalbeihilfen sollen in einem „Topf“ gebündelt, Zinssubvention und Zinsbonifikation fusioniert werden. Für quasi alle Prämien sollen die Maximalbeträge steigen, was vor den Wahlen bestimmt gut ankommt. Für die unter der vorigen Regierung eingeführte monatliche Mietsubvention soll eine neue Berechnungsformel alles einfacher, transparenter und gerechter machen. pf

K L I M A

Nun auch die Bürger

Nach dem Klima-Observatorium mit Beteiligung der Wissenschaft, der Klima-Plattform mit Umweltverbänden und Sozialpartnern sowie einem interministeriellen Komitee zur politischen Koordinierung gab Premier Xavier Bettel (DP) am Mittwoch Details zu dem von ihm im *État de la nation* im Oktober versprochenen „Klima-Biergerrot“ bekannt. 100 Personen (60 ständige Mitglieder, unter ihnen sechs Grenzpendler, sowie 40 Ersatzleute) sollen ab 29. Januar und bis zum Sommer darüber beraten, welche Maßnahmen zusätzlich zu denen im Energie- und Klimaplan ergriffen werden könnten. Darüber soll anschließend die Abgeordnetenkommission diskutieren. pf

P O L I T I K

Fragiler Umsturz

Der Gemeinderat von Kayl-Tetingen nahm am Mittwoch mit knapper Mehrheit einen Misstrauensantrag der Opposition aus CSV und DP gegen den rot-grünen Schöffenrat an. Ermöglicht wurde das durch den langjährigen LSAP-Rat und früheren Schöffen Marcel Humbert, der Ende Dezember überraschend mit der Opposition gegen den Haushalt gestimmt hatte – eigenen Aussagen zufolge als Reaktion darauf, dass er Ende 2020 sein Schöffenmandat auf Druck seiner Partei ein Jahr früher abgeben musste, als er wollte. Humbert, der der Sitzung am Mittwoch wegen einer mutmaßlichen Covid-Infektion fernblieb, wurde von seinen ehemaligen Parteikollegen als „Verräter“ und „Schande für die LSAP“ (Bürgermeister John Lorent) bezeichnet. Auch die Grünen fanden deutliche Worte. Während die Sozialisten „ihren“ Sitz zurückverlangten, forderten die Grünen Neuwahlen. CSV und DP wollen nun mit dem inzwischen „unabhängigen“ Humbert eine neue Koalition bilden und schnellstmöglich ein neues Budget aufstellen, damit die Gemeindedienste wieder zahlungsfähig werden. Zurzeit sind sämtliche Ausgaben blockiert. Ob das so einfach wird, ist allerdings fraglich: Der 74-jährige Humbert leidet an schwerer Diabetes. Weil ihm ein Fuß amputiert wurde, konnte er im vergangenen Jahr an keiner politischen Sitzung teilnehmen. Nur wegen einer Covid-Sonderregelung ist es möglich, dass andere für ihn per Vollmacht abstimmen. Sollte er aus irgendeinem Grund aus dem Gemeinderat ausscheiden, fiel sein Mandat an die LSAP zurück, die dann wieder stärkste Partei wäre. ll

P A N D E M I E

Waldorf zu Hause

Anders als die staatlichen Schulen öffnete die Waldorfschule in Limpertsberg diese erste Januarwoche ihre Türen nur

zur partiellen Betreuung. Auf Nachfrage hieß es dazu, bereits vor den Weihnachtsferien seien Erzieher/innen und Lehrpersonal Covid-bedingt in Isolation gewesen; die Situation habe sich über die Feiertage nicht entspannt. Da es an der Privatschule an Vertretungskräften mangelt, habe sie entschieden, Homeschooling und Distanzunterricht seien unter den derzeitigen Bedingungen die bessere Lösung. Ein vom *Land* kontaktiertes Elternpaar zeigte Verständnis für die Entscheidung; die Schule habe die Eltern am Samstag über die Situation informiert und ein Lehrprogramm für diese Woche zusammengestellt. Vor zwei Monaten gab es – wie in fast allen deutschsprachigen Ländern – schlechte Presse über die hiesige Waldorfschule: Zu oft sei sie schludrig mit den Schutzmaßnahmen umgegangen, habe die Impfkampagne des Bildungsministeriums ignoriert, die Elternschaft sei wegen Corona zerstritten (*Tageblatt*, 29.10.2021). Dass sich Lehrer/innen in Isolation befinden, ist diese Woche nicht nur ein Waldorf-Problem. Auch an staatlichen Schulen fehlen 15 Prozent des Lehrkörpers wegen Quarantäne, Isolation, Erkältungen und familienbedingtem Urlaub. sm

I N E I G E N E R S A C H E

Éditions d'Letzeburger Land

En conformité avec l'article 66 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, les Éditions d'Letzeburger Land s'à r.l. informent leurs lecteurs de la structure de leur capital et de leur administration.

Actionariat :
Fondation d'Letzeburger Land (100 pour cent) ;

Conseil d'administration :
Stephan Kinsch, président, Georges Bock, Cynthia Kinsch, Maria Pietrangeli, Joshua Streitz, administrateurs ;

Gestion journalière :
Stephan Kinsch, gérant.

Un coin de mémoire

France Clarinval

Le quartier Italie à Dudelange reste le symbole des migrations successives. Comment accrocher le wagon de l’histoire à l’aménagement urbain ?



En 1987, de nombreux bistros animaient encore le quartier. Seul Chez Lidia subsiste. Le troquet est devenu Chez Ines

Ça ne ressemble pas vraiment à la Louisiane, ni même à l’Italie. Il y a longtemps que le linge n’est plus étendu sur les terrasses et que ça manque de pelouses où se rouleraient les enfants. Dudelange a beau avoir pris pour signature « On dirait le sud », difficile de reconnaître les paroles de la chanson de Nino Ferrer dans les rues de la quatrième ville du pays. C’est toute la magie de la publicité et des slogans. Ils n’engagent que ceux qui ont envie d’y croire. Dans le même ordre d’idées, aux dires de son bourgmestre, Dan Biancalana (LSAP), dans une vidéo présentant le Plan d’aménagement général (PAG), Dudelange est une ville « dynamique et attractive » où il fait « bon vivre ». Aussi, le développement envisagé par ce PAG (voté le 25 octobre dernier) doit être « modéré et contrôlé » pour conserver cette qualité de vie. « Aujourd’hui, la ville compte 21 600 habitants. Le potentiel de développement permet d’envisager jusqu’à 30 500 habitants, mais il s’agit d’un potentiel purement théorique », explique-t-il vis-à-vis du *Land*. Le fer de lance de cette croissance se situe au sud de la ville, à la frontière française, sur la friche de l’ancienne usine de l’Arbed. Le quartier Nei Schmelz, s’étend sur quarante hectares distribués en quatre zones (et autant de plans d’aménagement particuliers). Il accueillera aussi bien des logements que des structures publiques, des lieux de loisirs et de culture et des espaces de travail. « Ce projet a vocation à jeter un pont entre le passé industriel de Dudelange et le caractère innovant de notre commune ».

Si l’essentiel du nouveau quartier se situe à l’est du chemin de fer (comme une importante partie de la ville), une des zones se trouve de l’autre côté, au sein de la « Petite Italie ». C’est le plus petit quartier de la ville avec moins de 800 habitants (soit à peine quatre pour cent de la population), alors qu’il en comptait le double en 1900. C’est aussi le témoin de l’histoire sociale du pays et des migrations qui l’ont forgée, comme le rappelle le Centre de documentation sur les migrations humaines (CDMH) qui est installé en son cœur, à la gare Usines : « Le quartier constitue un lieu de mémoire unique qui permet de comprendre l’inscription des migrations dans l’histoire nationale du Grand-Duché. Il reste aujourd’hui le seul ensemble cohérent d’un habitat ouvrier spontané subsistant sans avoir subi de trop importantes transformations. ». La Petite Italie – qui tient en fait en deux rues, rue des Minières et rue Gare-Usines – doit bien évidemment son nom aux immigrés italiens. Ils étaient les premiers à s’y installer, à la fin du 19^e siècle, lors des débuts de la sidérurgie. « Le quartier était autrefois coincé entre l’usine et la mine. Jusqu’aux années soixante, les personnes qui y habitaient y travaillaient aussi et sortaient peu du quartier. Ils y trouvaient une vie sociale rythmée par les horaires rotatifs des trois-huit. », relate Marcel Lorenzini, président du CDMH et que certains sur-nomment « le maire de la Petite Italie ».

Au fil du temps, les premières générations ont vu leurs conditions de vie s’améliorer, les familles s’agrandir. Elles ont quitté le quartier, laissant place à de nouveaux arrivants. Il parle d’une « sorte

« La Petite Italie est une sorte d’Ellis Island, accueillant les immigrations successives »

Marcel Lorenzini

d’Ellis Island dudelangeois, accueillant tour à tour les immigrations successives. On s’y installe provisoirement, avant de partir, la réussite aidant, vers d’autres quartiers de la ville. » Après le déclin de la sidérurgie, ce quartier demeure une porte d’entrée pour beaucoup de gens venus d’ailleurs : Portugais, ressortissants de l’ex-Yougoslavie, puis, plus récemment des personnes provenant du Proche-Orient (Syrie), d’Afrique ou de Chine. On compte ainsi une quarantaine de nationalités différentes alors qu’en 2005, il n’y avait que vingt nationalités représentées. « Les habitants du quartier travaillent ailleurs. C’est le congé collectif des travailleurs du bâtiment qui marque aujourd’hui une temporalité bien spécifique, celle du retour au pays pour les vacances, en août, chaque année », note sa collègue Heidi Martins qui s’intéresse à la population actuelle du quartier.

Marcel Lorenzini note plusieurs difficultés inhérentes à ce quartier, certaines étant le lot d’autres zones dans d’autres villes après les fermetures d’usines. Principalement, la Petite Italie est devenue une zone dortoir où il reste peu d’activités sociales comme les clubs de sport, les fanfares et les chorales. Peu de bistros et peu de commerces s’y maintiennent, et l’épicerie que possède la commune se cherche un nouvel exploitant après la faillite du dernier. Il souligne aussi la structure des logements : « Après une période où beaucoup d’habitants étaient propriétaires, aujourd’hui, il y a plus de locataires, donc peu d’investissements pour améliorer le confort des maisons, dont certaines sont transformées en studios. » Enfin, l’enclavement du quartier de l’autre côté du chemin de fer le rend difficile d’accès, ce qui sera encore plus problématique avec la destruction de la passerelle piétonne qui relie le quartier vers le centre culturel régional, même si Dan Biancalana affirme que « d’autres solutions de mobilité douce seront développées »

La structure architecturale est assez spécifique de par la topographie des lieux : les maisons sont accrochées à flanc de coteau, en terrasses et étagements, les différents niveaux étant reliés par des escaliers et des couloirs parfois souterrains, passages obligés et uniquement piétonniers qui, avec un peu de bonne volonté, rappellent les traboules lyonnaises. Au détour de ruelles étroites on trouve des cours inté-

rieures, derrière les maisons, des petits jardins. Un charme et une typicité qui résonnent dans le vœu du bourgmestre « de conserver l’identité forte et le sentiment d’appartenance dans des quartiers conviviaux ». Aujourd’hui, le site devient plus enviable d’autant que le quartier jouxte maintenant une réserve naturelle, ce qui fait appréhender une certaine gentrification et des opérations immobilières qui détruiraient ce bout de mémoire. Une douzaine de bâtiments sont d’ailleurs notés comme « à conserver » sur le PAG.

Aussi les défenseurs du quartier fondent à la fois espoirs et craintes sur le projet Nei Schmelz qui y sera englobé. D’un côté, l’arrivée de nouveaux habitants apportera une masse critique nécessaire à l’augmentation de l’offre commerciale, culturelle et de loisirs. Mais, comme l’attractivité ne se décrète pas, il y a un risque de voir se créer une sorte de non-lieu, avec peu de vie, uniquement du passage et du temporaire. « N’aurait-on pas, en quelque sorte, les mêmes impressions que lorsqu’on traverse le Kirchberg ou on passe par Belval : une sensation de vide identitaire, sans un réel ancrage, sans une appropriation effective, sans une histoire qui se sédimente ? » interroge Heidi Martins. L’appréhension est aussi liée à la disparité entre les différentes zones du nouveau quartier : il faut veiller à ce que les infrastructures publiques, les points d’attrait ne soient pas tous « de l’autre côté » de cette cicatrice urbaine qu’est le chemin de fer. Et le CDMH de rêver à renforcer sa présence à travers un grand musée des migrations, pourquoi pas un institut de recherche sur les migrations, en collaboration avec l’Université. « En 25 années d’existence, nous avons montré ce qu’on peut faire pour maintenir et vitaliser un quartier comme celui-ci qui, en comparaison avec ce qui s’est passé dans d’autres villes, est plutôt exemplaire », souligne Marcel Lorenzini. Il cite notamment le projet « Ensemble » mené avec Interactions et les comités de quartier qui favorise les rencontres et les échanges à travers diverses activités sociales et culturelles (fêtes de quartier, conférences, fête des voisins, résolution de problèmes, cours de langue, activités sportives).

Pour interpellier les pouvoirs publics sur ces questions, le CDMH organise une table ronde au titre clair et franc : Quel avenir pour le quartier Italie ? Cette initiative se tient dans le cadre de la « Journée Louis Rech », du nom du premier bourgmestre d’une ville luxembourgeoise issu de l’immigration, C’était en 1985, à Dudelange. Aujourd’hui, le nom du bourgmestre a toujours un consonance italienne. Dan Biancalana sera présent à cette table ronde et aura l’occasion de défendre les actions menées par la ville dans ce quartier. Il cite « l’implantation de services publics comme une école, un centre sportif, une annexe du lycée et maintenant une crèche qui sera prochainement inaugurée ». ●

Quel avenir pour le quartier Italie ?
Le 9 janvier à 15h au CDMH à la gare de Dudelange-Usines

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Biomöhren im Sonderangebot

Die Regierung richtet ihre Schulmahlzeitenpolitik sozial selektiver aus. Selbstverständlich vom eigenen gesellschaftlichen Standpunkt aus.

Premier Xavier Bettel verspricht in seiner Erklärung zur Lage der Nation: „An Zukunft solle Kanner vu Famillje mat klengem a mëttlerem Akommes gratis an der Grondschoul an am Lycée iessen.“ Dies soll die Kaufkraft jener Haushalte stärken, „déi et de Moment am schwéiersten hunn, fir iwwert d’Ronnen ze kommen“.

Die Idee wäre löblich. Sollte nicht statt einer Geldleistung eine Sachleistung die Kaufkraft stärken: Damit jene Hälfte der Arbeiterklasse ausgeschlossen wird, deren Arbeitsweg über eine Grenze führt. Wie zuvor von als Sachleistungen getarnten Kinderboni, Chèques-services, Studienbörsen, Musikkursen, Schulbüchern... (Nicht immer ließ sich das EU-Recht im ersten Anlauf hinreichend beugen.)

Ab September sollen Schulmahlzeiten kostenlos werden für Familien, die monatlich weniger als das Vierfache des Mindestlohns verdienen. Die Einkommensgrenze von 9 027,80 Euro ist so hoch, dass auch DP-freundliche Mittelschichtenfamilien darunterfallen. Anstelle von im Grenzgebiet wohnenden Arbeiterfamilien.

Die Schulmahlzeiten sollten am 1. Januar kostenlos werden. Der Staatsrat erpresste die Regierung, bis nächstes Schuljahr zu warten. Er mutmaßt einen Verstoß gegen das Gleichheitsprinzip. Die Rechtsanwälte und hohen Beamten im Staatsrat halten es für keinen Verstoß gegen das Gleichheitsprinzip: Dass es Familien gibt, die nicht über die Runden kommen. Dass steuerpflichtige Grenzpendler ausgeschlossen werden.

Erziehungsminister Claude Meisch stellte am 19. Oktober ein Programm *Food4future* für Schulkantinen vor. Es verspricht „un meilleur régime alimentaire, sain et durable“. Die Speisekarten „ont été repensés pour manger équilibré, au maximum bio, local et de saison et pour proposer davantage de plats végétariens et végétans“.

Der Erziehungsminister gehört der DP an. Die alte Mittelstandspartei erklärte sich 2009 zur modischen Mittelschichtenpartei. Im selben Jahr schaffte das *Statut unique* das Wort „Arbeiter“ ab. Seither befürchten kleinbürgerliche Kopfarbeiter, mit proletarischen Handarbeiterinnen verwechselt zu werden.

Zum Glück gibt es Bioläden und Supermärkte mit Bioregalen: „En France, F. Régnier et A. Masullo ont également constaté que les classes supérieures pouvaient s’appuyer sur les normes diététiques pour émettre des jugements dévalorisants et stigmatisants à l’encontre des classes populaires.“ So Philippe Cardon, Thomas Depecker und Marie Plessz in *Sociologie de l’alimentation* (Paris, 2019, S. 140).

Die Einkommensgrenze ist so hoch, dass auch DP-freundliche Mittelschichtenfamilien darunterfallen. Anstatt Arbeiterfamilien aus dem Grenzgebiet

Die neuen Mittelschichten verurteilen Übergewicht bei Angehörigen beherrschter Klassen als Mangel an Selbstbeherrschung. Denn „les plus démunis [...] sacrifient le plus aux nourritures matérielles, et aux plus lourdes, aux plus grossières et aux plus grossissantes d’entre elles, pain, pommes de terre et corps gras“ (Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Paris, 1979, S. 200). Die industrielle Zubereitung schwerer und grober Speisen verpönten bessere Kreise als Junkfood. „En France, comme dans les autres pays occidentaux, les végétariens se recrutent principalement dans les classes supérieures urbaines“ (*Sociologie de l’alimentation*, S. 136).

Zum Glück gibt es Claude Meisch und Restopolis: „Avoir une alimentation conforme aux normes nutritionnelles diffusées par les politiques publiques de santé serait donc une forme de différenciation des goûts de classe“ (*Sociologie de l’alimentation*, S. 143). Biomöhren und Quinoa beschneigen die moralische Überlegenheit der neuen Mittelschichten, die sich „richtig“ ernähren, über unwissende und verantwortungslose Unterschichten, die sich „falsch“ ernähren. Auch über das alte Bürgertum, das noch immer von Hummersuppe und Foie gras bei Hirtzen Hélène, Tony Tintinger und Léa Linster träumt. ● Romain Hilgert



Biomöhren und Quinoa bescheinigen moralische Überlegenheit der neuen Mittelschichten, die sich „richtig“ ernähren

Klapp den Engel



Endlich vereidigt: Georges Engel
beim Double List Bumb mit dem Premier

Luc Laboulle

Der Sozialdemokrat Georges Engel hat den langen Aufstieg vom kommunalen Oppositionsrat zum Minister ohne Abkürzungen und Umwege bewältigt. Ein Porträt

Neuwahlen I Kurz nachdem Georges Engel am 7. September 1968 als jüngster von drei Brüdern in Differdingen geboren wurde, kam es in seiner Heimatgemeinde Sanem zu Neuwahlen. Hintergrund waren nicht Uneinigkeiten über eine Gehaltserhöhung für Staatsbeamte, die drei Monate später zu einer Regierungskrise der schwarz-roten Koalition und zu vorgezogenen Wahlen auch auf nationaler Ebene führen sollten, sondern Meinungsdivergenzen zwischen Sozialisten und Kommunisten hinsichtlich des Prager Frühlings. Weil die KPL den Einmarsch der Streitkräfte des Warschauer Paktes in die ČSSR begrüßte, kündigte der sozialistische Bürgermeister Roger Krier die Ende 1963 geschlossene „tiefröte“ Koalition auf. Gleiches wiederholte sich kurze Zeit später in Differdingen. Die Rechnung der LSAP ging nicht auf, denn sowohl auf kommunaler als auch auf nationaler Ebene gewannen die Kommunisten bei den Neuwahlen an Zustimmung.

Anders als sein Vorgänger Dan Kersch, dessen Vater Mitglied der KPL war und seit 1952 für den 1966 mit dem Lëtzeburger Arbeiter-Verband (LAV) „fusionierten“ kommunistischen Fräie Lëtzeburger Aarbechterverband (FLA) im Ausschuss von Arbed Belval saß, stammt der neue Minister für Arbeit und Sport eigenen Aussagen zufolge aus einem sozialdemokratischen Milieu. Er sei eher für Evolution als für Revolution, und das in allen Bereichen, sagt Georges Engel im Gespräch mit dem *Land*. Sein Großvater und sein Vater waren im LAV und bei der LSAP aktiv, wenn auch nicht an vorderster Front. Seine Eltern betrieben bis kurz vor seiner Geburt das Café Bonert in Zolwer, das später in Café des Sports umbenannt wurde. Seine Mutter war Hausfrau, sein Vater ging Ende der 1970-er Jahre in Krankenrente.

Anders als Dan Kersch war Georges Engel in seiner Jugend nicht politisch aktiv. Dafür hatte er schlichtweg keine Zeit. Seit seiner Kindheit spielte er vier Mal die Woche Basketball, an den anderen Tagen standen Proben und Auftritte der Zolwer Harmonie an, wo sein Vater Marcel im Vorstand saß. Beim Zolwer Basket schaffte er es in die erste Mannschaft und spielte zeitweise für die Jugendnationalauswahl. Erst als er seine Hochschulausbildung zum Krankenpfleger und *Assistant social* in Brüssel begann, rückte der Sport etwas in den Hintergrund. Musikant ist der Multiinstrumentalist bis heute geblieben. In der Harmonie bläst er die Basstuba und er ist nach wie vor Mitglied der *Strépp*, die den Zolwer Basket bei seinen Heimspielen unterstützt. Georges Engel ist im Vereinsleben der Gemeinde Sanem tief verwurzelt. Dort hat er seine treueste *Fanbase*.

Nach seinem Studium nahm er eine Stelle als *Assistant d'hygiène sociale* in Differdingen an, kurze Zeit später baute er in Petingen den schulmedizinischen Dienst mit auf. Nach den Kommunalwahlen von 1993 fand er den Weg in die Lokalpolitik. Er habe damals auch darüber nachgedacht, sich den Grünen anzuschließen, erzählt Engel dem *Land*, doch der damalige sozialistische Gemeinderat Raymond Conter habe ihn am Ende eines „feucht-fröhlichen Abends“ schließlich davon überzeugen können, der LSAP beizutreten.

Neuwahlen II Vier Jahre später kam es in der Gemeinde Sanem wieder zu Neuwahlen. In der LSAP, die 1993 die absolute Mehrheit in ihrer Hochburg verloren hatte und eine Koalition mit der DP eingegangen war, schwelte ein Generationenkonflikt, der damit endete, dass der damals 68-jährige Josy Asselborn (Schwiegervater der heutigen Bürgermeiste-

rin Simone Asselborn-Bintz) sich für unabhängig erklärte und der Haushaltsvorlage seine Zustimmung verweigerte. Damit machte er den Weg frei für ein Misstrauensvotum, das schließlich zu Neuwahlen führte, aus denen eine Koalition aus CSV und Grünen hervorging. Georges Engel zog zum ersten Mal in den Gemeinderat ein. Nur vier Monate zuvor war sein Vater gestorben. Die LSAP blieb auch nach den Kommunalwahlen von 1999 in der Opposition. Erst 2005 konnten die Sozialisten mit einer deutlich verjüngten Liste Sanem zurückerobern und gingen nun ihrerseits eine Koalition mit den Grünen ein. Mit 37 Jahren wurde Georges Engel als Erstgewählter auf der LSAP-Liste neuer Bürgermeister.

Seine 15-jährige Amtszeit war vor allem durch die Entwicklung des neuen Viertels auf der Industriebrache Belval geprägt, die zum größten Teil auf dem Gebiet der Gemeinde Sanem liegt. Die rot-grüne Koalition ließ dort neben dem vom Staat errichteten Lyzeum und dem Park ein neues Seniorenheim und eine große Grundschule bauen. Am Rande von Beles entsteht eine neue Wohnsiedlung, die Bevölkerung der sechstgrößten Gemeinde des Landes ist seit 2005 von 14 000 auf 18 000 Einwohner/innen gewachsen. Eine Sternstunde in Engels lokalpolitischer Karriere war die Einweihung des neuen Sport- und Kulturzentrums Artikuss zwischen Beles und Zolwer, das 2014 den Betrieb aufnahm.

2011 wurde Rot-Grün in Sanem bestätigt, die LSAP war der große Wahlgewinner und verpasste die absolute Mehrheit nur knapp. Georges Engels politische Karriere hatte einen vorläufigen Höhepunkt erreicht. Ein Jahr später rückte er für Lydie Err in die Abgeordnetenversammlung nach, bei den vorgezogenen Wahlen von 2013 schaffte er den direkten Einzug ins Parlament, wo er sich insbesondere in den Bereichen Beschäftigung und soziale Sicherheit, nachhaltige Entwicklung, Bildung und Familie engagierte.

Eklat Die Doppelbelastung des Bürgermeister- und Abgeordnetenmandats machte ihm aber zusehends zu schaffen. In den Gemeinderatssitzungen wirkte er immer öfter unzufrieden und gereizt. Einer seiner Schwachpunkte sei es gewesen, dass er immer über alles in Kenntnis gesetzt werden wollte und es ihm schwerfiel, Aufgaben an andere zu delegieren, sagen Weggefährten. Im Dezember 2016 kam es im Gemeinderat zum Eklat, als der Fraktionssprecher der Sozialisten, Jos Piscitelli, sich wegen parteiinterner Auseinandersetzungen bei der Abstimmung über den Haushalt enthielt. Weil Schöffin Myriam Cecchetti gegen den Willen ihrer Partei Piscitelli unterstützte, wurde sie von den Grünen ausgeschlossen. Beide kandidierten im Oktober 2017 auf der Liste von déi Lénk. Diese Zerwürfnisse haben nicht nur LSAP und Grünen in Sanem geschadet, die deutlich an Zustimmung verloren. Georges Engel musste auch persönlich Federn lassen. Bei den Gemeindewahlen 2017 erhielt er fast 1 000 Stimmen weniger als 2011, bei den Nationalwahlen 2018 musste er sich in seiner eigenen Gemeinde Jean Asselborn geschlagen geben, den er 2013 noch hinter sich gelassen hatte. In Sanem musste er eine Koalition mit der wiedererstarkten CSV eingehen. Selbst die öffentlichkeitswirksame, vom RTL-Speaker Dan Spogen moderierte Spielshow *Klapp den Engel*, die die Zolwer Musik nach dem Vorbild der *ProSieben*-Show Schlag den Raab ihm zu Ehren von 2016 bis 2019 im Artikuss organisierte, konnte sein Ansehen nicht vollends wiederherstellen. Bei den drei ersten Ausgaben konnte der ehrgeizige Hauptprotagonist seine meist jüngeren Gegner zwar in Disziplinen wie Ausdauer, Allgemeinwissen und Geschicklichkeit bezwingen, doch bei der vorerst letzten Auflage von 2019 übernahm er sich, erlitt einen Schwächefall und musste kurzzeitig ins Krankenhaus.

Für Georges Engel war die Zeit gekommen, die lokalpolitische Bühne zu verlassen. Die Gelegenheit bot sich, als Alex Bodry Ende 2019 den Fraktionsvorsitz niederlegte und in den Staatsrat wechselte. Im Juli 2020 trat Engel sein Bürgermeisteramt an Simone Asselborn-Bintz ab, um sich ganz auf die Nationalpolitik konzentrieren zu können. Nachdem er 2018 seiner Kollegin Taina Bofferding den Vortritt für das Ministeramt gelassen hatte, war nun endlich er an der Reihe.

Anders als Pierre Gramegna, Paulette Lenert oder Yuriko Backes ist Engel kein Technokrat, der als opportunistischer Quereinsteiger in die Regierung gekommen ist. Er ist der klassische Dorfpolitiker, der den Aufstieg gewagt und schließlich auch geschafft hat: ein provinzieller Xavier Bettel. Wie seine Vorbilder Alex Bodry und Mars Di Bartolomeo hat er alle politischen Ämter durchwandert. Mitglied der Parteileitung ist er seit 20 Jahren, von 2009 bis 2019 war er Vize-Präsident. Vor allem im Südbezirk ist er gut vernetzt. Zu Taina Bofferding, Yves Cruchten, Tom Jungen und Dan Biancalana pflegt er freundschaftliche Beziehungen, mit einigen Kolleg/innen hat er schon seinen Urlaub verbracht. Es sei ihm wichtig, „richtige Freundschaften“ in der Politik zu unterhalten, die über die gemeinsame Gesinnung hinausgehen, sagt Engel: „Ich brauche die Wärme, die persönliche Nähe. Ich mag es, wenn man nach der Sitzung noch gemeinsam einen trinken geht und von anderen Dingen redet als von Politik.“

Leader Trotz seiner Geselligkeit und obwohl er eigentlich gerne im Mittelpunkt steht, ist Georges Engel kein großer Rhetoriker. Meist schafft er es nicht einmal eine geschriebene Rede ohne Versprecher fehlerfrei abzulesen, doch damit ist er

Sein Vorgänger Kersch wird zugleich sein Nachfolger. Als neuer Vorsitzender des parlamentarischen Arbeitsausschusses wird er dem neuen Arbeitsminister im „Schatten“ zur Seite stehen

in der Kammer nicht alleine. Inhaltlich waren seine Ansprachen als Fraktionsvorsitzender selten kämpferisch. Anders als Kersch, der selbst noch als Vizepremier mit seinen Angriffen gegen die *Indépendants* und seiner Idee einer Coronasteuer polemisierte, hat der zurückhaltendere Engel die Koalitionsrason meist respektiert. Die Anliegen und Forderungen der Sozialisten hat er eher diskret zur Geltung gebracht. Die meiste Arbeit, die er als Fraktionsvorsitzender leistete, sei im Hintergrund passiert, sagt der Sanemer Ehrenbürgermeister. Dank eines höheren Budgets konnte er neue Mitarbeiter/innen einstellen und die 38-Stunden-Woche für sie einführen: „Top-Leute, die alles für mich tun würden, auch ohne dass ich mich als großer Leader der Fraktion aufführe“, sagt der Vater von zwei Kindern, der eigenen Aussagen zufolge viel Wert auf Teamarbeit legt.

Am Mittwoch wurde Georges Engel zusammen mit der neuen Finanzministerin Yuriko Backes (DP) und dem Minister für Landwirtschaft und soziale Sicherheit, Claude Haagen (LSAP), vom mit Covid-19 infizierten Großherzog Henri per Videokonferenz vereidigt. Seine Ausdauer, sein Ehrgeiz und seine Hartnäckigkeit, die langjährige Freunde an ihm schätzen, haben sich bezahlt gemacht. Dass die Wahl der LSAP für Kersch Nachfolge auf Engel fiel, war aber nicht selbstverständlich. Die Düdelinger Mars Di Bartolomeo und Dan Biancalana waren 2018 besser platziert. Di Bartolomeo, der bereits von 2004 bis 2013 Gesundheitsminister war, habe abgelehnt, und Biancalana habe Düdelingen nicht aufgeben wollen, sagte dem *Land* der frühere Parteipräsident Yves Cruchten, der am Mittwoch den Fraktionsvorsitz von Engel übernommen hat. Insbesondere Biancalana soll laut parteiinternen Quellen aber durchaus Interesse an einem Ministeramt gehabt haben. Engel, der seit 2013 Vorsitzender des parlamentarischen Ausschusses für Arbeit und soziale Sicherheit war, sei für den Job besser qualifiziert, meinte Cruchten. Biancalana soll nun erst kommissarisch den Parteivorsitz übernehmen und dann Ende Februar oder Anfang März auf einem Kongress in diesem Amt bestätigt werden. Als Ko-Präsidentin einer paritätischen Doppelspitze könnte Innenministerin Taina Bofferding in Frage kommen, nachdem die neue Vize-Premierministerin Paulette Lenert bereits Mitte Dezember im *RTL Radio* dankend abgelehnt hatte.

Mit den rezenten Personalentscheidungen setzt die LSAP ihren Kurs der Kontinuität und des Konsenses fort. Eine radikale Erneuerung und Verjüngung wird es bis 2023 nicht geben. Davon zeugt auch, dass der 55-jährige Carlo Weber aus Wintger statt der 25-jährige Amir Vesali aus Wiltz für Claude Haagen in die Kammer nachrückt, ohne dass sich ein Sozialist öffentlich darüber beklagt.

Rollentausch Georges Engel bleiben vorerst nur noch 18 Monate als Minister für Arbeit und Sport. Viel Zeit, um noch Vorschläge aus dem Koalitionsprogramm auf den Instanzenweg zu bringen, hat er nicht. Mitte dieses Jahres wird der Wahlkampf beginnen und die Parteien werden die Koalitionsrason aufgeben, um sich für 2023 zu positionieren. Neben den Aufgaben, die ihm im Rahmen der Pandemiebekämpfung zufallen, will Engel sich so schnell wie möglich mit Gewerkschaften und Patronat treffen, um den Sozialdialog wieder aufzuwerten, weil dort „noch Nachholbedarf“ bestehe, erklärt er dem *Land*. Bis zu den Wahlen wolle er zudem noch einen Gesetzentwurf zur Regelung der Plattformarbeit vorlegen.

Auf sich alleine gestellt ist er dabei nicht. Vanessa Tarantini, die bereits unter Etienne Schneider den Rifkin-Plan im Wirtschaftsministerium koordiniert hat und die Georges Engel vor einem Jahr zu seiner Fraktionssekretärin machte, wird mit ihm ins Arbeitsministerium wechseln. Sein Vorgänger Kersch, der in der Kammer nun noch weniger dem Koalitionszwang Rechnung tragen muss, wird zugleich sein Nachfolger. Als neuer Vorsitzender des parlamentarischen Arbeitsausschusses wird er dem neuen Arbeitsminister im „Schatten“ zur Seite stehen.

Ob Georges Engel ein geeigneter Kandidat ist, um die LSAP in einer Doppelspitze mit Paulette Lenert in die nächsten Wahlen zu führen, bleibt abzuwarten. In den Umfragen platzierte er sich zuletzt im hinteren Mittelfeld, seine Werte blieben stabil. Das Ministeramt wird ihm sicherlich zu mehr Sichtbarkeit verhelfen. Über die Spitzenkandidatur wird letztendlich die Partei entscheiden. Zutrauen würde er es sich jedenfalls: „Bis jetzt habe ich noch keine Herausforderung gescheut“, sagt Georges Engel. ●

EUROPE DE L'EST

Le plan de relance européen divise l'UE

Mirel Bran, Bucarest

La hache de guerre est déterrée. La Hongrie et la Pologne s'insurgent contre la Commission européenne qui conditionne le plan de relance européen au respect de l'État de droit. « C'est un sabotage des plus brutaux, a déclaré le premier ministre hongrois Viktor Orban le 21 décembre lors d'une conférence de presse. L'Union européenne qui emprunte l'argent sur les marchés au nom des 27 n'a aucune base légale pour geler les paiements. C'est une décision partisane qui est en train de faire voler l'UE en éclats. »

La Hongrie et la Pologne n'ont pas hésité à entamer un procès contre les institutions européennes afin de réclamer l'annulation du dispositif qui permet à Bruxelles de suspendre le versement de fonds européens en cas de violations des principes de l'État de droit. Les deux pays s'étaient fait taper sur les doigts à plusieurs reprises par Bruxelles en raison des atteintes portées à l'indépendance de la justice et aux droits des minorités sexuelles, mais aussi des nombreux conflits d'intérêts constatés à Budapest et à Varsovie. « L'appartenance à l'Union européenne va de pair avec une adhésion entière et inconditionnelle à des valeurs et à des règles communes, ont déclaré en octobre dernier les ministres des Affaires étrangères français et allemand, Jean Yves le Drian et Heiko Maas. Nous réitérons notre soutien à la Commission européenne pour qu'en sa qualité de gardienne des traités elle assure le respect du droit européen. »

La Pologne et la Hongrie appliquent le même modèle dans leurs relations avec l'UE : d'abord l'argent, les principes viendront après

La Commission de Bruxelles a prévu un plan relance européen, le « Next Generation EU » doté de 750 milliards d'euros, afin d'aider les pays membres à palier les effets de la crise économique dans le contexte de la pandémie du Covid-19. Une bonne partie de cette manne devrait être attribuée aux pays de l'Europe centrale et orientale les plus affectés par les effets de la pandémie. La Pologne devrait recevoir 57 milliards d'euros, la Roumanie plus de 29 milliards, tandis que la Hongrie se contenterait de 7,2 milliards d'euros. Toutefois le pactole européen est conditionné au respect de l'État de droit que les autorités polonaises et hongroises ont bafoué à plusieurs reprises, ce que Bruxelles n'hésite pas à rappeler dans le contexte du plan de relance.

« L'égalité et le respect de la dignité et des droits de l'homme sont des valeurs fondamentales définies dans l'article 2 du traité de l'Union européenne, a rappelé Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. La Commission utilisera tous les instruments à sa disposition pour défendre ces valeurs. La Commission ouvre des procédures d'infraction contre la Hongrie et la Pologne dans les domaines de l'égalité et de la protection des droits fondamentaux. » Budapest et Varsovie ont riposté par un recours entamé le 11 octobre devant la Cour de justice de l'UE (CJUE). « La Hongrie rejette tout lien entre les violations de l'État de droit et le budget de l'UE qui doivent être examinés séparément », a déclaré le représentant de l'État hongrois Miklos Zoltan Feher.

Quant à la Pologne, sa contre-offensive est allée beaucoup plus loin puisque le Tribunal constitutionnel polonais a estimé que certains articles du traité de l'UE étaient incompatibles avec la Constitution du pays. Cette provocation, qualifiée par les experts de « Poxexit juridique », pose la question de l'appartenance de la Pologne à l'UE cinq ans après la décision des Britanniques de quitter celle-ci. « Trop c'est trop, a rétorqué Jeroen Lenaers, porte-parole de la commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires européennes (LIBE) au Parlement européen. Le gouvernement polonais a perdu sa crédibilité. C'est une attaque contre l'UE dans son ensemble. »

La Pologne risque de voir les 57 milliards d'euros du plan de relance européen repoussés aux calendes grecques. La Hongrie s'inquiète moins pour les 7,2 milliards d'euros qu'elle risque de voir lui passer sous le nez. « Nous pouvons faire sans les fonds européens, nous avons assez d'argent pour financer nos projets, a déclaré Peter Szijarto, le ministre des Affaires étrangères. Utiliser les fonds européens comme moyen de chantage pour obtenir des changements politiques est inacceptable. »

La Pologne et la Hongrie appliquent le même modèle dans leurs relations avec l'UE : d'abord l'argent, les principes vien-

dront après. Quant à la Roumanie, leur voisine, elle s'en sort mieux après avoir traversé une crise politique fin 2021 qui mettait en danger le plan de relance européen. Les 29 milliards d'euros prévus dans ce plan, soit environ quinze pour cent du PIB roumain, irrigueront bientôt le système financier du pays. Le nouveau gouvernement de coalition entre les libéraux et les sociaux-démocrates s'est engagé auprès de Bruxelles à respecter toutes les normes européennes pour accéder au pactole du plan de relance. Quant à la Hongrie et à la Pologne, elles peinent à convaincre la Commission de Bruxelles qui ne semble pas prête à leur donner accès à la manne européenne. ●



ISRAEL

„Einer der schlimmsten Schläge gegen die Tierwelt in der Geschichte“

Judith Poppe, Tel Aviv

„Dieses Desaster ist menschengemacht“, sagt Yoram Yom Tov, emeritierter Professor für Zoologie an der Universität Tel Aviv am Telefon. Er sieht den Ausbruch der Vogelgrippe mit dem H5N1-Virus in Israel mit großer Sorge. Normalerweise bietet der Winter an den Hula Seen im Norden Israels ein Naturspektakel ohnegleichen. Tausende Kraniche ziehen majestätisch ihre Bahnen, auf ihrer Zwischenstation in den Hula Seen im Norden Israels auf dem Weg nach Westafrika. In diesem Jahr liegen viele von ihnen bewegungslos im Wasser, einer taumelt noch, dann fällt auch er. Bilder wie diese sieht man seit einer guten Woche im israelischen Fernsehen. Rund 5 500 Kraniche sind bereits an der Vogelgrippe gestorben.

Dass einige Zugvögel jährlich in Israel an der Grippe sterben, ist nichts Neues. Ein Ausbruch in diesem Ausmaß ist jedoch beispiellos. Die Umweltschutzministerin Tamar Zandberg bezeichnete den Ausbruch als einen der „schlimmsten Schläge gegen die Tierwelt in der Geschichte Israels“.

Im vergangenen Oktober gab es bereits Ausbrüche in einem Legehennen-Betrieb im Dorf Nahalal, im Norden Israels. Ob der Virus von dort auf die Zugvögel übertragen wurde oder die Zugvögel den Virus aus anderen Ländern mitgebracht haben, ist schwer zu beantworten. Möglicherweise hat ein Lastwagenfahrer, der Futter nach Nahalal geliefert hatte und anschließend mit einer Lieferung ins Hula-Tal gefahren ist, die Krankheit von dort aus weiterverbreitet.

Fest steht, dass der Virus nun auf zahlreiche Legehennen-Betriebe übersprungen ist und in Gebiete südlich von Nazareth vorgedrungen ist. Hunderttausende von Hühnern wurden gekeult, um zu verhindern, dass die Vogelgrippe auf den Menschen überspringt. Das geringste Problem dürfte dabei sein, dass in den nächsten Wochen die Eier in Israel knapp werden dürften. Es heißt, dass von den normalerweise 200 Millionen in Israel verbrauchten Eiern etwa 14 000 fehlen werden.

„Diese ganze Katastrophe hätte verhindert werden können“, sagt Yom Tov: „Eines der zentralen Probleme ist die Fütterung der Vögel.“ Das Problem beginnt in seinen Augen mit der Trockenlegung der Sümpfe im Hula-Tal in den 1950-er Jahren. „Ein großer Fehler des Jewish National Funds“, kommentiert der Zoologe: „mit dem ein einzigartiges Habitat für Pflanzen und Tiere im ganzen Nahen Osten zerstört wurde.“

Mit dem Beschluss in den 1990-er Jahren, das Gebiet wieder zu bewässern, entstand der künstliche Hula See. Bauern in der Umgebung bauten bei Kranichen beliebte Erdnüsse und Kichererbsen an, das Gebiet wurde für die Zugvögel attraktiv. Passierten lange nur einige Dutzend Kraniche Israel, stieg die Zahl schlagartig in die Höhe. Mittlerweile passieren Zehntausende Kraniche jährlich die Hula-Ebene, ein großer Teil der weltweiten Kranichbevölkerung. Um die Vögel vom Ackerland fernzuhalten, begann man, die Vögel mit Mais zu füttern.

Besonders problematisch daran ist laut Yom Tov, dass sie auf sehr kleinem Gebiet gefüttert werden. „Krankheiten breiten sich in dieser dichten Bevölkerung extrem schnell aus – genauso wie Corona“, schlussfolgert Yom Tov. Die Fütterung stört außerdem die Migrationsroute. Viele Kraniche ziehen gar nicht erst weiter nach Westafrika.

Auch Tourismus trägt seinen Teil zu dem Problem bei. Der Park um den Hula-See wurde zu einem Hit. Schätzungen zufolge brachte der Kranichtourismus der lokalen Bevölkerung umgerechnet rund 30 Millionen Euro ein. Es entstand ein Teufelskreis. Um sicherzustellen, dass die Touristen weiterhin in den Park kommen, musste man dafür sorgen, dass es Kraniche gab. Dafür musste man sie füttern.

„Was der Jewish National Fund noch an diesem Nachmittag an ihrem Konzept ändern kann, ist: Die Kraniche auf einem viel größeren Gebiet zu

füttern, um die Konzentration auf einem Punkt zu verhindern.“ Die Gefahr, dass der Virus mit den Vögeln nach Westafrika und Europa weitergetragen wird, hält Yom Tov für recht hoch.

„Die weite Verbreitung der Vogelgrippe ist sehr besorgniserregend“, wurde Amnon Lahad, israelischer Epidemiologe, am vergangenen Mittwoch in den Medien zitiert: „Vor allem, weil sie nicht nur Wildvögel, sondern auch Hühner befällt. Sie hat den Sprung von Wildtieren zu Nutztieren geschafft, und ich hoffe, dass sie nicht den nächsten Schritt zum Menschen macht.“ Die meisten der aktuellen Fälle von Vogelgrippe schreiben Expert/innen dem Subtyp H5N1 zu, der potenziell auch für Menschen gefährlich werden kann.

Die Gefahr, dass der Virus mit den Vögeln nach Westafrika und Europa weitergetragen wird, hält Yom Tov für recht hoch

Bislang sieht es noch nicht danach aus, dass das Virus auch Menschen infiziert haben könnte.

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois.

Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1





Yuriko-Mania

Ce mercredi, Yuriko Backes (photo : Gilles Kayser) a été officiellement assermentée par son ancien patron, le Grand-Duc Henri, qui a rempli son rôle en distanciel, via visioconférence. Comme lorsque son nom avait été annoncé en décembre dernier, une éphémère « Yuriko-Mania » s'est emparée des réseaux sociaux. La nouvelle ministre des Finances a été accueillie par une avalanche de selfies, tweets et posts. Sur Twitter, Christine Lagarde herself a tenu à la féliciter. *Paperjam* a sorti la brosse

à reluire en publiant un portrait dont le ton flagorneur frise le comique et le « crinch » (c'est-à-dire la satire) : « Elle est de ces femmes qui ont dans le regard une force sereine, basée sur la confiance en elle, forcément, mais aussi sur un certain apaisement lié au devoir accompli à chaque étape, au fait d'être en phase avec elle-même et les valeurs qu'elle souhaite incarner. » En attendant de dévoiler ses priorités politiques, l'intéressée affiche sa motivation : « Packen wir's an. Au travail. Let's do it ! ». bt

An Even Paler Shade of Green

En annonçant, le 31 décembre vers 23 heures, inclure le nucléaire et le gaz dans la taxonomie verte, la Commission européenne a créé un sacré dilemme pour l'industrie des fonds et le gouvernement luxembourgeois. Pour la nouvelle ministre des Finances, Yuriko Backes (DP), la taxonomie pourrait se transformer en premier borbier politique. Faudra-t-il quitter le « level playing field » européen pour faire gagner en crédibilité la « finance durable » (de laquelle se revendique le gouvernement dans tous ses discours du dimanche) ? Le Luxembourg peut-il se permettre d'introduire une taxonomie plus stricte que la norme européenne ? Ce serait briser un tabou. Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en tout cas n'y croit pas : « Es ist fraglich ob die [Luxemburger] Behörden ihren Fondsstandort durch härtere Auflagen nun schwächen wollen », écrit le journal de référence dans son édition de mercredi. Alors que l'association allemande des fonds, BVI, exprime ses critiques par rapport à la nouvelle taxonomie, l'Alfi « ne prend pas position ».

La finance « verte » avait déjà du mal à convaincre les épargnants, la récente dilution taxonomique pourrait finir par totalement la décrédibiliser auprès du grand public. Face au *Land*, le ministre de l'Énergie, Claude Turmes (Déi Gréng), voit dans la fiscalité un levier potentiel. Alors que le Luxembourg accorde depuis peu des réductions sur la taxe d'abonnement aux fonds qui comptent une certaine part de durable, on pourrait ainsi exclure le nucléaire de cet avantage fiscal. Turmes confirme d'ailleurs que le Luxembourg est décidé à se rallier à la plainte autrichienne devant la Cour de Justice européenne. Il ne resterait plus qu'à déterminer le moment propice pour la déposer. En réalité, le Luxembourg n'a plus vraiment le choix : Car pour renverser l'« acte délégué » de la Commission, il faudra désormais rassembler vingt des 27 États membres, or seulement six s'affichent à l'heure actuelle dans le camp germano-austro-luxembourgeois. Interrogé sur une éventuelle dégradation des relations diplomatiques avec la France – pourtant essentielles durant la pandémie –, Claude Turmes répond que la décision aurait été prise de manière unanime au sein du conseil des ministres. « Le Premier ministre est pleinement motivé pour porter plainte. L'amitié de Xavier Bettel et d'Emmanuel Macron s'arrête au dossier de Cattenom ». bt

Même pas mal

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a lourdement sanctionné la Banque de Luxembourg avec

une amende de 1,3 million d'euros. La prestigieuse banque privée du boulevard Royal entre ainsi dans le Top 5 des amendes prononcées par le régulateur de la place. Ce (peu glorieux) classement est dominé par Edmond de Rothschild (neuf millions en 2017). Viennent ensuite la Bil (4,6 millions en 2020), Havilland (4 millions, 2018) et ICBC (3,8 millions en 2017). La succursale espagnole de la filiale luxembourgeoise de la banque chinoise avait permis tout un « programme de blanchiment d'argent » entre le Vieux continent et l'Empire du Milieu, comme l'avait révélé l'agence *Reuters*.

Rien de délictuel pour ce qui la concerne, souligne la Banque de Luxembourg dans un communiqué envoyé (sur demande) au *Land*. La CSSF reproche à la Banque de Luxembourg des manquements dans son dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Lors d'un contrôle sur place en 2018, le régulateur a constaté « certaines faiblesses importantes telles que la non-déclaration de soupçons de blanchiment et des déclarations de soupçons tardives, des retards dans la revue des dossiers clients et un non-respect du principe de transparence pour certaines opérations. » Mais la Banque de Luxembourg a remédié à ses errements, souligne la CSSF dans son communiqué publié le 23 décembre en fin d'après-midi.

Selon la revue de presse du gouvernement, seul le *Wort* (dans une brève) a fait état de l'amende officiellement prononcée

le 15 novembre. L'établissement propriété du groupe français CIC-Crédit Mutuel jouit d'une respectabilité quasi infaillible, même si son nom apparaît ça et là dans des affaires de criminalité financière (ça: comptes appartenant au banquier de SGBT qui a détourné l'argent de ses clients; là : comptes de l'espion espagnol Francisco Paesa qui est soupçonné d'avoir au début des années 2000 spolié son partenaire d'affaires russe Alexander Lebedev). « Acteur engagé du centre financier respecte des valeurs et des règles de conduite empreintes d'une éthique irréprochable afin de maintenir sa réputation, ainsi que celle du pays et de ses acteurs économiques », écrit-elle ainsi dans son communiqué. pso

L'immobilier peu soupçonneux

Le rapport 2020 de la cellule de renseignement financier (CRF) a été publié pendant la trêve des confiseurs, ce avant la fin de l'année civile 2021... un rapport 2020 en 2022 aurait fait tâche. À sa décharge, l'entité du parquet aux avant-postes de la lutte contre la criminalité financière, pas franchement riche en effectifs par rapport au volume d'argent qui transite via le Grand-Duché, croule sous le travail préparatoire à l'inspection du Groupe d'action financière (Gafi) attendue depuis 2020 mais repoussée à plusieurs reprises à cause de la pandémie. (Le secrétariat du Gafi nous informe que ses « évaluations » sont prévues en novembre 2022.) Pour rappel, un passage

du Luxembourg sur la liste grise ou noire de l'organisme intergouvernemental nuirait gravement à la respectabilité de la place et par conséquent à son attractivité. En tant que maillon déterminant de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, la CRF revoit ainsi ses processus d'analyse des informations reçues par les opérateurs financiers, tenus de signaler le moindre doute sur la probité d'une transaction. Et après avoir fait rentrer les banques dans le rang (d'aucuns leurs reprochent même un certain zèle de la dénonciation), la CRF s'est intéressée en 2020 plus particulièrement aux informations soumises par les secteurs de l'investissement, de la fiducie et par les prestataires d'actifs virtuels.

En 2020, la CRF a reçu 40 782 déclarations de soupçons, soit 22 pour cent de moins qu'en 2019 et 27 par rapport à 2018. Le directeur de la CRF, Max Braun, et ses équipes y voient le signe d'une bonne coopération avec les opérateurs, notamment les Amazon, eBay ou PayPal, qui génèrent la grande majorité des déclarations de soupçons d'opérations frauduleuses. La masse de signalements serait donc plus qualitative et le « nombre des déclarations des autres secteurs a continué à progresser », se félicite la CRF.

Concernant plus particulièrement la gestion de fonds, collective ou privée, la CRF relève une augmentation significative des signalements : 302 en 2020 contre 214 l'année précédente. Elle tiendrait, selon les auteurs

du rapport, aux campagnes de sensibilisation menées par la CSSF et la CRF elle-même auprès des professionnels. Dans le magma de prestataires de l'investissement, les avocats ont envoyé 124 déclarations de soupçons en 2020 (contre 56 l'année précédente) et les notaires quarante (contre 51 en 2019). Malgré la baisse de dénonciations chez ces derniers, la CRF se félicite qu'ils aient entendu « les efforts de sensibilisation déployés ». Les notaires avaient signalé six opérations suspectes en 2018. Le nombre de déclarations reçues du secteur immobilier, concerné depuis peu, reste très bas. Le nombre de déclarants a doublé sur un an (43 en 2019 contre 87 en 2020), mais seuls six agents immobiliers ont partagé leurs doutes (au nombre de six) quant à la probité de leurs affaires (contre sept déclarants l'année précédente pour dix déclarations). Les promoteurs n'ont rien envoyé. Si le nombre de soupçons exprimés par les quinze marchands de bien (en art) recensés a légèrement progressé (onze contre sept), la CRF juge le nombre de déclarations « très faible ». pso

« Le retour de l'entrepreneur »...

... a ainsi titré *Paperjam* en ce début de semaine pour annoncer le retour de son fondateur Mike Koedinger aux manettes de sa société d'édition Maison Moderne. Exit donc la CEO Geraldine Knudson (arrivée en septembre 2020) sous le prétexte de divergences avec le conseil d'administration pour le futur de l'entreprise au sortir (le cas

échétant) d'une crise du Covid-19 qui a fait chuter le chiffre d'affaires de vingt pour cent (de quinze à douze millions d'euros) et qui a mené « à un résultat consolidé du groupe proche de zéro », comme l'explique Mike Koedinger au *Land*. L'entrepreneur de la presse et de la communication redevient PDG à 51 ans. Après avoir racheté au cours des derniers mois l'intégralité des parts à ses (pour la plupart anciens) collaborateurs, Mike Koedinger préside seul à la destinée d'une entreprise qui articule comm' et réseautage autour de ses deux « marques médias fortes » (selon ses termes), *Paperjam* et *Delano*. Ces deux publications bénéficient depuis peu de l'aide à la presse, un régime pour lequel Mike Koedinger s'est battu depuis une décennie. « Si nous accueillons favorablement cette loi qui est en faveur du pluralisme et du journalisme professionnel, nous avons aussi (...) investi considérablement dans nos deux marques », explique le patron de Maison Moderne. La rédaction a déménagé dans de nouveaux locaux avenue de la Liberté (« la plus grande rédaction du centre-ville » pour « faire renaitre cette tradition des newsrooms au centre-ville ») et emploie 34 journalistes, contre 24 début 2019, explique Mike Koedinger. En mettant en avant ces investissements, l'intéressé rejette l'éventualité d'une vente de l'entreprise dans les mois à venir. « Une cession n'est pas à l'ordre du jour. Nous avons un projet Maison Moderne 2025 fascinant, et je vais m'investir complètement dans ce projet », complète Mike Koedinger. pso



Le siège de la Deutsche Bank au Kirchberg, inauguré en 1991

Bernard Thomas

Place bancaire : La montée et la chute de l'hégémonie allemande

Le 25 décembre, un ancien baron de la place bancaire luxembourgeoise est mort à l'âge de 88 ans. Ekkehard Storck avait été envoyé en 1970 par la Deutsche Bank au Grand-Duché avec la mission d'y ouvrir une filiale, qu'il finira par diriger 28 ans durant. Sa carrière se recoupe avec l'âge d'or de l'offshore luxembourgeois. Quand l'administrateur délégué de la Deutsche Bank Luxembourg prit sa retraite en juin 1998, le ministre d'État, Jean-Claude Juncker (CSV), accompagné de ses trois prédécesseurs, se déplaça au Kirchberg pour lui rendre hommage. Storck avait réussi à faire du Luxembourg son fief. La profitabilité de ses opérations et ses entrées politiques le protégeaient des rivalités au sein du groupe de Francfort.

Conscients de leur poids économique, les directeurs de banque allemands comptaient peser politiquement. La Deutsche Bank organisait ainsi des conférences de presse annuelles où elle affichait fièrement les montants payés au fisc luxembourgeois. En 1989, Storck rappelait aux journalistes que sa banque était « un des plus importants contributeurs », avec 2,5 milliards de francs versés aux recettes budgétaires luxembourgeoises, dont le montant total était alors de 97 milliards. Déjà en 1977, les managers de la Commerzbank n'hésitaient pas à ouvertement menacer le ministère des Finances : Si on ne leur concédait pas les avantages fiscaux demandés, les banques allemandes iraient s'installer ailleurs, « avec des pertes pour le fisc luxembourgeois », comme l'écrivait un haut fonctionnaire à l'issue de l'entrevue houleuse, dans une note adressée au ministre (et retrouvée récemment par des chercheurs de l'Uni.lu aux Archives nationales).

Les ministres choyaient cette poule aux œufs d'or. Le ministre des Finances, Jean-Claude Juncker, courait les événements officiels des grandes banques allemandes. Il aimait ainsi s'afficher avec le gratin de Francfort, à commencer par son ami Hans-Peter Müller, pont de la Commerzbank, auquel il décerna en 2007 l'ordre de Mérite du Grand-Duché de Luxembourg. Trois ans plus tard, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Deutsche Bank, Juncker évoqua une « communauté de destin » (plutôt que d'intérêts) formée entre le Luxembourg et les banques allemandes.

Cette proximité affichée vexait les directeurs luxembourgeois, qui jalouaient les entrées politiques et la superbe de leurs collègues allemands, de surcroît mieux formés et mieux rémunérés. Alors que Werner et Santer étaient passés par les banquiers luxembourgeois pour prendre la température, Juncker préférait directement s'adresser aux directeurs de la Commerzbank, de la Deutsche et de la Dresdner Bank (dans le CA de laquelle siégeait d'ailleurs la politicienne libérale Colette Flesch). Ce court-circuitage des élites autochtones caractérisait la stratégie nationale et européenne de Juncker, qui a toujours soigné ses réseaux politiques et médiatiques allemands, à commencer par le chancelier Kohl, qui le surnommait affectueusement « Junior ».

Dans une monographie publiée en juillet 2020 par la Deutsche Bank Luxembourg à l'occasion de son cinquantième anniversaire, on lit qu'« Ekkehard Storck obtenait rapidement un rendez-vous chez le ministre des Finances, ou alors chez le Premier ministre, lorsqu'il fallait clarifier des questions fiscales importantes. » Le gouvernement luxembourgeois se serait montré « ausgesprochen aufgeschlossen » vis-à-vis des « Wünsche und dem gelegentlichen Drängen » des banquiers. L'auteur de cette étude est Christopher Kopper, historien à l'Université de Bielefeld et, incidemment, fils de Hilmar Kopper, qui fut un des principaux dirigeants de la Deutsche

Bank dans les années 1970-1990. Or, la *corporate history* au titre ronflant (*Europa leben. Welten verbinden*) s'avère un travail solide, basé sur des sources internes et n'equivant pas les questions délicates, telle que l'évasion fiscale.

La cartellisation de l'ABBL par les autochtones résista aux pressions des « Frankfurter Boys ». Selon un savant et officieux principe de rotation, les chefs de la BIL, de la BGL et de la KBL avaient cadencé la présidence. Les banquiers allemands ne cédèrent pas à la tentation d'une scission, bien qu'ils l'aient par moments envisagée. Ils devront attendre 2010 pour tenir leur tardive revanche en élisant Ernst-Wilhelm Contzen, le chef de la Deutsche Bank, président de l'ABBL. C'est que la crédibilité de la Bil et de la BGL était ébranlée jusque dans ses fondements par la crise financière. Or, lorsqu'en 2012, le nouveau président de l'ABBL lança une offensive médiatique sur l'index, les retraites et le système de santé, les réactions ne se firent pas attendre, et prirent un ton xénophobe : Ces « Vollblutbanker der Jenseitsvondermoselart (...) treiben den aufrechten Luxemburger in die Resistenz », commenta ainsi le *Tageblatt*.

La Deutsche Bank avait historiquement été plus précautionneuse que ses rivales. En 1970, elle était la dernière des grandes institutions de Francfort à s'établir au Grand-Duché, trois ans après la Dresdner et un an après la Commerzbank. Son arrivée était attendue avec fébrilité par le gouvernement. « Je me souviens de Monsieur Werner en particulier qui me demandait : 'Mais quand viendra enfin la Deutsche Bank, la numéro 1 ?' », relatait l'avocat d'affaires Jacques Loesch dans un documentaire sur la CSSF, sorti en octobre dernier. Loesch remplissait la fonction de compradore, guidant les nouveaux-venus allemands sur le terrain juridique local. (Il était ainsi le seul Luxembourgeois à siéger parmi les cadres allemands du conseil de la Commerzbank Luxembourg.)

Pour ouvrir sa première filiale étrangère après la Deuxième Guerre mondiale, la Deutsche Bank avait longtemps hésité entre Londres et Luxembourg. Or, pour lancer ses activités de crédit international, elle préférait être un géant au pays des nains, plutôt qu'un nain au pays des géants. À quoi s'ajoutaient des considérations fiscales (des amortissements et immunisations fiscalement très généreux) et, surtout, réglementaires (absence de réserve obligatoire, car absence de banque centrale). À partir de 1974, le « recycling des pétrodollars » assurera d'excellentes affaires : Dès la fin de la décennie, un tiers du business international de la Deutsche Bank passait via sa filiale luxembourgeoise, qui ne comptait alors que quelques dizaines d'employés.

Les bilans s'en trouvaient grotesquement gonflés. C'est ainsi au Luxembourg que furent en large partie comptabilisés les crédits syndiqués accordés par la Deutsche Bank à la République démocratique allemande : En 1988, ceux-ci culminaient à 845 millions de Marks dans les bilans de la filiale luxembourgeoise. Or, la crise de la dette souveraine déclenchée par le défaut mexicain en 1982 avait quelque peu calmé les ardeurs. (La Deutsche Bank Luxembourg finira par ne renoncer qu'à 25 pour cent de ses créances mexicaines.) Ce ralentissement forçait les banques allemandes à diversifier leurs activités luxembourgeoises et à agir comme catalyseur du « Privatkundenge-

schäft », qui n'était alors qu'un euphémisme pour une évasion fiscale pratiquée à échelle industrielle.

La filiale luxembourgeoise de la Deutsche Bank entrera tardivement dans ce segment, quatre ans après la Commerzbank et la Dresdner. Le *private banking* n'était pas le monde de Storck, expert des grands crédits internationaux auquel il consacra un ouvrage de référence en 1995. Plus tard, il avouera même avoir ressenti une certaine répugnance face aux touristes fiscaux : « C'était un peu désagréable, je le dis ouvertement. Nous n'en avions pas l'habitude (...) Notre bureau [alors situé au Forum Royal] était sans arrêt encombré par des personnes venant d'Allemagne, dont beaucoup voulaient encaisser leur coupon sans frais », dira-t-il dans le livre-témoignages de Laurent Moysse publié en 2014 (*Les artisans de la place financière*).

Dans un premier temps, la Deutsche Bank dirigeait ses clients vers la Banque de Luxembourg, dans laquelle elle détenait depuis 1977 une participation de 25 pour cent. Or, cette division du travail ne semblait pas avoir inspiré confiance aux épargnants ouest-allemands. Se référant à un rapport du CA de la Deutsche Bank de 1985, Christopher Kopper note : « Die Banque de Luxembourg erfüllte nicht in vollem Maße den Qualitätsstandard, den ihre deutschen Kunden von den Filialen der Deutschen Bank gewohnt waren ». Une année plus tard, la centrale à Francfort finit par donner le feu vert à sa filiale luxembourgeoise pour se lancer dans : « Um Vorwürfen der Beihilfe zur Steuerflucht zu entgehen, setzte die Deutsche Bank ihre Werbung nur in diskreter Form fort », écrit Kopper. « Die Filialen der Deutschen Bank gaben Prospekte der Deutschen Bank Luxembourg nur an jene Kunden heraus, die aufgrund ihrer Vermögenslage für eine Geldanlage in Luxemburg in Frage kamen und selbst Interesse äußerten ». Or, pas besoin d'en faire la publicité. La presse spécialisée comme le *Manager Magazin* ou la *Wirtschaftswoche* vantaient en long et en large les fruits défendus du paradis luxembourgeois. Au bout d'une année, la Deutsche Bank comptait ainsi déjà 1 200 clients privés. En 1988, l'année où Bonn introduit la retenue à la source, la Deutsche Bank au Luxembourg voit ses dépôts tripler. Le Luxembourg semblait se transformer en arrière-cour honteuse de Francfort. La série *Bad Banks* a repris ce cliché : La première saison se divise entre réunions dans les gratte-ciels de la City de Francfort d'un côté, et rendez-vous clandestins dans les friches industrielles du Minett et au Parking Neipperg de l'autre.

Pour la Deutsche Bank, le business de l'évasion fiscale était un complément, très lucratif, mais ne se muta jamais en activité principale. C'est ce qui explique qu'au sein de l'ABBL, Bill Contzen plaida vivement pour l'abandon du secret bancaire dès qu'il avait compris que celui-ci n'était plus défendable, même si le passage à l'échange automatique allait condamner les Landesbanken venues au Luxembourg à la fin des années 1980, et dont le modèle d'affaires dépendait quasi exclusivement de l'évasion fiscale *low-cost*. (Un des principaux critères pour choisir leurs sièges luxembourgeois était la présence d'un large garage souterrain, discrétion oblige.) À partir de janvier 2015, c'en était fini des queues devant les guichets de la Deutsche Bank. Entre 2010 et 2020, elle verra le nombre de ses clients privés chuter de 10 000 à 2 000.

Le crépuscule allemand fait ressortir l'importance des banques françaises, moins nombreuses, plus discrètes, mais anciennes et influentes

Ekkehard Storck se tenait éloigné des mondanités, ce n'était pas un habitué des réceptions de l'ABBL ou des déjeuners mensuels de l'International Bankers Club. (Ceux qui l'ont côtoyé professionnellement se rappellent un homme austère et distant.) Il se préféra dans le rôle de mécène des arts et des sciences. Storck siégeait ainsi dans le CA de Campus Europae, une initiative de Helmut Kohl, reprise par Jean-Claude Juncker, visant à encourager la mobilité des étudiants européens. Sous Storck, la Deutsche Bank amassera également une impressionnante collection de peintures et de sculptures contemporaines (principalement d'artistes allemands). Mais il restera surtout comme un des pionniers de l'urbanisme de la Ville. À la fin des années 1980, construire une banque en pleine pampa, qu'était alors cette partie du Kirchberg, témoignait d'une certaine audace. Inauguré en 1991, le palais pimpant de la Deutsche Bank (avec ses huit mini-coupoles) déclencha une migration de masse des banques vers le Kirchberg, preuve de l'esprit grégaire des hommes de la finance.

Dessiné par Gottfried Böhm, un architecte réputé pour ses édifices religieux, le siège exprime une certaine flamboyance typique de la place bancaire des années 1990. Storck ne sera pas peu fier de sa cathédrale, en réalité très peu fonctionnelle, et de son atrium démesuré : « This building serves as a demanding measure for the following banks when they decided what their new domicile should look like », expliquait-il deux mois avant de prendre sa retraite. Face à la presse locale, Storck présentait son projet comme preuve « dass man sich in Sachen Kultur dem Gastgeberland verpflichtet fühlt ». Or, l'édifice est également un monument à l'évasion fiscale. Sa construction était devenue nécessaire par l'afflux des évadés fiscaux allemands, qui se bouscailaient dans les étroits bureaux du Forum Royal.

Dans ses nouveaux halls, la Deutsche Bank organisait, entre 1992 et 2016, des forums annuels, invitant le gotha de l'économie allemande, dont les présidents de Bayer, Siemens, Adidas, Deutsche Post, BASF et ThyssenKrupp, ainsi que les pontes de la CDU Wolfgang Schäuble et Roland Koch comme orateurs. Cette initiative est tombée en désuétude. Tout comme le sont la « Stiftung für die Förderung der wissenschaftlichen Zusammenarbeit zwischen Luxemburg und Deutschland » lancée en 1994, ou la « Deutsche Bank Chair of Finance » créée en 2010 à l'Uni.lu.

Ernst-Wilhelm Contzen était probablement le dernier baron allemand de la place financière. Le style

expansif et rustique du Rheinländer était à l'opposé de la froideur prussienne de Storck. Dans leur fief luxembourgeois, Storck et Contzen jouissaient encore d'une certaine autonomie par rapport à Francfort. Les temps ont changé. Depuis le départ de Contzen en 2014, la Deutsche Bank Luxembourg a vu défiler trois directeurs ; de braves soldats aux ordres de Francfort. Pour ces nouveaux CEO remplaçables, le Luxembourg n'est qu'un passage obligé pour grimper dans la hiérarchie internationale. Une intégration dans le tissu économique et politique ne présente donc qu'un intérêt limité. En juin 2015, le successeur de Contzen, Boris Liedtke, expliqua au *Tageblatt* qu'il s'était mis à l'apprentissage du luxembourgeois et venait d'acheter « eine Immobilie » dans la Ville : au vu des prix, ce serait « ein Commitment ». Six mois plus tard, il démissionna de son poste « pour raisons personnelles ». Son successeur, Frank Krings, partira au bout de quatre ans, promu « Chief country officer France » à Paris.

Face au rétrécissement des niches fiscales et réglementaires, les chefs luxembourgeois ne peuvent plus engranger les bénéfices qui avaient assuré le standing de leurs prédécesseurs auprès des maisons-mères. Les rationalisations et centralisations organisationnelles ont fini par absorber les derniers fiefs locaux. Le responsable du *private banking* de la Deutsche Bank au Luxembourg rapporte ainsi directement au chef de sa « business line » à Genève. Enserrés dans ces matrices organisationnelles, les managers locaux ont progressivement été dégradés au rang d'exécutants. Au début des années 2000, le système informatique de la Deutsche Bank Luxembourg fut ainsi out-sourcé à IBM, ses participations dans la Banque de Luxembourg cédées. En 2003, la banque vendit son pimpant siège au Kirchberg à un fonds, puis le reloua via un contrat de *lease-back*.

Le temps de l'hégémonie allemande sur la place bancaire est définitivement révolu. Les rapports annuels sur les eurobanques allemandes que publiait PWC se lisent comme une suite macabre d'avis mortuaires : un « Konzentrations- und Schrumpfungsprozess ». La Dresdner et la Commerzbank, les grands noms de la place bancaire des années 1970-1990, ont entièrement sombré. Les Landesbanken sont quasiment toutes parties. Quant aux banques allemandes restantes, elles risquent de se voir « sucursalisées », leurs fonds propres aspirés par les maisons-mères et leurs conseils d'administration dissous. Seules quelques banques coopératives ont réussi à se maintenir et à croître, dont le discret champion allemand (en termes d'emploi) qu'est désormais la DZ Bank à Strassen.

Le crépuscule allemand fait ressortir l'importance des banques françaises, moins nombreuses, plus discrètes, mais anciennes et influentes. Détenue par le Crédit mutuel, la Banque de Luxembourg fait un peu bande à part. C'est une des rares banques à ne pas avoir été mises sous tutelle par l'actionnaire ou avoir vu des externes parachutés à la direction. La Société Générale Bank & Trust occupe un rôle important, tant au sein de son groupe que sur la place luxembourgeoise. Elle emploie deux fois plus d'employés que le groupe Deutsche Bank, et ses résultats et ses actifs dépassent ceux de la Deutsche Bank depuis 2017. La filiale luxembourgeoise est présidée depuis 2009 par Patrick Suet, un pur produit de la technocratie française, ancien directeur du cabinet d'Édouard Balladur et ex-directeur administratif d'Elf-Aquitaine. Devenu actionnaire majoritaire de la BGL en 2009, la centrale parisienne de BNP Paribas a sensiblement resserré le contrôle, réduisant la liberté des managers luxembourgeois à la portion congrue. ●

De Bounekaffi

Stépanie Majerus

Menschen sind süchtig nach einem Gefühl: Dem der Wachheit, das Koffein hervorruft. Deshalb kämpfen Ketten wie Starbucks und Kleinunternehmen auf einem globalen Markt und verändern dabei unseren Alltag.

Der Cappuccino schmeckt aromatisch-herb. Singer-Songwriter-Musik läuft im Hintergrund. Der im Siebzigerjahre-Stil gekachelte blau-weiße Boden ergänzt stilvoll das dunkelblaue Tassengeschirr und die hellblauen Sitzkissen. Das *Florence Specialty Coffee*, das erst vor einem halben Jahr im Bahnhofsviertel öffnete, ist kein Geheimtipp mehr. Gründerin der Kaffee-Bar ist Kelsey Todter, die einen Erfahrungshintergrund im NGO-Bereich in Ländern wie Uganda hat und vor allem mit lokalen Kaffee-Anbauern zusammenarbeitet. An diesem ersten Öffnungstag im Januar sitzt nur eine weitere Frau im Café und genießt die Lebensgefühl-Revolution, die der Italiener Archille Gaggia auslöste. Ohne seine leicht bedienbare Espressomaschine, die er in den 1950er-Jahren auf den Markt brachte, hätten die Kaffeehäuser und lichtgediminten, verrucht-verrauchten Wirtsstuben die Konkurrenz von fünf Metropolen üblichen Kaffee-Bars nicht erlebt.

Im Starbucks-Findel ist an diesem ersten Werktag nach Neujahr die Stimmung ebenso gemächlich. Keine Schlange steht vor der Theke an, an den Tischen hängen gelangweilt wartende Reisende rum und nippen an ihrem Becher oder tippen ins Smartphone. Draußen regnet es; in dem kleinen Starbucks-Gehege im Eingangsbereich informiert eine Tafel über die anstehenden Abflüge: Gran Canaria „boarding“ wird angezeigt. Im Oberweiss, am anderen Ende der Halle, sitzt nur ein englischsprachiges Paar. Vertraut die transnationale Kundschaft eher einem Logo, das sie kennt, obwohl Oberweiss sein hochwertigeres Feingeback breit sichtbar aufreißt und somit eigentlich eine gewichtige Konkurrenz für das Unternehmen aus Seattle sein müsste? Übrigens war die Meerjungfrau bis in die Achtzigerjahre barbusig, heute bedeckt ihr gewöhnliches Haar ihren Busen. Wer eine gemischte Kundschaft anstrebt, vermarktet wohl doch nicht nach dem Prinzip *sex sells*. Während

Das Vermögen des Cactus-Imperiums war in seinen Anfängen eng an den Vertrieb dieser Kolonialware verknüpft

im Findel zuvorderst Touristen auf ihren Abflug warten, ist Starbucks dafür bekannt, am Computerrumbhängende *anywhere*-arbeitende Dienstleister in seine Lokale zu locken.

Still in einem Café am Computer sitzen – das kontrastiert mit dem Gesellschaftspegel der ersten Kaffeehäuser. Diese etablierten sich im 16. Jahrhundert in Istanbul und bereits ein Jahrhundert später gab es über 300 in London – es waren gesellige Orte, an denen Kaffee getrunken, Klatsch ausgetauscht, Karten- und Würfelspiele stattfanden, politisch debattiert, Tänze und Konzerte aufgeführt, sexuelle Dienstleistungen angeboten und Handel betrieben wurde. In den Kaffeehäusern wurden die Bohnen frisch gemahlen, und dementsprechend betörend muss es wohl geduftet haben. Ein Duft, dem Frauen als Kundinnen selten ausgesetzt waren: Sie arbeiteten hier vor allem als Bedienerin, Sängerin, Prostituierte, Kaffeeköchin, manchmal aber waren sie Besitzerin des Etablissements, wie der Kieler

Geschichtsprofessor Martin Krieger schreibt, der zur Kulturgeschichte des Kaffees publiziert hat. Neben Kaffeehäusern eröffneten zudem – wie heute in Indien noch üblich – an den Straßenecken Kaffeebuden ohne Sitzmöglichkeit, an denen der Kaffee stehend eingenommen oder von Laufburschen abgeholt wird.

Allerdings haben Starbucks & Co diese Kaffeebuden- und Abhol-Mentalität teilweise wiederbelebt, denn im Findel steht ein March-Korb voller mehrfach nutzbarer Coffee-to-go-Becher mit Meerjungfrauen-Emblem und in MPK-Kiosken kann man Starbucks-Kaffee am Apparat kaufen, was das Marken-Image womöglich entmystifiziert. Als die Facebook-Fanpage Luxemburg vor zehn Jahren mit über 50 000 Followern fragte: „What is missing in Luxembourg?“, lautete die erste Antwort „Starbucks“. Heute ist das US-Unternehmen mit mehr als 30 000 Filialen in über achtzig Ländern fester Bestandteil der Luxemburger Kaffeekonsum-Kultur. Das Café-Florence setzt hingegen auf den *slow* Genuss; statt dem To-go-Becher sind hier handgetöpferte Tassen, handgefertigte Schokolade sowie Qualitätskaffee zum Verkauf aufgestellt.

In Luxemburg begann der Handel mit und der Verzehr von Kaffeebohnen im 18. Jahrhundert. Bis 1850 war es vor allem ein Luxusgetränk, eine Gourmetware, die sich Gutbetuchte leisteten. Danach verbreitete sich der Kaffee auch in der bäuerlichen Gesellschaft und das bräunliche Gebraut ersetzte zunehmend die bis dahin übliche Morgensuppe. Das erste *Café italien* eröffnete Joachim Tedesco 1816 in Luxemburg in der Rue Chimay. Das große Geld wird aber nicht mit einem *Café italien* geschaufelt; am Kaffee verdienen vor allem Konzerne die zugleich Großhändler, Röster und Vertrieber sind, wie Romain Hilgert in *Banken, Kaffi, Hühnerkammer* erläutert. Sie wan-

deln günstig erworbene Bohnen aus Übersee in eine teure Genussware um. Das Vermögen des Cactus-Imperiums war in seinen Anfängen eng an den Vertrieb dieser Kolonialware verknüpft und ist es bis heute: Das Unternehmen röstet jährlich 350 Tonnen Bohnen, so viel wie allen anderen luxemburgischen Röstereien zusammen. In seinen Lagerhallen stapeln sich um die 2000 Säcke, von jeweils 60 Kilo. Aktuell werden jährlich zehn Millionen Rohkaffee geerntet; Hauptproduzenten sind Brasilien, Vietnam, Kolumbien und zwei Drittel des weltweiten Handels werden über die Schweiz abgewickelt.

Anders als das *Florence Specialty Coffee* schaltet Cactus keine aufwändig kuratierten Instagram-Posts: Die Cactus-Regale sind verlässliche Abnehmer. Die Kaffee-Bar im Bahnhofsviertel nutzt hingegen die sozialen Netzwerke, um Kundinnen an sich zu binden, und wirft ins World-Wide-Web: „Wir danken jedem Einzelnen von euch. Ihr seid Teil einer wunderbaren Gemeinschaft, der es wichtig ist zu wissen, woher der Kaffee kommt und was euer morgendlicher Einkauf symbolisiert.“ Der Laden verwendet Onlineplattformen aber auch, um sich eine autobiografische Identität anzudeuten: „2021 war ein wunderbares Jahr für uns. Wir haben miterlebt, wie eine Idee zum Leben erweckt wurde; wir haben gesehen, wie etwas aus dem Nichts entstanden ist.“ Werbeunterstützung stammt zudem von dem LSAP-Wirtschafts- und Entwicklungszusammenarbeits-Minister, Franz Fayot, mit dem die Unternehmensgründerin liiert ist. Beide waren im Herbst 2021 gemeinsam in Ruanda. Er reiste ins afrikanische Land, um an der Mikrofinanzwoche teilzunehmen; sie um ihre Handelspartner zu treffen. Dabei swichtete der Minister scheinbar zwischen professionellem und privatem Leben hin und her: Auf Instagram postete er ein Foto mit sich auf einer

Kaffee-Plantage, die mit „checking on coffee growing techniques“ getaggt ist.

Wer an der Wandtafel seine Variante bei Florence auswählt, stößt vielleicht auf den ihm unbekannten *Cortado*. Er reiht sich in den Trend der Vielfältigung von Zubereitungsmethoden und Kaffeevarianten ein, Sprachen in Luxemburg frühere Generationen von *Bounekaffi* oder *Mokka*, in Anlehnung an den jemenitischen Handelshafen al-Mocha, lösten ab der zweiten Hälfte des letzten Jahrhunderts Kaffeevarianten wie Espresso oder Cappuccino den Mokka ab. Starbucks treibt diesen Trend auf die Spitze mit Bezeichnungen wie *Ristretto Bianco* und *Espresso con Panna*; synthetisiert aber auch häufig den American Way of Life mit melodischem Italienisch, indem es den *Americano* und *Latte Glacé Caramel Maple* anbietet. Die Einheiten sind ebenfalls an amerikanische Bedürfnisse angepasst, die kleinste Einheit *tall* überbietet immer noch die durchschnittliche Tassengröße bei Oberweiss. Und der Geschmack erinnert eher an eine Coca-Cola-Version von Kaffee. Aber nicht nur die Getränke erweisen sich als amerikanisiert, sondern zugleich die sozialen Umgangsformen: Wer an einer Starbucks-Theke steht, wird mit einem befremdlich wirkenden Gedulde konfrontiert. Hier werden Wildfremde mit Vornamen angesprochen und behandelt, als seien sie die besten Freunde des Servicepersonals, dabei aber bleiben die Interaktionen hochgradig effizient.

Kelsey Todter hingegen scheint mit einem Teil der Kundschaft Freundschaftsbeziehungen einzugehen. So erzählt eine Kundin von ihrem Tisch aus von ihren Plänen der kommenden Wochen und plaudert mit der Bar-Besitzerin über einen gemeinsamen Bekannten aus dem Viertel. Dann schneit ein Mann in Jogginghose herein und holt zwei Kaffees ab. Der Mann erzählt von seinem Kind und seiner Frau; er ist hörbar Stammgast und

customer-friend. Währenddessen bereitet Todter seine Bestellung zu, hört aufmerksam zu, fragt nach, kommentiert emphatisch. Es bedarf wenig Fantasie, um sich vorzustellen, dass im Florence das eine oder andere Gespräch stattfand, das mit einer Art informeller Therapie vergleichbar ist.

Die heute an den runden Starbuckstischen, latet-irgendwas Schlüpfenden und Coffee-to-go Büroangestellten haben wenig gemein mit einer weiteren Gruppierung, die zum internationalen Kaffee-Erfolg beitrug. Die global sich ausbreitende Akzeptanz des Rauschmittels verdanken wir nämlich vor allem den Sufis, wie man bei Martin Krieger nachlesen kann. Um während der nächtlichen spirituellen Exerzitien wach zu bleiben, verwendeten Sufis im Jemen bis ins 15. Jahrhundert die Blätter der Qat-Pflanze. Als diese jedoch Mangelware wurden, kam der Gelehrte al-Dhabani auf die Idee, koffeinhaltige Bohnen als Wachmacher einzusetzen. Mehr noch, er pries Kaffee als Medikament, das ihn bei einer Erkrankung während einer Reise nach Äthiopien genesen habe. Die zunächst sich in sufistischen Kreisen ausbreitende Kaffee-Toleranz erfasste im weiteren Verlauf der Geschichte zusehends die breitere Gesellschaft. Zusätzlich legitimierten die Sufis Kaffeekonsum religiös: Denn unter muslimischen Autoritäten wurde darüber gestritten, ob Kaffeegetränk mit dem Islam vereinbar sei. Nachdem diese Frage geklärt war, kam es trotzdem immer wieder zu Verbotsbestrebungen: Kaffeehäuser würden Muslime vom Gang in die Moschee abhalten, lautete ein Vorbehalt. Und ein weiterer: In den geselligen Häusern formiere sich politischer Widerstand. Tatsächlich waren Kaffeehäuser historisch betrachtet berüchtigte Orte des politischen Protests; in Paris traf man sich im *Café de Foy*, wo unter anderem die koffeingerauschte Journalistin Camille Desmoulins den Sturm auf die Bastille mitorganisierte.

Seit das Koffein den Weg in den menschlichen Organismus gefunden hat, besitzt die Kaffeeplanze einen ungleich lautereren evolutionären Vorteil.

Die Berührungsgänge mit Koffein tauchten um die letzte Jahrhundertwende in gesundheitspolitischem Gewand wieder auf: Der einflussreiche Virologe Rudolf Virchow sprach von dem Getränk als Gift, das sich ebenso schädlich wie Alkohol auswirken könne. Die „Modkrankheit“ unter der damals viele litten, hieß „Nervosität“, und unter anderem die Lebensreformbewegung versuchte den Betroffenen ein Lebensmodell anzubieten, das sich dem gehetzten urbanen Industriegeistes entgegenstellte. Damit einher ging der Konsum von nicht koffeinhaltigem Ersatzkaffee

aus Zichorien oder Getreide. Aber auch ökonomische Gründe trugen dazu bei, dass die Bohnen häufig mit Malz oder *Schiggriskaffi* gestreckt oder durch diesen ersetzt wurden. Da der Kaffeepreis hoch war, bedingt durch teilweise den Globus umspannende Transportwege und Zwischenhandelsstationen, kam es, dass sich vor allem im 19. Jahrhundert in Luxemburg-Stadt Fabriken etablierten, die aus Chicorée-Wurzeln Puderersatzkaffee herstellten. Einen Höhepunkt erreichte der Handel des Muckefucks (*mocca faux*) während der Erzeugungs- und Handelsengpässe in den Weltkriegsperioden, wie Romain Hilgert schreibt.

Die spirituellen Exerzitien um eine Bewusstseinsveränderung zu erzielen, der politische Kaffeebrauch vor der Erstürmung der Bastille und die Angst vor lähmender Nervosität erinnern uns daran, worum es eigentlich beim Kaffeekonsum geht: nicht um ein unabhängiges Geschmackserlebnis; nicht darum, ein Primärbedürfnis wie Durst zu stillen. Es geht vor allem um eins: Das Scharfstellen des mentalen Innenlebens. Eben hierfür brauchen wir die schwarz oder hellbraun schimmernde Droge. Sie soll uns in einen Zustand versetzen, in dem wir konzentriert sind, ein mental-apathisches Dahinvegetieren abtöten. Um an die Droge zu kommen, die das vermag, werden politische, ökologische und ökonomische Karten stets neu gemischt. Soziale Trends und Konsummoden gehen mit ihr einher: Coffee-to-go-Becher füllen Mülleimer, und mit Kolleginnen trifft man sich zur Kaffeepause.

Nicht nur Menschen sind mit ihrer Koffeinsucht beschäftigt. Die Entomologin Geraldine Wright publiziert 2013 eine Studie, die bestätigt, dass das im Blütennektar von Coffea- und Zitruspflanzen vorkommende Koffein die Fähigkeit der Bienen signifikant erhöht, sich an einen Blütenduft zu erinnern und ihn zu lokalisieren. Zugleich stärkt es Neuronen, die am olfaktorischen Lernen und Gedächtnis beteiligt sind. In unbekümmerter Prosa beschreibt Michael Pollan den Vorgang wie folgt: „Euphorisieren Sie Ihre Bestäuberin mit einer geringen Dosis Koffein, und sie wird sich an sie erinnern und wiederkommen. Sie wird sie anderen Pflanzen vorziehen, die nicht denselben Kick bieten.“ In *This is your Mind on Plants* behauptet Pollan, es sei eine – wenn gleich nicht intentionale – Glanzleistung der Kaffeeplanze gewesen, ein chemisches Molekül zu entwickeln, das andere Lebewesen abhängig von einem Kaffee. Seit das Koffein den Weg in den menschlichen Organismus gefunden hat, besitzt die Pflanze einen ungleich lautereren evolutionären Vorteil.

niederländischen Kolonien Java und Surinam erste Kaffeeplantagen, die von Sklaven bewirtschaftet wurden. Neben der Sklavenarbeit drückten die zunehmend effizientere Dampfschiffahrt ebenso den Preis. Noch immer halten schlecht bezahlte Tagelöhner und Kinderarbeit die Preise der ehemaligen Kolonialware tief; in Guatemala geht man von circa einer Million Kindern unter zehn Jahren aus, die auf Plantagen Kaffee pflücken.

Kelsey Todter weiß um die Schattenseite des Kaffeekommerzes und hat in ihr Geschäftsmodell ein Gegensteuern integriert. So informiert das Unternehmen im Internet, es habe sich zur Aufgabe gemacht, „die Transparenz innerhalb der Wertschöpfungskette zu erhöhen“. Um diese Aufgabe glaubwürdig zu kommunizieren, schaltet es regelmäßig Fotos von Treffen mit afrikanischen Anbauern in den sozialen Medien frei. Auf einem Bild steht ein Erzeuger aus Burundi in einer Plantage, hält mit beiden Händen saftig-grüne Blätter fest und richtet seinen wachen, freundlichen Blick der Kamera entgegen. Neben der Aufnahme lässt sich vernehmen: „Neugierig, woher euer Kaffee kommt? Stolz: Gesichter wie dieses begeistern sich für neue Techniken und Metho-

den, um besseren Kaffee für uns anzubauen! Von Burundi nach Europa mit Liebe“.

Die Aufwertung des Kaffeeanbaus und seiner Produzenten geht nicht ohne Re-Exotisierung einher. Während im 17. Jahrhundert auf europäischen Höfen ganze Gesandtschaften aus dem Orient eintrafen, um für Unterhaltung und Kaffeezubereitung zu sorgen, wird heute über Social-Media-Entertainment versucht, den ethisch ausgerichteten Konsumenten in Kontakt mit dem Ort und den Menschen zu bringen, die die Bohnen anbauen.

Starbucks gibt an, ebenfalls um das Wohl seiner Kaffeebauern besorgt zu sein und wählt, um dies zu vermitteln, den US-amerikanischen Marketing-Neusprech: „Die Mission von Starbucks, den menschlichen Geist zu inspirieren und zu fördern, geht weit über unsere Kunden, Partner und Cafés hinaus. Wir sind stolz darauf, unsere Geschäfte verantwortungsvoll zu führen und die Gemeinden zu unterstützen, in denen wir tätig sind. Als ein Unternehmen, das etwa drei Prozent des weltweiten Kaffees von mehr als 400 000 Farmern in 30 Ländern kauft, weiß Starbucks, dass unsere Zukunft untrennbar mit der Zukunft der

Farmer verbunden ist.“ Tatsächlich zahlt Starbucks den Bauern über dem Markt liegenden Preise und achtet auf ökologische Kriterien in den Anbau-Gemeinden, aber dem Unternehmen wird ebenso vorgehalten, durch seine Marktpresen einen Verdrängungswettbewerb von lokalen Betrieben zu betreiben. Darüber hinaus betrieb Starbucks über die Niederlande Steuervermeidung zu sorgen, wird heute über Social-Media-Entertainment versucht, den ethisch ausgerichteten Konsumenten in Kontakt mit dem Ort und den Menschen zu bringen, die die Bohnen anbauen.

Starbucks gibt an, ebenfalls um das Wohl seiner Kaffeebauern besorgt zu sein und wählt, um dies zu vermitteln, den US-amerikanischen Marketing-Neusprech: „Die Mission von Starbucks, den menschlichen Geist zu inspirieren und zu fördern, geht weit über unsere Kunden, Partner und Cafés hinaus. Wir sind stolz darauf, unsere Geschäfte verantwortungsvoll zu führen und die Gemeinden zu unterstützen, in denen wir tätig sind. Als ein Unternehmen, das etwa drei Prozent des weltweiten Kaffees von mehr als 400 000 Farmern in 30 Ländern kauft, weiß Starbucks, dass unsere Zukunft untrennbar mit der Zukunft der

Kaffee begünstigt die lineare, abstrakte Mentalarbeit; die Bohnen sind demnach ideale Komplizen der Arbeitsgesellschaft. Und sie sind ein Geldesel für unterschiedliche Unternehmen. Doch Kaffeebohnen sind ein klimatisch besonders empfindliches Rohprodukt, das Witterungsschwankungen wie derzeit üblich nicht trotzen kann. Als es vergangenes Jahr im Juli in Brasilien überraschend zu Frost kam, der teilweise die Kaffee-Ernte ruinierte, zog dies global steigende Kaffeepreise mit sich. Gut möglich, dass sich die Spannungen zwischen monopolisierenden Ketten wie Starbucks und Kleinunternehmen wie *Florence Specialty Coffee*, sowie der Anbieter- und Abnehmerseite verschärfen werden. ●



Kelsey Todter bedient häufig customer-friends



Die internationale Kundschaft wartet auf ihren Flug

La banque des entrepreneurs depuis 1856



La BIL est à vos côtés depuis 1856 et propose des solutions adaptées à chaque étape du cycle de votre entreprise. Découvrez-les sur www.bil.com/entreprises ou contactez directement votre Responsable de relation BIL.



ZU GAST

Wanted: Solidarität!

Nicht nur die weltweite Pandemie, sondern auch die Herausforderungen des Klimawandels, der Wohnungskrise und der steigenden Armut fordern ein Umdenken in den sogenannten Wohlstandsländern, auch bei uns in Luxemburg.

Auf einer kürzlich vom Klimabündnis Luxemburg organisierten Konferenz hat Dr. Helga Kromp-Kolb aufgezeigt, wie viele Teile unserer Erde durch den steigenden Meeresspiegel oder anhaltende Dürren unbewohnbar werden; sogar dann, wenn wir sofort die nötigen klimaschonenden Maßnahmen ergreifen würden. Wir müssen also Lösungen finden für die Aufnahme der Klimaflüchtlinge. Angesichts des Versagens der europäischen Asylpolitik, die Flüchtlinge in unmenschlichen Bedingungen z.B. auf Lesbos, in Libyen oder an der polnisch-weißrussischen Grenze auf Hilfe warten lässt, ist dies eine große Herausforderung. Ostafrika wird heimgesucht von einer auf den Klimawandel zurückzuführenden Dürrekatastrophe. Die aktuelle Hungersnot, die von der EU völlig ignoriert wird, betrifft etwa 26 Millionen Menschen. Klimaaktivist:innen wie Vanessa Nakate aus Uganda machen auf die jetzt schon offensichtlichen Folgen des Klimawandels in ihren Ländern aufmerksam. Und sie unterstreichen, dass es nicht diese Länder sind, die am menschengemachten Klimawandel schuld sind. Déi Lénk fordern sowohl eine konsequentere Klimapolitik als auch mehr Solidarität und weniger Militarisierung an den europäischen Grenzen in Sachen Flüchtlingspolitik.

In Luxemburg leben fast 18% der Bewohner:innen unter der Armutsgrenze. Alleinerziehende, Arbeitssuchende sowie junge Menschen ohne Arbeit sind besonders hart betroffen. Doch auch Arbeitnehmer:innen haben Mühe bis zum Monatsende über die Runden zu kommen: Ungefähr 12% der Menschen in Luxemburg werden als „working poor“ bezeichnet. 23,5% der Kinder sind von Armut oder sozialer Ausgrenzung bedroht. Eines der Hauptprobleme sind die ausufernden Wohnkosten. Angesichts dieser Feststellungen haben Nathalie

Oberweis und Myriam Cecchetti, die Abgeordneten von Déi Lénk, am 15. Dezember 2021 in einer Motion die Ausarbeitung eines Aktionsplanes zur Bekämpfung der Armut und sozialen Ausgrenzung eingebracht.

Nathalie Reuland ist Mitglied der nationalen Koordination von Déi Lénk

Auch der Bildungsbericht zeigt auf, dass die sozialen Ungleichheiten durch die Schulpolitik des aktuellen Bildungsministers noch verstärkt werden: während in den Gemeinden des sogenannten Speckgürtels 75% der Kinder in das klassische Lyzeum orientiert werden, sind es weniger als 20% in Gemeinden wie Wiltz oder Differdingen. Déi Lénk fordern eine dringende Reform und Stärkung der öffentlichen Schulen um endlich Chancengleichheit für alle Kinder, unabhängig von sozialen Schichten und Herkunft, zu gewährleisten.

Was die Pandemie betrifft: ohne weltweite Solidarität werden wir das Virus und seine Mutanten nicht in den Griff bekommen. Während wir in den westlichen Ländern abgelaufenen Impfstoff entsorgen, sind in vielen anderen Ländern die Impfraten noch sehr niedrig. Schon im April 2021 und jetzt noch einmal an Heiligabend haben Déi Lénk eine Motion in der Abgeordnetenkammer eingebracht, um einen Antrag vom 2. Oktober 2020 von Indien und Südafrika an die Welthandelsorganisation zu unterstützen, der eine temporäre Aussetzung der Patentrechte für Covid-19 Impfstoffe fordert. Dies mit dem Ziel die Bevölkerungen in Afrika und Asien gegen Covid19 impfen zu können.

Die Schlussfolgerung lautet: Solidarität ist angesagt, deshalb, bitte, engagiert euch! Es ist an uns allen zu entscheiden, wie und von wem wir regiert werden möchten. ● Nathalie Reuland

D'GEDICHT VUN DER WOCH



E Gefill fir Phrasen

Jacques Drescher

Vum Haff bis an d'Regierung:
Do sot se séier Jo.
Zwar hat se keng Parteikaart,
Mee war schonn ëmmer blo.

Wie blo ass, muss net wielen
Tëscht Wirtschaft a Natur.
Si kann all Hären déngen –
Schwaarz, blo a gréng souguer.

Si muss just kënne schwätzen
Vum Land a vun der Welt,
A wann d'Finanze stëmmen,
Da stëmmt et och mam Geld.

„D'Gefill fir d'Land ass wichteg,
An dach si mir global.“
Mat béidem kann se liewen
Als Mod vum Kapital.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Die Gemeinsamkeit der Welt

Michèle Thoma

Dachterrasse eines Hochhauses, Hochstimmung, das neue Jahr explodiert in Myriaden von Sternen, aus den Niederungen zischt und ballert es. Ein Mittvierziger balanciert über dem Abgrund vor seiner jungen Freundin und ihren jungen Freund*innen, alle superlustig, einige sind in der Anschauung versunken. Der Nachbar der Gastgeberin fordert weibliche Wesen zum Tanz auf, prostet zu, sucht das Gespräch. Möchte sich dann anschließen, wie die Party in der Wohnung weitergeht, der Gastgeberin ist das nicht recht. Er schleicht zurück in seine Klausen, ich heule. Ich heule und heule, höre gar nicht mehr auf, am Küchentisch zwischen Sektgläsern und Musikschwaden, ich werde nie wieder aufhören. Die Einsamkeit der Welt, brabbelt es aus mir heraus, immer wieder. Immer nur die Einsamkeit der Welt. Ab und zu schaut die Gastgeberin nach mir, wie nach einer Gebärenden oder Sterbenden. Dass der Nachbar, der mir nicht sonderlich sympathisch ist, aber doch ein Mensch, wie ich behaupte, nicht reindarf, hat seine Gründe. Die die Gastgeberin zwischen den Tränenfluten und deren Abebben, zwischen den Wehen und mitten im Weh das mich befallen hat, mir zwischendurch versucht zu erläutern. Die Einsamkeit der Welt, ich zerfließe in Mitleid mit der Gesamtschöpfung, so ein Jesus-Zustand. Wohligh weh, wie ich mich suhle, zwischen letzten Schluchzern und Schniefen, schwer beeindruckt von mir. Du bist einfach stockbesoffen, diagnostiziert meine Freundin.

Die Gründe, warum der Nächste draußen vor der Tür bleiben musste, waren übrigens nachvollziehbar. Zumindest für gnadenlos Nüchterne. Während ich heule, sind wir schon 2020. Später hielt ich mich für eine Prophetin. Es war der Beginn des Jahres, in dem die Einsamkeit die Welt heimsuchte.

Jetzt, 2022, zwei Jahre später, zwei volle Jahre, in denen uns der Lernprozess gemacht wurde. In dem wir nachsitzen, schlechte Schüler*innen, kein Vorsitz klappt mehr. Es gibt keinen Vorsitz mehr. Dafür Vorsätze, allzu edle, die wir nicht halten können. Nie wieder Oberfläche. Nie wieder fliegen. Kapitalismus Konsum pfui. Mit unseren Schwestern und Brüdern die Schöpfung teilen, fair. Nichts mehr von Nestlé. Vorsätze statt Pläne, die lösen sich in Luft auf, fallen ins Wasser, werden verschoben, weiter und weiter an den Horizont, dort wo alles wieder wäre wie es nie



Zwei volle Jahre, in denen Lektionen durchgepeitscht wurden, die niemand gebucht hatte

war. Wie früher. Kinder wachsen heran, die dieses utopische Früher gar nicht mehr kennen.

Zwei volle Jahre, in denen Lektionen durchgepeitscht wurden, die niemand gebucht hatte. Anti-Weltuntergangscrashkurse. Jeder sein eigener Safe. Wandelnde Safes in Hochsicherheitstrakten, jedes ein Hochsicherheitstrakt, bewacht von Tests und Attesten. Das Soziale plötzlich asozial, jeder Nieser ein Supergau, wer hustet fliegt raus. Fliegt nicht mit. Zwei Jahre in denen wir kapierten, um das Kapierte schnell wieder zu verdrängen, kaum dass eine Welle abebbte. Jetzt grad Greta nicht. Jetzt aber schnell. Jetzt aber endlich. Jetzt sofort. Das was wir immer schon. Last Minute, bevor das letzte Stündlein uns schlägt. Vor dem Ende noch ans Ende der Welt.

Ach wie pathetisch, lächerlich. Alles halb so schlimm. Ein Drittel weniger an Bord, nicht unangenehm, die Ungeimpften sind nicht da. Sind sowieso nicht die Angenehmsten.

Aber wir müssen doch zusammenkommen, dämert es den Belämmerten. Wir müssen doch lieb zueinander sein und zur Schöpfung. Nicht nur zu uns selbst, was in den letzten Jahrzehnten immer beliebter wurde. Wir dürfen die Tiere nicht. Die Erde ist keine Untertanin, das ist so ein Alter-Weißer-Mann-Dings, Chef-Empathiker Jesus hätte so was nie gesagt.

Wir müssen die Welt heilen, was denn sonst? Ist nur so ein Stress gerade. Wie soll das gehen, mit den Heinis rundherum? Es ist alles grad so durcheinander.

Wer bringt den Atom Müll runter? Ach, unsere Kinder sind so tüchtig, die sollen das machen. Atom ist jetzt auch sexy, Greenbrainwashing ist gut gegen altes Denken. Das Metaversum dehnt sich aus, im Schatten der Facebook-Türme campen die mit dem Looser-Los.

Aber wir müssen doch. Das hinkriegen. Sonst sind wir hin. All incl... Das Wort zum Jahresanfang. Nur, wer ist „wir“? ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Il est où le sursaut ?

Jean Lasar

Mieux vaut être lucide et se l'avouer sans fard : l'espèce humaine est loin d'avoir pris en 2021 le tournant qui l'aurait mise sur une trajectoire de survie. Ballottée par les incertitudes de la pandémie, toujours aussi obsédée par la chimère d'une croissance infinie, elle reste engagée sur des rails qui la mènent, avec une grande partie de la biosphère, à sa perte.

La crise climatique est volontiers présentée comme un « wicked problem » : un défi aux attributs

indéfinissables, contradictoires et changeants, difficile voire impossible à résoudre, résistant lui-même aux solutions, ces dernières devant être à la fois diversifiées et concomitantes pour avoir une chance d'aboutir.

Cette définition, elle-même assez floue, correspond sans doute à la perception que la plupart d'entre nous avons de cette crise, aux dimensions scientifiques, sociales, politiques, techniques, économiques foisonnantes et enchevêtrées. Mais elle a le défaut d'en cacher un aspect remarquablement simple : à moins d'un sevrage rapide des énergies fossiles, tous les efforts entrepris par ailleurs seront vains.

On vient d'apprendre que le 16 novembre, trois jours après la 26^e COP que son gouvernement venait de présider, le ministre de l'Économie de Sa Majesté, Kwasi Kwarteng, a dîné avec des responsables d'entreprises pétrolières, rendus nerveux par les discours tenus à Glasgow par les représentants du Royaume-Uni, pour les encourager à continuer de forer en Mer du Nord. Shell, BP, Equinor, Neptune Energy et EnQuest étaient représentées. Craignant que l'envolée des prix du gaz ne cause de graves soucis à l'économie britannique, le ministre entendait les rassurer qu'elles pourraient continuer de bénéficier de permis de forage.

Ce qui n'a pas empêché Shell d'annoncer deux semaines plus tard qu'elle renonçait à développer le vaste champ pétrolier de Cambo, à l'ouest des Îles Shetland, objet il est vrai d'un lobbying adverse particulièrement intense des organisations écologistes.

Ce dîner de M. Kwarteng est révélateur du fossé qui continue de séparer discours et pratique. Sans un virage à 180 degrés consistant à tourner illico le dos au pétrole, au gaz et au charbon, nous nous payons de mots. Sans démantèlement des subventions extrêmement généreuses dont jouissent les énergies fossiles, nos efforts de décarbonation restent autant d'exercices de style. Tant que les gouvernements continuent de distribuer des licences de forage, les exhortations qu'ils adressent à leurs citoyens pour qu'ils réduisent leur empreinte carbone sont de la poudre aux yeux.

Le temps est peut-être venu, pour ceux qui, envers et contre tout, battent régulièrement le pavé pour manifester leur effroi devant les perspectives d'un emballement des bouleversements climatiques, de concentrer désormais leur ire sur cette dimension très simple du défi qui est le nôtre et de réclamer de manière ciblée et déterminée l'abandon effectif des hydrocarbures. ●

Une norme sociale

Michel Pletschette

Pourquoi l'obligation vaccinale est indispensable

À l'heure où le débat sur une mesure de santé publique indispensable mais pas du tout inhabituelle s'organise au Grand-Duché (certes avec retard mais avec la finalité d'une décision d'ici à une ou deux semaines), et à l'heure où des oppositions sourdes et des mécompréhensions vont de nouveau s'étendre, il convient d'abord de rappeler quelques faits et leur contexte.

Le SARS-CoV-2 s'est hissé en deux ans au niveau de la première cause de mortalité dans le monde. Le virus infecte pratiquement tous les sujets exposés non-immuns. Même s'il ne les rend pas tous malade, il peut prendre des formes très graves et souvent mortelles. Son profil et le niveau de dissémination global sont sans commune mesure avec des événements pandémiques observés dans le passé. C'est surtout l'extraordinaire extension dans le temps de la pandémie du Covid-19, totalement imprévue et à laquelle tous les pays du monde ont du mal à s'adapter, qui impacte de plus en plus nos économies et nos sociétés. Malgré quelques moments de répit, arrachés par des mesures drastiques de limitations des contacts, le système de santé ne résiste plus aux assauts des très nombreuses hospitalisations et transferts aux unités de soins intensifs. Les dommages collatéraux deviennent de plus en plus massifs, que ce soit sur la santé mentale des adolescents et des adultes isolés, sur le report de traitements médicaux importants ou sur les structures et les budgets des systèmes de santé. Ils mettront des années à être réparés, et, pour certains, ils ne le seront jamais.

Après plus de vingt ans de recherches sur les vaccins ARN messenger, une adaptation technologique très rapide a pu être réalisée, et ceci grâce à des investissements inouïs qui, il est vrai, n'ont jamais été mobilisés pour d'autres vaccins peut-être tout aussi nécessaires. Cette relative exception n'enlève rien à la valeur de ce qui a été accompli pour le Covid 19. En effet, plusieurs vaccins hautement efficaces sont à présent disponibles et ont déjà été utilisés à raison de plusieurs milliards de fois, donnant lieu à des observations d'effets secondaires rarissimes et pour la plupart réversibles. Ces produits pharmaceutiques comptent probablement parmi les plus sûrs jamais développés. Les vaccins ne sont donc pas « expérimentaux ». Ils ont bien passé les essais cliniques nécessaires, et bien plus et n'ont pas été développés à la va-vite, comme veut nous le faire croire la coalition hétéroclite des antivax.

La vaccination protège significativement contre les formes graves et sauve des vies, même contre le récent variant Omicron, même déjà une dose unique. La vaccination complète, avec un rappel d'une troisième dose, protège parfaitement, également contre les formes légères, exception faite d'individus porteurs de pathologies graves ou immunosupprimés. La part de cette population vulnérable n'est pas faible, et c'est un devoir de les protéger par tous les moyens disponibles, qui seront surtout indirects. Heureusement, la vaccination réduit la transmission du virus dans une communauté, moins depuis l'apparition des variants Delta et Omicron, mais tout de même de façon importante et mesurable.

La vaccination relève donc ici d'une norme sociale qui permet non seulement de protéger individuellement contre les formes graves de la Covid-19 et ainsi d'éviter de surconsommer des ressources sanitaires qui ne seraient plus disponibles pour soigner les autres malades atteints de pathologies diverses. Elle freine puis abolit la transmission dans la population, sitôt un niveau très important de couverture atteint. Déroger à cette norme sociale de responsabilité ouvre une brèche vers des attitudes et comportements à conséquences similairement graves. Que penser de ceux qui décideront bientôt de ne plus observer les limitations de vitesse dans les villes, de conduire des machines sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants, de porter sur eux des armes à feu chargées au nom d'on-ne-sait-quelle-liberté.

Le taux de vaccination stagne au Luxembourg à un niveau où hélas son impact sur la transmission reste trop faible notamment par rapport au variant Omicron qui a rejoint le sommet de l'échelle de transmissibilité d'agents microbiens. Il stagne depuis un bon moment déjà, et ceci malgré la mobilisation, fût-elle au départ trop timide, de supplétifs efficaces d'administration de vaccins comme les « vacci-bus » et les « Pop Up Vaccination Centres ». L'hésitation à se faire vacciner est donc un défaut de conscience de la valeur que représente la solidarité humaine élémentaire à laquelle nous devons tout dans une société qui refuse la barbarie de laisser mourir ses prochains, faute de soins adéquats. Cette valeur, ce sont des luttes centenaires qui ont permis de l'établir.

Les premières données montrent que l'obligation vaccinale fait reculer les hésitations, elle accélère

La mise en œuvre du droit inaliénable aux soins crée une dette envers ceux qui l'assurent

les prises de décisions reportées et montre à ceux d'entre nous qui ont tendance à toujours reporter l'incontournable que le temps de la procrastination est révolu. Dans sa forme légale, cette obligation individuelle crée également une obligation pour l'État de mieux organiser la campagne en s'approchant de tous les milieux, et notamment de ceux qu'il avait le moins bien réussis à joindre jusqu'ici, de ceux dont la confiance n'a pas encore pu être gagnée ou qui mènent une vie qu'ils croient faus-

sement trop recluse pour représenter un risque d'exposition à la contagion.

L'hésitation vaccinale est réelle, mais elle est moins le résultat d'une conviction profonde dirigée contre la nature même de l'évidence scientifique. Elle résulte d'un sentiment d'insécurité généré par la pandémie et ses contradictions objectives combinées aux nombreuses campagnes de désinformation conduites à travers le pays mais qui ne se fondent sur aucune donnée rationnelle vérifiable. Elle est finalement et surtout le résultat de l'absence de moyens dont une politique de santé publique devrait se doter en mettant en œuvre une norme sociale.

Cette hésitation a hélas fait naître dans de nombreux esprits l'idée que l'adhésion à une norme de solidarité et d'équité, montée au niveau d'une obligation sociétale, consisterait à persécuter de fait une « minorité ». Les intérêts de cette « minorité », qui prend en otage toute la population vulnérable et qui a souvent une conscience très insuffisante des conséquences de son attitude, l'emporteraient sur le devoir de protection de malades vulnérables ou des professionnels de santé exténués par deux ans de combat en première ligne. La liberté des uns de ne pas croire en la vertu des mesures de protection ne s'arrêterait donc pas là où le droit de survie des autres, c'est-à-dire la plus élémentaire des libertés, commencerait.

Or rien n'est plus faux. Aucune liberté ne peut exister sans responsabilité envers autrui comme le rappellent l'ensemble des philosophes du droit. Dans une contribution publiée en décembre dans la *New Left Review*, le professeur au Collège de France Alain Supiot rappelle que les théories de la « biopolitique » de Michel Foucault ont atteint leur limite naturelle de survie dans un monde qui a brutalement changé avec la pandémie. Aucun droit n'existe s'il ne relève d'une institution qui le défend ; et le droit aux soins est historiquement établi, et ceci dès les écritures les plus anciennes. La mise en œuvre du droit inaliénable aux soins crée une dette envers ceux qui l'assurent. Le droit de vivre n'est donc pas relatif à un autre droit et ne saurait être assuré seulement à moyen ou long terme, à la faveur de telle ou telle aggravation de la situation. De tels arguments qui relèvent de l'habitude temporelle politique (on ne décide de rien, sauf lorsqu'il est déjà très tard) sont ici l'expression d'un relativisme éthique qu'on est surpris de trouver parmi les assertions de nos éthiciens appointés.

En regardant encore plus à l'extrême, nous devons nous demander quel sens donner au narcissisme de certaines personnes qui déclarent leur corps comme un territoire inviolable mais se prosternent au milieu d'une chaîne de transmission d'un virus mortel. Leur narcissisme est tel que la notion du risque qu'ils courent et font courir ne peut plus entrer en leur ligne de compte. Leurs conceptions se situent dans la tradition qui est à la fois celle du néo-libéralisme classique et des systèmes totalitaires, où le sens des mots est tout bonnement renversé, où la paix devient la guerre, la servitude un bonheur. Ainsi l'introduction d'une norme sociale se transforme en perte de liberté, alors qu'en réalité, la chute de la transmission du virus aura comme conséquence un gain immense de liberté pour toute la société.

À ceux qui, notamment au sein de cette gauche so-disant radicale, cherchent par tous les moyens (et surtout par opportunisme) de s'adjuger les faveurs des récalcitrants qu'un anti-autoritarisme convenu a emmuré dans l'irrationnel, je dis : Abandonnez ce combat qui n'est pas le vôtre, il n'est pas digne de l'héritage que vous devriez porter. Ceux que vous voulez défendre ne vous suivront jamais dans vos autres projets. Ils n'auront jamais l'ambition de vous suivre, ni dans la lutte contre l'injustice climatique ni dans celle contre l'injustice sociale.

Aux syndicats qui se sont beaucoup dépensés à retarder l'introduction du pass sanitaire dans les entreprises et notamment dans les hôpitaux : Rappelez-vous de votre lutte il y a quarante ans pour la vaccination gratuite contre l'hépatite B, de vos combats pour l'obligation de l'employeur à assurer la sécurité au travail que paradoxalement vous mettez aujourd'hui en question. Comme vos collègues en Italie et en Espagne, ne traînez pas les pieds, mais mettez-vous à la tête d'un mouvement de solidarité envers les travailleurs les plus exposés au virus et ses conséquences les plus délétères créées par la non-vaccination.

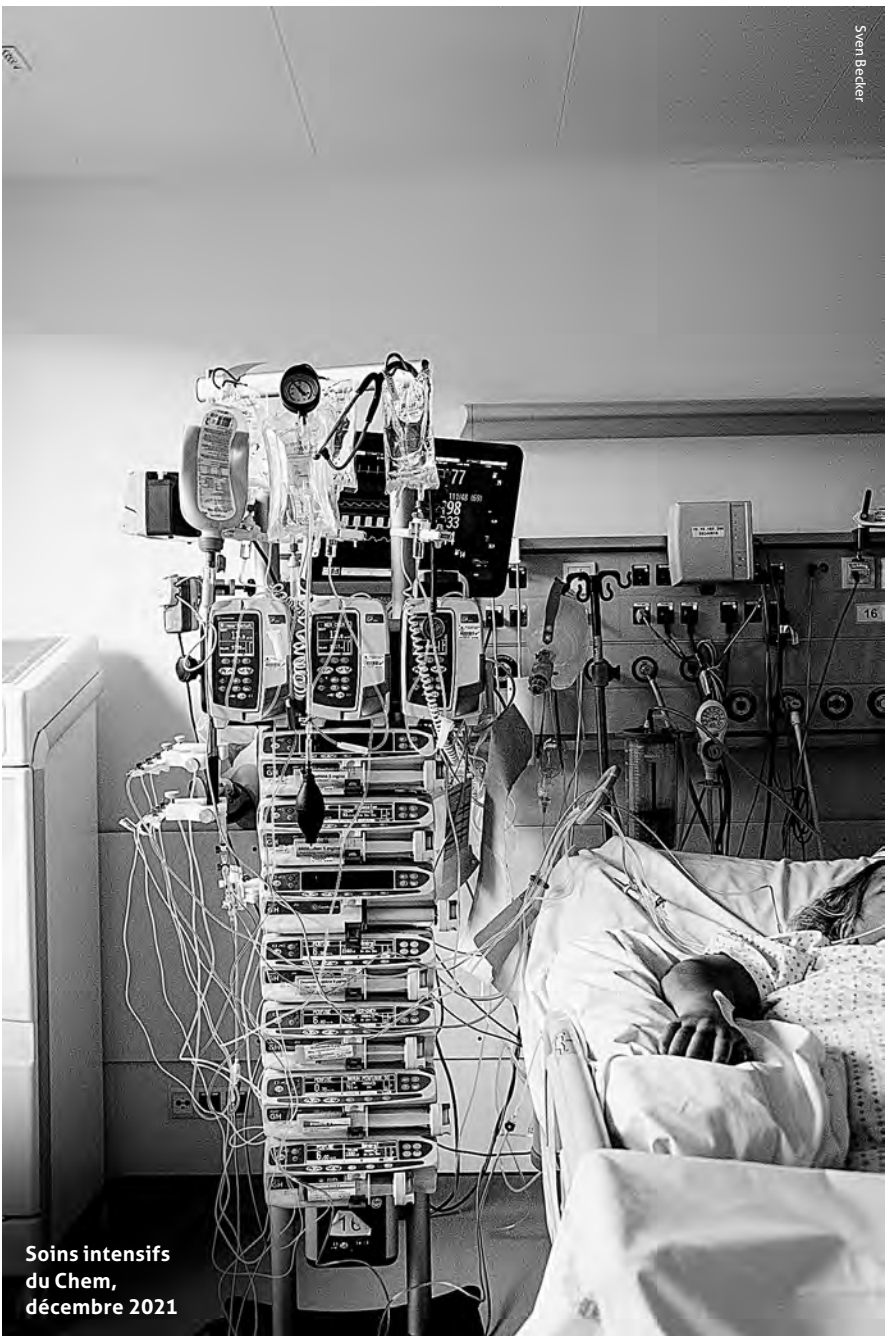
À tous nos gouvernants : Voici le moment à ne plus hésiter ! Au lieu de courir après le virus, anticipez ! Pourquoi hésiter à introduire des normes sociales avancées qui enfin aideront à gagner un peu de terrain sur la pandémie. Les pays voisins introduiront l'obligation sous peu, le Luxembourg aura tout à perdre en se transformant en dernier refuge des antivax. ●



Manifestation anti-vax, le 22 décembre 2021



Centre de vaccination, janvier 2021



Soins intensifs du Chem, décembre 2021

Résidence et plus

Neimënster est (avec Opderschmelz), une des scènes jazz les plus prolifiques du pays et la résidence Reset continue de le prouver (photo: Gilles Kayser). L'idée, née en 2017 de la volonté du compositeur et vibraphoniste Pascal Schumacher, est d'inviter des musiciens étrangers à partager quelques jours de résidence avec des jazzmen et women locaux. Échanges, rencontres improvisées et expérimentations sonores naissent alors et le résultat est présenté au public lors de soirées. Là où le projet est vraiment malin, c'est dans la continuité des collaborations artistiques nées de ces rencontres. Ainsi, la chanteuse hongroise Veronika Harcsa, venue en 2018, a intégré le projet Next.Ape avec le claviériste luxembourgeois Jérôme Klein ; la harpiste Julie Campiche et le compositeur Sven Helbig (2019) ont partagé l'affiche du festival Dave, en Allemagne et la promotion 2020 a participé au festival Resonanzen à Sarrebruck, événement satellite en Grande Région issu de la Reset. Cette cinquième édition poursuit la même ambition avec quatre femmes et quatre hommes d'horizons différents réunis à partir du 10 janvier.

Le Luxembourg est représenté par le batteur Jeff Herr, un habitué des collaborations diverses en jazz, mais aussi vers la pop (The

Gazmen), l'électro ou le rock (avec Lata Gouveia). Côté vents, le festival accueillera la Belge Berlinda Deman tuba-basse) qui puise ses influences auprès de Goran Bregovic ou Maceo Parker, le saxophoniste française Sylvain Riffler, puisant volontiers dans le champ des musiques répétitives et minimalistes américaines et la clarinette iranienne Mona Matbou Riahi, formée à Vienne et travaillant à la recherche de sons inédits notamment pour la danse ou le théâtre. Impossible d'imaginer le jazz sans un piano, ici l'Allemande Johanna Summer, lauréate de nombreux prix, ou sans une contrebasse, avec Nelson Cascais du Portugal. Sa musique ouverte aux larges influences lui a permis de composer pour de petits et grands ensembles. Reste encore une chanteuse, la Néerlandaise Sanne Rambags, inspirée de Joni Mitchell et un guitariste, le Danois Mikkel Ploug qui s'est fait connaître par ses arrangements postés tous les soirs pendant le confinement.

Associés en duos ou en trio, les artistes se produiront dans un parcours à travers la ville de Luxembourg, le 13 janvier au Cercle Cité, Casino Luxembourg et bar Octans. Le lendemain, ils joueront tour à tour en soliste dans le cloître de Neimënster et, le 15, un grand concert présentera le résultat de ces expériences. [fc](#)



Land

07.01.2022

PUBLICATION



Mémoire oubliée

La photographie fait souvent œuvre de mémoire et de témoignage. Avec son livre *Order 7161 (The Eriskay Connection)* en anglais et en allemand), le photographe luxembourgeois Marc Schroeder revient sur un chapitre souvent négligé de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Le 16 décembre 1944, Staline signe l'ordonnance 7161ss, qui demande de « mobiliser et détenir tous les Allemands capables de travailler, y compris les hommes âgés de 17 à 45 ans et les femmes de 18 à 30 ans » de Roumanie, de Hongrie, de Yougoslavie, de Bulgarie et de Tchécoslovaquie. Leur déportation ultérieure vers des camps de travail forcé devait contribuer à la reconstruction de l'Union soviétique et constituait une forme de réparation pour les destructions causées par la guerre. Au total, plus de 100 000 hommes et femmes ont été déportés, dont la majorité étaient des Allemands de Roumanie. Ceux qui ont survécu à la faim, au froid et à la misère ont été libérés fin 1949. Marc Schroeder a été à la rencontre de quarante survivants avec lesquels il raconte

cette histoire en combinant des portraits de témoins, des images d'archives et des images contextuelles. Une « entreprise de la dernière chance » puisque beaucoup son décédés depuis leur rencontre en 2012-2014. Un livre sur la mémoire collective de la minorité allemande et sur le concept délicat de victime point de vue des Allemands. Le projet avait déjà donné lieu à une exposition à Leipzig en 2018 (voir *d'Land* 30.03.2018). [fc](#)

POLITIQUE

Plus de diversité dans les CA

Deux nouveaux conseils d'administration d'institutions culturelles viennent d'être nommés. Ils réservent tous les deux plusieurs postes à des représentants de la société civile, apportant ainsi de nouvelles têtes, hors des *usuels suspects* habituellement puisés dans les pages de *Paperjam*. Comme annoncé lors de sa nomination (lire *d'Land* 03.12.2021), le nouveau conseil d'administration du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (Mudam) a coopté quatre membres supplémentaires. Philippe Dupont (Arendt et Medernach, collectionneur) et Florence Reckinger (Amis des musées, Lëtz Arles), qui étaient déjà de la partie, sont rejoints par Antónia Ganeto et Blandine Landau. Si on connaît la première pour son travail d'éducation interculturelle à l'Asti et son engagement auprès de l'asbl Finkapé, la deuxième est une découverte. Diplômée en histoire de l'art, muséologie et médiation

culturelle à l'Ecole du Louvre, elle a travaillé à la conception de programmes éducatifs dans des musées et à dirigé le Musée de Longwy. Elle est aujourd'hui chercheuse au Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH), où elle travaille sur la spoliation des biens juifs pendant la Seconde Guerre mondiale au Luxembourg. Pour rappel, ces nouveaux membre rejoignent Patrick Majerus (président), Danielle Igniti (vice-présidente avec Philippe Dupont), Serge Allard, Anouk Crielard, Luc Dhamen, Jo Kox et Danièle Wagener. La Grande-Duchesse Héritière Stéphanie est nommée présidente d'honneur. Les onze membres ont un mandat d'une durée de six ans. L'un d'entre eux siégera au comité scientifique qui avise les acquisitions et qui sera sans doute remanié par Bettina Steinbrügge, la nouvelle directrice qui arrive en avril.

Le nouveau conseil d'administration du Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster (ou Neimënster) a quant à lui pris ses fonctions le 15 décembre 2021 pour une durée de cinq ans. À côté de la vice-présidente Magalie Tasch, chargée de mission au ministère de la Culture, quelques représentants officiels restent en poste (Patrick Sanavia, directeur du Service des sites et monuments nationaux ; Christiane Sietzen, Ville de Luxembourg, et Michel Linden, Inspection générale des finances). S'ajoutent Joé Haas, chargé de mission au ministère de la Culture, Anne Negreti, responsable de la Division des travaux neufs à l'Administration des bâtiments publics. Par la loi qui a créé l'établissement

public en 2011, il ne comprend que trois représentants de la société civile. Françoise Poos en reste la présidente. Outre la présidente, on trouve Christine Walentiny qui travaille au Casino-Luxembourg et Nicole E. Ikuku, coordinatrice générale de l'ASTM et directrice du Cercle de Coopération des ONGD. [fc](#)

CARNET NOIR

Jochen Herling

Le photographe vient de décéder à l'âge de 78 ans. À l'occasion de son 75^e anniversaire, en 2018, la Photothèque de la Ville de Luxembourg avait organisé une exposition monographique au Ratskeller. On y remontait le temps au cœur des années 1970 à l'époque des manifestations étudiantes, des dimanches sans voiture (photo en 1973 : Photothèque de la ville de Luxembourg) et de la libéralisation des mœurs. Le photographe allemand (il devint luxembourgeois en 1980), né à Braunschweig, était arrivé au Grand-Duché en 1963, pour échapper au service militaire. Il a travaillé pour la *Revue – Lëtzeburger Illustriert*, puis comme indépendant, notamment en tant que freelance



pour le *Lëtzeburger Land*. Il a beaucoup suivi les activités de la Cour grand-ducale. Jochen Herling a aussi œuvré pour la reconnaissance de la photographie en tant qu'art, à une époque où n'existait ni le Centre national de l'audiovisuel, ni les collections de photos de la BCEE. Il fonde ainsi en 1979 l'association Friends of Edward Steichen, puis la Photo-Galerie 52 en 1981. Wantant éviter le passage à la photographie numérique, il prend sa retraite en 2002 et verse un fonds de 300 000 négatifs à la Photothèque. [fc](#)

CONFÉRENCES



Prolongements

Ce qui se passe en marge des expositions est parfois tout aussi, voire plus intéressant que l'exposition elle-même. En amont de *Freigeister*, le Mudam avait initié des journées d'échanges autour des problématiques actuelles du Luxembourg, avec les artistes, des chercheurs et des personnalités du monde artistique et associatif. Ces discussions autour des réalités du Luxembourg contemporain se poursuivent tous les samedis, autour d'un petit-déjeuner. Pour débiter, ce 8 janvier, Marco

Godinho a invité Nathalie Roelens, professeure de théorie littéraire et directrice de l'Institut d'Études romanes, médias et arts à l'Université du Luxembourg, ainsi que Sophie Langevin (réalisatrice, actrice) et Sandrine Gashonga (présidente de Lëtz Rise Up). La discussion porte sur le thème « *Le chant de la sirène d'une Europe recalibrée* ». Partant de l'allégorie de Mélusine, la réflexion est menée sur les nouvelles frontières du Luxembourg et de l'Europe où « un nouvel élan sous l'impulsion d'artistes donne des ailes à un imaginaire figé et suranné ».

Au Casino Luxembourg, la série de conférence sur l'intelligence artificielle *Am I AI? Into the deep of AI* se poursuit avec Tamiko Thiel, conceptrice principale du premier superordinateur d'IA Connection Machine CM1/CM2, qui était en 1989 l'ordinateur le plus rapide de la planète. La machine fait aujourd'hui partie des collections du MoMA de New York et du Smithsonian Institute. Depuis 35 ans, Tamiko Thiel travaille à la création d'œuvres d'art numériques explorant les questions d'espace, de corps et d'identité culturelle comme dans *Beyond Manzanar*, la première œuvre en réalité virtuelle acquise par un musée d'art américain (en 2000). *Lend Me Your Face !* (photo au Künstlerbund im Haus der Kunst, Munich en 2020) confronte le visiteur avec sa propre image mêlée à des projections officielles de personnalités publiques de premier plan. La conférence (13 janvier) est suivie d'une discussion avec les artistes Karolina Markiewicz et Pascal Piron dans le cadre de leur exposition *Stronger than memory and weaker than dewdrops*. [fc](#)

KINO

Seelenwelt

Erzählungen von verschwundenen Kindern stehen oftmals als Skandal in der sozialen Ordnung, die schreckliche Reaktionen, Panik und Verzweiflung auslösen. So beginnt auch *The Lost Daughter*, die Romanverfilmung von *Frau im Dunkeln* der italienischen Schriftstellerin Elena Ferrante: Die Literaturwissenschaftlerin Leda (Olivia Colman) wollte eigentlich einen unbekümmerten Griechenlandurlaub verbringen, da muss sie am Strand miterleben, wie eine Familie von amerikanischen Touristen in Aufregung nach der verschwundenen Tochter sucht. Leda bietet ihre Hilfe an und kann das Mädchen unweit des Strandes wohlbehalten auffinden. Doch die Aufklärung über den Verbleib des Kindes setzt in Leda einen Schmerz frei; wir erahnen eine schuldbeladene Vergangenheit und seelische Narben, die nie ganz verheilen können...

Gyllenhaal hat einen genau beobachtenden Blick, ihr geht es um die Zwischentöne, die Nuancen

In diesem Baustein der Krimi-Handlung von der verschwundenen Person liegt für die Schauspielerin und nun Regiedebütantin Maggie Gyllenhaal eine spannungsreiche Pforte für die Abhandlung einer Geschichte von Trauer und Verdrängung. Die ruhige Bewegung der Kamera, das Driften durch ein multiples Geschehen in der unmittelbaren Gegenwart ermöglichen dem Zuschauer lediglich die Wahrnehmung unzureichender Fragmente von Handlung, die erst durch das Aufschlüsseln der Vergangenheit ein Bild ergibt. *The Lost Daughter* zeigt über mehrere Rückblenden die junge Leda (Jessie Buckley) als Mutter in ihrer Verzweiflung, als eine Frau, die ihres Alltags mit ihren zwei anstrengenden

Töchtern und dem Einhalten von fixierten Rollenbildern nicht mehr Meister wird. Die angestrebte Verbindung von Karriere als Literaturwissenschaftlerin und kleinem privatem Familienglück, kann ihr nicht gelingen, denn das Leid entsteht, wo es von beidem zu viel gibt – das macht die Tragik dieser Mutter aus, wie ihre Unrettbarkeit. Ihr gealtertes Pendant gedenkt Tag für Tag der verlorenen Kinder und des zerstörten Familienlebens: Mit einem Schlag ist alles verschwunden und nun scheint die Frage sich aufzudrängen, ob es zu so etwas wie einer Bewältigung dieses Schmerzes, der Schuldgefühle und der Scham kommen kann.

Die durch die Langsamkeit erreichte Intensität des Registrierens ist möglicherweise auf Maggie Gyllenhaals Hintergrund als Schauspielerin zurückzuführen: Gyllenhaal hat einen genau beobachtenden Blick, ihr geht es um die Zwischentöne, die Nuancen, die feine Mimik in den Gesichtern des Schauspielensembles. Auf der Ebene der Figurendarstellung führt das zu schauspielerischen Parforcetouren: Olivia Colman gibt sich verschlossen und lässt an ihren Auftritt als Queen in *The Crown* oder als Tochter in *The Father* erinnern. Da ein Wimpernschlag, hier eine kleine Handbewegung. Colman und Buckley unterlaufen mit ihren jeweiligen Schauspieltechniken die transparente Lesbarkeit der Figur und zwingen den Zuschauer zu suchen, das Gesehene sowohl auf die Vergangenheit und auf die Gegenwart anzupassen und so beständig neu evaluieren zu müssen. *The Lost Daughter* gibt einen schwer zugänglichen Einblick in die Seelenwelt einer Mutter, die sich in einer Situation des ungewollt-gewollten Ausschlusses wiederfindet. Ledas Wunsch nach Einsamkeit ist ebenso deutlich spürbar wie die Sehnsucht nach ihren beiden Töchtern. Gyllenhaal strebt keine Entschuldigung-Narration an, verweigert vielmehr Antworten. Diese erdrückende Situation zielt auf das Appellieren des Publikums: Gyllenhaal versucht den Kinosaal gleichsam zu einem Beicht- und Richtstuhl werden zu lassen, und so kann auch der Moment einer Resolution sich nicht auf der Leinwand ereignen, nicht zwischen Leda, die von Olivia Colman und Jessie Buckley spannungsreich und äußerst vielschichtig verkörpert wird, und dem Vermieter (Ed Harris) oder der jungen Mutter Nina (Dakota Johnson), die sich oftmals als ihr jüngeres Spiegelbild verhält, sondern, wenn überhaupt, zwischen unseren Blicken und denen von Leda. Es scheint so als wolle Maggie Gyllenhaal mit ihrem Regiedebüt nicht so sehr ihre Figuren, sondern den Zuschauer zu Position und Einsicht bringen. ● Marc Trappendreher



Dakota Johnson und Olivia Colman



Nora Wagener

LUXEMBURGENSIA

Das Leben nach der Enttäuschung

Anina Valle Thiele

In dem Kurzgeschichtenband *Was habe ich verpasst* lässt Nora Wagener ihre Charaktere, schillernde Randfiguren, innehalten und ihr Leben reflektieren

„Ich habe die Liebe gelogen“, stellt Tochter Gohde am Tresen der Kneipe ihres Vaters fest. „Vielleicht bin ich einfach nur sinnlos nach vorne geprescht, denkt sie. Und jetzt bin ich ausgelaugt“, so die Protagonistin in der Erzählung *Die Knoblauchprobe*, die sich nicht auf ihre Gebärfähigkeit reduziert sehen will.

Wieso scheitern Lebensentwürfe, gehen Beziehungen in die Brüche? Die Menschen in Nora Wagens zwölf Kurzgeschichten preschen nach vorn, um irgendwann zurückzublicken und sich der Kluft zwischen entglittenen Träumen und Wirklichkeit bewusst zu werden ... *Was habe ich verpasst* lautet entsprechend das titelgebende Motiv ihres neuen Erzählbandes. Die Luxemburger Autorin veröffentlichte bei Hydres Éditions, beim deutschen Conte Verlag und zuletzt bei den Éditions Guy Binsfeld.

Es sind unterschiedliche Perspektiven, die zu Wort kommen. Sie erzählt aus der Sicht einer sarkastischen Putzkraft, die die Gebäude einer Schule reinigt; einer Mitdreißigerin, die nach einer gescheiterten Beziehung in der Eckkneipe herumlungert und zeichnet ein trostlos-ranziges Unterschichtspanorama; nimmt die Perspektive eines Schuljungen ein, der vor einer Mutprobe steht; berichtet von dem besten Freund eines ausgewanderten Europäers, der in Kenia Fremdscham für das koloniale Auftreten seines Kumpels empfindet und schildert, wie dieser im afrikanischen Inselparadies die komplizierte europäische Freundin abschüttelt und sich stattdessen eine örtliche Schönheit, Mabiche, als Liebschaft zulegt; oder erzählt aus der Perspektive einer Frau im dritten Alter, die angespornt durch Fernsehshows an einem Schönheitswettbewerb teilnehmen will, die Seniorinnen-Version einer *Little Miss Sunshine*.

Die Protagonistin in *Der Mann aus Zürich* stellt sich die Frage, wie sie zu dem geworden ist, was sie beruflich macht: „Die Frage nach dem Wie war leicht beantwortet. Es gibt kaum einen anderen Weg in diese Branche: Man rutscht hinein. Das Weshalb verhielt sich wie gewohnt schwieriger. Am Anfang fand Beate schlichtweg Gefallen daran, der Welt der Literaten anzugehören. Nachdem diese Welt zu ihrem Alltag geworden war, blieb ihr natürlicher Ehrgeiz zurück“. Eine andere Figur stößt – angestoßen durch die Entrümpelung einer vollgestopften Woh-

Ich habe die Liebe gelogen, stellt Tochter Gohde am Tresen der Kneipe ihres Vaters fest. „Vielleicht bin ich einfach nur sinnlos nach vorne geprescht, denkt sie. Und jetzt bin ich ausgelaugt“, so die Protagonistin in der Erzählung Die Knoblauchprobe, die sich nicht auf ihre Gebärfähigkeit reduziert sehen will.

nung – auf die Frage, was sie noch aus ihrem Leben machen will ... Ein anderes Paar versucht die Beziehung durch einen Tapetenwechsel zu retten.

Charakteristisch ist Wagens schräge Ironie, wenn etwa die Reinigungskraft in *Das schwarze Brett* die SchülerInnen im Bus als Nervsägen „mit vier-eckigem Ranzen-Geschwür“ auf dem Rücken beschreibt, die darüber sinnieren, ob Seepferdchen Fische oder Säugetiere sind.

Besonders die Beobachtungen, in denen es um ein selbstverliebtes Schriftstellermilieu geht, scheinen aus erster Hand: „Je älter Beate wird, desto alberner kommen ihr sowohl der Bestätigungskult eines gewissen Milieus als auch das Spiel mit der Erwartung vor.“ Bereits die erste Erzählung stellt einen angehenden Autor vor, der einen Schreibworkshop besucht. Seine ersten „schriftstellerischen Entwürfe“ beschreibt die Autorin in der Geschichte *Der alte Schnee* rückblickend als „allesamt mehr oder weniger realitätsbezogen“.

Wagens Figuren sind kauzige, eigenwillige Typen, meist keine Erfolgsmodelle, sondern gesellschaftliche Randfiguren, die sich infrage stellen und auf einen Lebensabschnitt zurückblicken ... Wie die Reinigungskraft, deren trostlosen Alltag sie in *Das schwarze Brett* schildert und aus der neben Sarkasmus eine sympathische Wut auf die Mittelschicht spricht, wenn sie etwa die Anzeigen am schwarzen Brett liest: „Der Blick aufs Brett ist eine meiner schlechten Angewohnheiten; die dort angebrachten

Annoncen und Inserate verstimmen mich nämlich regelmäßig. Verstimmen im Sinne von: „Hört auf, immer größere Fernseher haben zu wollen und behaltet eure Kleintiere und eure klapprigen Schränke für euch. Warum bringt niemand den Erziehungsberechtigten bei, dass Hamster Lilli und Hamster Fluffi, gemeinsam in einem Käfig gehalten, Babys bekommen?“

Stark auch die Passage (*Das neue Glück*), in der die weibliche Figur die eigene krankende Beziehung analysiert: „Wenn ich dieser Art von Grausamkeit im Alltag begegne – besonders, wenn ich Züge davon an mir entdecke –, empfinde ich großen Widerwillen. Sie legt die Schwachpunkte beider Geschlechter offen: die Abhängigkeit der Männer, die Hilflosigkeit der Frauen. Die Machtspiele. Ihn so zu sehen, mich so zu hören. Davon kann einem nur schlecht werden.“ Am Ende schafft es die Autorin, einzelne Erzählstränge unterschiedlicher Geschichten miteinander zu verweben.

Verglichen mit dem Roman *Alle Meine Freunde* (2020) ist der nun ebenfalls bei Binsfeld erschienene Kurzgeschichtenband nicht nur spannend, sondern auch überzeugend im Stil und in sich stimmig. Die Kurzgeschichten halten die Leserin bis zuletzt in Atem. Ihre Prosa ist nie belehrend oder moralisierend, sondern wahrt Distanz und ist reflektiert.

Ähnlich wie der 2017 mit dem Prix Servais prämierte Kurzgeschichtenband *Larven* überzeugt *Was habe ich verpasst* durch präzise Sprache, Witz, subtile Ironie und die lakonische Stimmung, die über den Erzählungen liegt. „Bücher müssen nicht realistisch sein“, heißt es in einer der Kurzgeschichten. „Sie müssen nur in ihrer eigenen Realität stimmig sein“, zitiert ein einsamer Mann seine Tochter, die Autorin ist. Nicht jeder Einstieg in eine Geschichte gelingt, dennoch beeindruckt Nora Wagens Kurzgeschichten durch das Einfühlen in ihre Figuren. *Was habe ich verpasst* ist ihr bisher stimmigstes Werk. ●

Nora Wagener, *Was habe ich verpasst*, 144 Seiten gebunden, ist erschienen bei den Éditions Guy Binsfeld. 22 Euro

ART CONTEMPORAIN

Un jardin de la placidité

Lucien Kayser

Pierres et plantes à la lumière Akari, quand Danh Vo reviste les lampes de Noguchi

Trouvez-moi un musée où il n'y ait pas de salle avec à l'entrée un avertissement aux visiteurs, la plupart du temps maintenant par rapport à la sexualité, et l'on met en garde les sensibilités qui pourraient se trouver trop émues, choquées. Il y a certes un panneau à l'entrée du pavillon Leir, au Mudam, deux mises en garde même, ou plutôt deux interdictions, qui vont dans un tout autre sens. Pour la première, elle va de soi, de ne pas toucher les œuvres, des lampes fragiles ; pour les plantes, on signale leur toxicité. Quant à toucher les lampes, il faudrait presque sauter haut souvent, pour les plantes, se baisser. Ce qui correspond parfaitement au titre de l'exposition : *A Cloud and Flowers*. Voilà le pavillon transformé, des lampes comme faites, des pierres, des troncs d'arbre et des plantes qui en sortent, par terre. Un jardin de la placidité (qui convient aux temps que nous vivons). Il est le fait de Danh Vo revisitant Isamu Noguchi. Deux artistes entre l'Orient et l'Occident.

On dirait un havre, un refuge, rien de fermé toutefois, avec l'ouverture sur les environs du musée. Et en cela l'exposition reprend exactement ce qui caractérise fortement les deux artistes. Non seulement leur va-et-vient géographique, Noguchi est né à New York, il n'a cessé de fréquenter l'Orient, Danh Vo, lui, originaire du Vietnam, a passé son enfance au Danemark, s'est établi dans le Brandebourg. Et là il s'adonne au jardinage, des hectares de terrain qu'il fait fleurir, et à son père d'en calligraphier les noms latins. Noguchi, né en 1904, mort en 1988, a de façon différente franchi les limites habi-

tuelles de l'art, vers le design, au profit de la vie quotidienne, avec les lampes Akari, véritables sculptures lumineuses.

Il y en a une bonne quinzaine, une vingtaine suspendues dans le pavillon, lampadaires, plafonniers, il en existe une centaine de modèles en tout. Les unes de forme plus classique, plus stricte, d'autres plus construites, plus enjouées aussi, comme on voudra, on les rapprochera alors soit de lampions, soit de sculptures de Brancusi (dont Noguchi a été l'assistant brièvement). Et voilà le pavillon qui se mue en serre, avec une lumière vivifiante, Noguchi disait la magie du papier propre à changer l'électricité froide. Une expérience au Japon, un séjour à Gifu, ville où se pratique la pêche au cormoran à l'aide de lanternes, lui avait donné l'idée des lampes Akari, clarté en japonais, liée à la légèreté, papier washi et tiges de bambou ou fils d'acier.

Par terre donc, des pierres, des troncs qui parsèment le sol ; là encore l'Orient n'est pas loin, avec ses oasis qui sont autant de leçons de sagesse. Et de vie qui pousse, laissons une fois de côté la question de savoir si elle tien vraiment du poison, en tout cas, elle ne sera pas la même au fil des saisons, d'ici la fin septembre 2022. Ces minéraux, ces végétaux, les mains de l'homme, de l'artiste, les ont rassemblés, arrangés, en contrepoint aux *clouds*, c'est le nom d'ailleurs de tels luminaires de Frank Gehry qu'on peut voir dans la succession de Noguchi.



Danh Vo est un habitué du Mudam. Et dans l'exposition le visiteur, à côté d'une encre d'une rose d'Inde, Tagetes erecta, dans la calligraphie de Phung Vo, du père, retrouve la lettre reproduite dans la même écriture d'un missionnaire exécuté au Tonkin au milieu du 19^e siècle. Où il est question de tête coupée, « comme une fleur printanière que le Maître du jardin cueille pour son plaisir... ». Plus paisiblement, pour le plaisir des lecteurs, dans les numéros à venir du magazine du *Monde*, un herbier s'enrichira de semaine en semaine, avec des images des fleurs cultivées par Danh Vo dans le jardin près de Berlin.

Pour Isamu Noguchi, au-delà des lampes, la possibilité sera donnée de connaître le sculpteur, dans une exposition du Museum Ludwig, à Cologne, du 26 mars au 31 juillet 2022. Avec l'éventail très large de son œuvre, allant des sculptures surréalistes des années 40 au projet utopique, grandiose, après les bombes atomiques de Hiroshima et de Nagasaki, de son *Memorial to Man/ Sculpture to Be Seen from Mars*. L'exposition comportera quelque 150 pièces, toutes diront le double engagement de Noguchi, comme artiste porté à l'expérimentation, comme homme engagé pour la vie (sur notre Terre) et la paix. ●

L'exposition est à voir au Mudam jusqu'au 19 septembre

SÉRIE MADE IN LUXEMBOURG

Coyotes, beaucoup de cris pour pas grand-chose

Pablo Chimienti

Coyotes, série belgo-luxembourgeoise coréalisée par le grand-ducal Jacques Molitor et coproduite par les Films Fauves, est disponible sur Netflix. La série part plutôt bien, mais elle se perd dans ses propres rebondissements

Les coyotes sont un groupe de scouts catholiques de Bruxelles qui s'installe quelques jours dans le Luxembourg belge pour un camp de vacances. Il y a Mangouste, la cheffe de groupe, Panda, la sous-cheffe, Mouss et Furet. Et puis aussi Kevin, qui arrive en voiture et non en bus comme tous les autres, le seul à ne pas encore avoir son « quali ». Il a 17 ans et est plutôt du genre rebelle. Très ami avec Furet, il ne semble pas porter aux scouts le même intérêt que ses amis ou que son frère, le sous-chef du camp, un gars aussi sympathique qu'une porte de prison à qui sa troupe a donné le gentil nom de Doberman.

Le camp s'installe dans le joli jardin du château de la petite commune de Warnaffe. À première vue c'est aussi calme que bucolique. L'église est bien au centre du village et le père Julek veille sur ses ouailles avec prévenance et bonhomie. L'homme d'église est pour le moins spécial, moderniste. Il pratique le catch et est secrètement en couple avec la commissaire de la région. Certes, il y a bien une famille de barakis à la sortie du village, mais rien ne laisse présager que la

commune sert de plaque tournante à une bande internationale de malfaiteurs actifs dans le trafic de diamants. Le boss local, c'est Marc, le douanier qui vit dans la forêt dans un petit cabanon aménagé.

Dès le pré-générique du premier épisode, il se fait voler les diamants entreposés dans son coffre-fort. Valeur ? Trois millions d'euros ! Le voleur s'enfuit, le douanier le pourchasse et n'hésite pas à lui tirer dessus à plusieurs reprises... En parallèle, et alors que les scouts sont en train de chanter une louange à Jésus dans le bus qui les amène à Warnaffe, un rapide montage nous montre les Coyotes inquiets, pourchassés, blessés... On se dit que ça part bien et que les réalisateurs n'ont pas peur de prendre quelques risques scénaristiques. Bon, certes, le fait que personne ne s'inquiète des nombreux coups de feu tirés par Marc intrigue, mais ça passe. Ce ne sera malheureusement que la première d'une très longue liste d'incohérences de ces Coyotes.

Celui par lequel le monde pépère des scouts et celui ultra-speed des trafiquants vont s'entrechoquer, c'est Kevin. Alors qu'il doit encore faire ses preuves auprès des coyotes et qu'il a Doberman constamment sur le dos, il décide, à peine arrivé, de « faire le mur ». Il n'a pas un rond, mais va tout de même au village à la recherche d'un peu de beuh. Là, il fait la connaissance de Marie, fille de la propriétaire du château, amatrice de bad boys et de

drogues hallucinogènes. C'est avec elle qu'il découvrira un petit lac pittoresque où ils passeront la nuit. Au réveil, Kevin, une fois seul, y plongera, découvrira une grotte et là, une sirène lui offrira une grande quantité de diamants.

Évidemment Kevin voudra garder les diamants pour se faire une vie loin de son père violent. Avec son pote Furet, ils vont retourner dans la grotte pour s'assurer que Kevin n'a pas laissé de traces. Là, ils découvriront le cadavre d'un jeune homme avec une blessure par balle à l'abdomen. À force de mauvaises décisions, les deux vont embarquer toute la troupe dans une aventure qui les dépasse. Ils vont quitter leur vie d'adolescente pour entrer de plein pied dans l'âge adulte, quitter le monde, hiérarchisé mais simple, des scouts pour se trouver au centre d'une course poursuite qui les fera découvrir Anvers et avoir des ennemis jusqu'en Inde.

Dans les premiers épisodes, la photographie est réussie – les images subaquatiques sont particulièrement belles –, les caractères des personnages semblent recherchés et les scènes entre Kevin et Marie sont pleines de sensualité. Mais l'aspect sympathique du départ se perd rapidement dans un récit entortillé et invraisemblable aux innombrables incohérences scénaristiques et aux nombreuses longueurs. Quatre épisodes auraient très certainement suffi à boucler le récit. Les personnages finissent par se révéler manichéens et plusieurs scènes frôlent le ridicule.

Les différents sujets intégrés au récit : le passage à l'âge adulte, la violence familiales le harcèlement, la drogue, la drague, le coming out... ne sont que survolés et parfois traités avec de gros sabots ; et les différentes références cinématographiques : Stand by me, Sous le Soleil de Satan, les films de Tarantino ou encore des frères Coen que les auteurs et réalisateurs essayent de glisser à tour de rôle dans ces six épisodes, ne fonctionnent pas. Par manque de temps et de budget probablement. Mais cette fin, teintée d'humour noir après près de 240 minutes de drame et de thriller se révèle finalement plutôt grotesque. Dommage, ça avait vraiment bien commencé. ●

Coyotes, une série créée Vincent Lavachery, Axel du Bus et Anne-Lise Morin ; réalisée par Gary Seghers et Jacques Molitor. Disponible sur Netflix

CINÉMASTEAK

Le silence de Melville

Après la projection du *Doulos* (1962) dans le cadre de l'hommage automnal rendu à Jean-Paul Belmondo, c'est au tour du *Cercle rouge* (1970) d'être mis à l'honneur à la Cinémathèque de Luxembourg. Fraîchement restaurée, cette fresque sombre sur le milieu interlope des bandits et des flics aux méthodes peu orthodoxes s'inscrit dans la grande lignée des polars – un genre cependant mal aimé en France que Jean-Pierre Melville entame dès 1955 avec *Bob le flambeur*, jusqu'à son dernier film réalisé un an avant sa mort (*Un flic*, 1972). *Le Cercle rouge* demeure son long-métrage le plus connu à ce jour grâce, notamment, à une pléiade d'acteurs célèbres : Alain Delon bien sûr, avec lequel il s'agit de la deuxième collaboration après *Le Samourai* (1967) ; Yves Montand, jusque-là plus connu pour ses chansons et ses participations à des fictions de gauche ; le comique Bourvil, dans un rôle à contre-emploi de commissaire. Sans oublier Gian Maria Volonté, aux convictions communistes situées à l'opposé de celles de Melville. L'acteur italien est en tout cas le seul protagoniste dont le visage ne figure pas sur l'affiche du film...

Dans l'esprit du *Samourai*, une citation issue du Bushido, le code moral des guerriers japonais, ouvre *Le Cercle rouge* : « Quand des hommes, même s'ils s'ignorent, doivent se retrouver un jour, tout peut arriver à chacun d'entre eux, et ils peuvent suivre des chemins divergents, au jour dit, inexorablement, ils seront réunis dans le cercle rouge. » À ce philosophique et mystérieux avertissement succède ensuite la vie moderne des années 1970, où pour Melville subsistent de tels hommes, que l'on trouvera moins du côté de la police que des truands paradoxalement. Même si la frontière entre les deux est souvent poreuse, à l'image de la séquence d'ouverture où un bolide lancé à grande vitesse grille un feu rouge, au risque de causer un accident impliquant des civils. On s'attendrait à des voyous en cavale, mais on fait erreur : c'est une automobile remplie de flics qui tente de chopper un train à l'arraché. À la possible réversibilité du flic et du voyou, de la loi et du hors la loi, une ambiguïté magnifiquement représentée par Eugène-François Vidocq au point de figurer en exergue d'*Un flic* (« Les seuls sentiments que l'homme ait jamais été capable d'inspirer au policier sont l'ambiguïté et la dérision »), s'ajoute de subtiles coïncidences produites par voie de montage. Le découpage sépare moins ici les êtres qu'il ne sert à relier des trajectoires initialement étrangères l'une à l'autre, en l'occurrence celles des deux principaux malfrats pris au piège au sein du fameux « cercle rouge ». Le premier, Corey (Delon), s'apprête à sortir de taule en raison de sa conduite exemplaire. Quant au second nommé Vogel (Volonté), ce drôle d'oiseau aux yeux de serpent, il est en fuite, ayant échappé contre toute attente à la vigilance du commissaire Mattei (Bourvil). La convergence de ces deux destinées marginales nourrit l'espoir d'un début de communauté, d'une forme de solidarité entre brigands où pourrait s'entrevoir une (courte) promesse d'avenir. Peu de paroles ici : le silence des regards et des gestes sont suffisamment éloquentes. La première fois qu'ils se feront face, ce sera dans un champ, en plein air, au beau milieu d'un cercle de boue. S'ajointra un troisième larron, Jansen (Montand), tout aussi tête brûlée que les deux autres : un ancien tireur d'élite à la retraite qui a manifestement une dette contre l'institution policière qui l'employait. Tous les trois échafauderont de nuit un casse de légende, place Vendôme, qui atteste, si besoin, que Melville est aussi l'un des plus grands portraitistes de la capitale, sachant capter le pittoresque de Montmartre et de Pigalle (*Bob le flambeur*) aussi bien que les toits de Paris où se dessinent la tour Eiffel et la colonne Vendôme que Courbet voulut déboulonner lors de la Commune. Quoi qu'il en soit, et bien plus que son dernier film, *Le Cercle rouge* est LE film somme du cinéaste français, ainsi qu'il le déclare lui-même : « J'ai tenté de faire une liste de toutes les situations possibles entre gendarmes et voleurs et j'en ai trouvé 19. Pas vingt, 19. Or, ces 19 situations je les avais déjà utilisées dans mes quatre films policiers précédents, mais je ne les ai jamais utilisées toutes ensemble dans un seul, ce qui est le cas du *Cercle rouge*. » Nous voilà prévenus. ● Loïc Millot

Le Cercle rouge (France, 1970, vo, 140') sera projeté le mercredi 12 janvier à 19h à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg



BINGE WATCHING

Éloignez vous

France Clarinval



Les policiers aussi dissimulent leur passé

Le couple Netflix / Harlan Coben continue de faire des petits. Après *Safe* (2018), et, en 2020, *The Stranger*, *The Woods* et *The Innocent*, c'est au tour du thriller publié en 2012 *Stay close* (*Ne t'éloigne pas* en version française) d'être adaptée en série pour la plateforme. On n'est d'ailleurs pas au bout de nos peines, puisque le célèbre auteur américain a signé en 2018 un contrat de cinq ans avec Netflix pour que quatorze de ses trente romans soient portés à l'écran en films ou en séries. Les fans de l'auteur y trouveront ce qu'ils y cherchent : des caractères qui portent de lourds secrets, une enquête avec de multiples impasses et rebondissements et des *cliffhangers* haletants.

Stay Close se focalise sur quatre personnages qui dissimulent chacun des pans de leur passé à leurs proches. Megan (Cush Jumbo), mère de trois enfants ; Ray (Richard Armitage), photographe documentaire autrefois prometteur ; Broome (James Nesbitt), capitaine de police incapable de laisser derrière lui une affaire non résolue de disparition et Lorraine (Sarah Parish), une vieille amie de Megan. Et, comme c'est Harlan Coben, le passé les rattrape et revient les hanter : on n'a

pas besoin d'attendre plus de dix minutes pour apprendre que Megan cache un gros secret : elle s'appelait Cassie était blonde et strip-teaseuse. Jusqu'à ce qu'un de ses clients, Stewart Green, dangereusement obsédé par la danseuse exotique, meurt mystérieusement. Le détective Broome et sa partenaire, un ancien couple, enquête sur une série d'affaires de disparition d'hommes, dont celle de Green.

Là dessus se greffe une série de sous-intrigues, toutes emberlificotées avec des personnages plus ou moins complexes : Harry, un associé louche et toxicomane de Megan, et peut-être son conseiller juridique ; Kayleigh, l'aînée des enfants de Megan, dont la curiosité la met inévitablement en danger ; Del Flynn, un père déterminé à retrouver son fils disparu pendant qu'il s'occupe de sa femme hospitalisée dans le coma ; deux chasseurs de primes aux méthodes sadiques (qui s'appellent Barbie et Ken, on aura tout vu !) ou encore Goldberg, un flic de haut rang à qui Broome et Cartwright doivent rendre des comptes. Des intrigues secondaires inutilement alambiquées et entrelacées, amenées par des flashbacks, des

MacGuffins et des ficelles assez grosses n'apportent finalement pas beaucoup à la narration et au suspense.

La partition de *Stay close* est soigneusement balisée... Un peu trop. À chaque épisode son suspect finalement disculpé et le « dernier » rebondissement de sera pas vraiment le dernier. On retiendra les commentaires critiques sur la diffamation des travailleurs du sexe ou la violence sexiste contre les femmes et les jeunes filles. Mais la série est bourrée de clichés, y compris dans les dialogues avec des phrases du style « Pas de réduction pour les flics » que grogne le vendeur d'une boîte de strip-tease avec une mine renfrognée. On passera sur le manque de plausibilité de l'histoire, avec le travail ridiculement mauvais de la police, et avec l'impression que Megan a pris une nouvelle identité en déménageant... à une demi-heure de route. C'est vraiment dommage parce qu'il y a quelques grands noms qui y jouent et maîtrisent parfaitement leur partition. Cela explique sans doute qu'on se laisse prendre au jeu et que l'épisode suivant s'enclenche avant qu'on ait réfléchi à dire stop. Un plaisir coupable. ●

LUXEMBURGENSIA

Lee däi Kapp a Rou

Claire Schmartz

Pillem oder Këssen, Bettwenzeltier an Nuetseskapaden vum Roland Harsch ass e Buch, dem säi Cover scho verréit, wat drastécht. Op donkelbloem Fong wéi der déifster Nuecht kreest en Mobilé mat Pyjama, Schlofmutz, Scheefchen, verdreemte Planéiten a Galaxien an nach esou munch anerem, aus dem Dramland eriwwergedroenem Wonner.

Genee esou verdreemt sinn d'Texter, kuerz Geschichten, Gedichter a Bonmots an dësem Buch. Vill vun hinnen kreesen em d'Schlofen – oder éischter d'Net-Schlofen, em d'Schlofzëmmer an déi kleng Ritualer, déi eis beim Aschloufen hëllefen. Déi anescht sinn, wann een an engem Fënnel-Stären-Hotel schléift, wou een all Dag eng Knippchen op de Nuetsdësch geluecht kritt an d'Zëmmermeedchen de Pyjama drapéiert, oder an engem Hostel ënnerwee op Santiago de Compostela; jee nodeem, ob mer eleng schlofen oder nieft aneren. Ob mir schnaarchen oder en aneren. Wat mer bemierken, wann mer wakereg sinn, während déi ganz Welt schléift. Heiansdo erzielen se witzeg Nuetseskapaden, déi wéi Droom schéngen, esou chaotesch, gelongen oder erstaunlech wieren se daagsiwwer. Zum Beispill den *Nuets-uruff*, oder: *Ass dän Humm inkontinent?* En Gespré-

ich tëscht zwee Leit, déi net schlofe kennen, dat net méi duercher-neen a voller Mëssverständniss, a gläichzäitig kloer si kéint. Oder d'Fantasie vun der Uertschaft *Nuetsmanescht*, iergendzwousch an der Gemeng Pëtschent, wou een ni wierklech d'Sonn gesäit an d'Leit sech zu all Dages- an Nuetszäiten net „Moien“ soen, mee „Nuecht“. Oder lëschteg Gespréicher an der Koppel oder tëscht Friemen – vun allem ass eppes derbäi an dësem Mobilé, dat em een Thema kreest: d'Nuecht als deen Ament, an deem geschlof gi soll. Et si lëschteg, eescht, roueg oder nodenklech Geschichten, déi sech oft op Klenggekeeten an Detailer fokusséieren, mee eben zu dëser spéider Auerzäit matten an der Nuecht, wou alles ronderëm roueg ass an si Zäit hunn, Plaz a Raum anhuele kennen, den hinne soss vläicht net zoukéim, déi just an dëser Rou iwwerhaupt gehéiert kenne ginn.

Nieft dëse Këssen-Texter fënnt een Texter iwwer Reese mam Auto, Vëlo oder Fliger, an oft Geschichten iwwer Pannen. Heiansdo kennt et vir, wéi wann dës all kleng Gedankenübunge wieren, déi d'Gedanke beschäftegt an am Zong halen, wann alles drënner an driwwer geet. Wann näischt leeft, wéi et soll, sief et eng Pann mam Auto oder beim Aschloufe. Di sech an de Momenter vun der gréisster Kris en Ablack Zäit huelen, sech en Witz iwwerleën oder eppes Klenges, Niewesächlech besmerken. An sou stellt een sech beim Liesen och d'Fro, ob dës Geschichten dann beim Aschloufe gehollef hunn. An ob net nëmmen, wéi fir eis, d'Liesen, mee och d'Schreien hëllef kann. Ob vläicht dee Moment, an deem d'Texter ronn sinn an all Wuert déi richteg Plaz fonnt huet, all Wendung hire Schluss, all Raim säi Partner, den Text Ufank a Schluss, ob dee Moment och hëllef, lasszeloossen, well eng Boucle zougaangen ass.

Den Auteur Roland Harsch ass 1951 gebuer, huet zu Tréier a Wien Germanistik an Anglistik studéiert. Hien war kuerz Pianoprof, duerno Däitschprof, schreift zënter 1989 Gedichter, Kuerzgeschichten a Parodien an huet zulescht *Duda. Kurioses aus dem Rotstiftmilieu* (2011), *Rasch(t) Auer* (2015) an *Dat grousst Fëissbuch* (2019) erausbruecht, där hir Titele

schonn de Goût fir Wuertwitzer verrode, deen och a sengem neie Buch *Pillem oder Këssen* den Toun ugëtt. Hien huet de Gëllene Schniewel beim 12. Saarländischen Mundartwettbewerb gewonnen, 2001 de Prix Servais fir *Laub und Nadel* an 2015 de Lëtzebuerger Buchpräis fir *Rasch(t) Auer*.

Dëst Buch reit sech duerch seng Form gewëssermoossen an eng Rei vu Verëffentlechungen an, déi de kleng Formater tëscht de gréissere, längere Wierker vun etabléierte Lëtze-buerger Auteurs eng Stemm an eng Plaz ginn. Bonmots, Kuerzgeschichten vun just enger, zwou Säiten. Do falen engem dem Jérôme Jaminet säin *Ein Wort in Esels Ohr* oder dem Paul Rauchs sain *Virus le virus !* an – och wann dëse sengem fragmentareschen a spronghafte Detail-Beobachtungen eng Figur an sou e gewësse roude Fue dem gëtt. Och dëst Buch mécht de Snippets vu sengem Auteur all Eier. An sou soll et och sinn, dass och kierz Formater, d'Iwwersprongsproduktiounen vun der Literatur, eng Plaz fannen, déi anscheinend souguer ze kuerz fir eng Literaturzäitschreift wieren. An *Pillem oder*



Këssen kréien dës kleng Beobachtungen a Bonmots d'Rumm vun de flüchtige Gedanke virum Aschloufen, Wuertwitzer, déi engem op der Zong leien, oder Geeschtesbletzer. Se sinn net all staark, viller sinn immens kuerz, an dofir si gewiss och viller bei hirer fladderhafter Gestalt bliwwen. Mam Roland Harsch, et sinn Iddien, déi nuets „wi Flantermais duerch d'Zëmmer fladderen“. Mee se funktionéieren trotzdem, well een automatesch den offensichtliche Liesfloss unhëlt an d'Buch ebe just net chronologesch vun A bis Z liest, mee eran bliedert,

bis een op een Text stéisst, un deem een hänke bléift, well d'Geschichte si präzis a lëschteg, op eng gewëss Manéier éierlech a flott, si si liicht. Et ass e Këssbuch – et dierf just net Gefor lafen, ënnert den aneren um Nuetsdësch ze verschwannen. ●

Roland Harsch: *Pillem oder Këssen. Bettwenzeltier an Nuetseskapaden*. Op Lëtzebuergesch. Guy Binsfeld 2021. 240 Säiten. 22 Euro

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.02.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Mission de BIM Manager à exécuter dans l'intérêt du projet de l'école internationale et internat à Mondorf-les-Bains.

Description succincte du marché :
Mission de BIM Manager relative à la construction d'une école internationale pour 1 690 élèves – école primaire et lycée avec internat (surface brute construite de +/- 33 000 m²) sur un terrain d'une surface brute de +/- 8 ha.

La durée des services est de 2 063 jours ouvrables, à débiter au premier trimestre 2022.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
06.01.2022

La version intégrale de l'avis n° 2102591 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Des projets publics

Marianne Brausch

Jean Leyder publie un ouvrage à valeur de dictionnaire sur l’architecture publique de la dernière décennie au Luxembourg

À la fin de la publication, ils posent tous autour du nouveau directeur de l'Administration des Bâtiments Publics (ABP), Luc Dahmen qui a succédé à Jean Leyder. Après 35 ans, celui-ci quittait ses fonctions de direction au printemps dernier. Il n'en avait pas fini pour autant avec ses fiches : On l'a vu à l'œuvre, parfaitement informé grâce à elles, de chaque poste budgétaire, de chaque étape dans le temps des projets gérés par les architectes de l'État dans son bureau de la rue du Saint-Esprit. Cela vaut au public, qui souhaite de les avoir entre les mains, la publication de *111 projets 2010-2021*.

Cela fait bien plus longtemps que cela que l'ABP est le maître d'ouvrage des bâtiments construits ou rénovés par l'État : il y a 111 ans exactement l'administration était créée et la présentation des 111 projets de la dernière décennie paraît à l'occasion de cet anniversaire. Ce chiffre symbolique, vaut bien la célébration d'un centenaire par la publication de la décennie la plus récente, riche de projets dans les catégories (cités ici par ordre alphabétique) : l'administration, la culture, l'enseignement, les forces publiques, l'hébergement, la jeunesse, la justice, les laboratoires d'Etat, les représentations du Grand-Duché à l'étranger, la santé, le sauvetage, le sport et le tourisme.

L'enseignement occupe une place prépondérante dans cette énumération. Pas moins de 33 établissements d'enseignement secondaires en une décennie sont présentés, parmi lesquels la remarquable rénovation de l'Athénée de Luxembourg, œuvre magistrale des années 1960 de l'architecte Laurent Schmit. Comme le faisait remarquer un *Ticker* paru dans le dernier numéro du *Land* de 2021, celle-ci et sa mise aux normes actuelles a coûté cher et en général, les budgets qui sont dédiés à l'enseignement, peuvent paraître exorbitants. Il nous semble, à titre personnel, que la qualité des établissements scolaires au Luxembourg mis à disposition pour tous, n'est pas la moindre des chances dans une société multi-culturelle aux origines sociales multiples.

Jean Leyder a lui des arguments beaucoup plus pragmatiques pour expliquer le coût élevé notam-

ment des lycées au Grand-Duché, ce qui en fait, « des bâtiments durables où tous les règlements sur les bâtisses sont respectés, la sécurité en général et la sécurité incendie en particulier, les normes pour personnes à mobilité réduite (PMR), énergétiques, la gestion de l'eau ». Et d'ajouter qu'« en tant que maître d'ouvrage public, l'ABP se doit de respecter les règles d'adjudication des marchés publics et soumissionner toutes les catégories de travaux et de services, sachant aussi que le budget, au départ, dépend du programme des projets, lequel, est soumis à l'analyse de la Commission d'analyse critique (CAC) qui le valide, avant même que les avant-projets sommaires (APS), puis les avant-projets détaillés (APD) ne soient élaborés par les architectes auteurs des projets ensemble avec l'ABP, puis soumis une dernière fois à la CAC »...

L'architecture scolaire... l'Athénée, construit en 1962 sur ce qui allait devenir le Campus Geesseknäppchen, est resté, nous semble-t-il longtemps, une sorte d'ovni, dans un paysage normalisé, alors que *111 Projets 2010-2021* l'atteste, l'ABP, durant la dernière décennie, a fait preuve d'excellence. L'attribution des réalisations sur concours, a permis à nombre de jeunes talents en architecture d'émerger. On en voudra pour preuve sans citer personne en particulier (on ne fera pas de jaloux !) mais en élargissant la qualité de la construction et l'esthétique à toutes les catégories des bâtiments publics cités plus haut, que la connaissance et la créativité, dans l'utilisation et la mise en œuvre de matériaux durables (le béton coulé), légers (la maille métallique) et le retour à un matériau local, garant de circuit court comme le bois, sont de haut niveau au Luxembourg.

On citera ici quelques bâtiments publics récents déjà connus, sinon que chacun pourra visiter : la nouvelle Bibliothèque nationale, la Philharmonie de Luxembourg, laquelle, apprend-on dans l'ouvrage, se verra adjoindre une extension, la Cour de Justice de l'Union Européenne, à visiter absolument lors des portes ouvertes de la Journée de l'Europe au mois de mai. On avouera aussi quelques coups de cœur. Ainsi, pour une autre rénovation respectueuse de la rigueur originale du grand architecte des années 1950, Hubert Schumacher, l'Institut national des langues.

Plus discrètes, car liées aux visites officielles ou aux échanges diplomatiques, on découvrira dans la publication, la rénovation du Château de Senningen et, sur le plan humanitaire, la structure d'accueil

pour demandeurs de protection internationale à Sanem, la première réalisation en structure modulaire standardisée.

L'ouvrage est riche d'une iconographie générale et détaillée, ainsi que des fameuses fiches techniques initiées par Jean Leyder lorsqu'il était directeur de l'ABP et qui serviront, on en est sûr, de référence pour des recherches historiques futures. Rappelons que l'architecture, que tout un chacun pratique au quotidien, est souvent voire tout simplement « ignorée ». *111 projets 2010-2021* pourrait être une pierre utile à cet édifice de connaissance. On notera aussi que sont cités les noms des auteurs des œuvres d'art commandées dans le cadre du « un pour cent artistique », également trop souvent ignorés alors que ce sont de talentueux artistes (voir à ce sujet d'Land 19.11.2021). Pourquoi ne pas imaginer une publication du même type par le maître d'ouvrage en la matière qu'est également l'ABP ? En attendant, on peut consulter en ligne les brochures que l'administration leur consacre.

La présente publication bénéficie également d'une version numérique. Mais la qualité de la mise en page nous fait personnellement opter pour la version papier, dont on parcourt les 272 pages comme un dictionnaire de l'architecture publique de la dernière décennie, avec en prime, quelques projets bientôt visibles d'espace public : le réaménagement de la Place de la Constitution et un nouveau pavillon pour le Parc Dräi Eechelen. La thématique à elle seule le dit : le paysage sera une préoccupation majeure de la décennie à venir ! ●

111 projets 2010-2021, est publié par l'ABP. Jean Leyder auteur, avec la collaboration d'Isabelle Becker, graphisme MONOGRAM. À commander sur l'adresse : secretariat@bp.etat.lu. Également consultable en ligne : travaux.public.lu

KINO

Where is the lamb sauce?

Tom Dockal

In scheinbar keinem anderen Filmsetting lässt sich das Verhältnis des Menschen zu Tier und Natur so organisch und so tiefgreifend zugleich verbinden, wie auf Island. Und zwar unabhängig von den filmischen Disziplinen: Ob die ätherischen Rocker von Sigur Rós im Konzertfilm *Heima*, die Protagonistin aus *Woman at War* mit ihren ökoterroristischen Tendenzen oder die isolierten, zerstrittenen Brüder und Schafszüchter aus *Rams* – sie alle und die Filme, die sie begleiten, erzählen davon, was es heißt, Mensch auf und in der Erde zu sein. Und von Björk soll an dieser Stelle nicht mal die Rede sein, außer dass sie nach über 20 Jahren für Robert Eggers' *The Northman* wieder vor einer Filmkamera zu sehen sein wird. Dazu später mehr.

Das Paar im Zentrum von *Lamb* (*Dýrið*), dem Regiedebüt von Valdimar Jóhannsson, lebt genau wie die beiden Protagonisten aus *Rams* sehr isoliert, wenn auch um Lichtjahre idyllischer, in seinen eigenen vier Wänden und kümmert sich liebevoll um die Schafferde auf dem eigenen kleinen Hof. Überhaupt wird in diesem Film mehr gemäht und geblokt, als dass Worte ausgetauscht werden. María und Ingvar sind ein eingespieltes Paar, das sich gar nicht mit unnötigen Wortkaskaden aufzuhalten braucht. Mit Blicken, routinierten Bewegungen und den Schafen leben die beiden besinnlich in den isländischen *highlands*. Eines Abends, einem Schaf beim Werfen beistehend, entdecken die beiden ein neugeborenes Lamm, zu welchem sie aus dem Stand eine ganze eigenartige Beziehung aufzubauen scheinen.

An dieser Stelle noch Worte über den weiteren Verlauf der Handlung zu verlieren, grenzt schon fast an schweres Fehlverhalten des *plot spoiling*s. Der Trailer macht seinem Film insofern keine Ehre, als er genau eben das zeigt, was das fertige Produkt sich zu zeigen scheut und das hinauszögert. Es ist zu empfehlen, *Lamb* ohne jegliches Vorwissen zu sehen (und dann den Rest dieser Besprechung zu lesen).

In Lamb von Valdimar Jóhannsson ist Island so geheimnisvoll wie lange nicht mehr. Dieser Esprit greift auch auf die Figuren über

„Elevated horror“ ist der neumodische Begriff für den Wurf Horrorfilm, in dem der Akzent weniger auf Schweinereien und Blut liegt, als auf der psychologischen Komponente. Dabei ist der psychologische Horrorfilm genauso alt wie das Genre selbst. Der Produzent und Vertreiber A24 hat sich in den letzten Jahren unter anderem mit solchen Filmen profiliert: *Midsommar* und *Hereditary* von Ari Aster etwa oder Robert Eggers' *The Witch* und *The Light-house*. Ebenso baut *Lamb* auf einer eigenwilligen visuellen Identität auf, die wiederum auch seine Dramaturgie füttern will. Aber wie bei den anderen eben genannten Filmen ist bei *Lamb* das Problem das gleiche: Der Film sieht fantastisch aus, weiß sich seine Landschaften, seine Vistas perfekt zunutze zu machen. Island ist so ominös und geheimnisvoll wie schon lange nicht mehr, und dieser Esprit greift auch auf die Figuren über. Und natürlich ist das Mischwesen im Mittelpunkt des Films, eine Art nordischer Kentaur (Halb-Schaf oder Halb-Lamm, anstatt Halb-Pferd) ein Plus, welches sofort den Anschein verschiedener Lesarten vorgibt. Die Mär vom naturgegebenen Kinderwunsch und ihre Deklinierung davon, etwas zurückzubekommen, was einst verlorenging, und dem über alles triumphierenden Spruch: Sei vorsichtig mit dem, was du dir wünschst, wurde bei allem unterkühlten, ruhigen und guten Willen schon viel kathartischer und ergreifender erzählt.

Regisseur Valdimar Jóhannsson hat sein Drehbuch mit dem isländischen Autoren, Poeten und gelegentlichen Björk-Mitstreiter Sigurjón Birgir Sigurðsson, oder Sjón, zu Blatt gebracht. Sjón hat jetzt auch mit Robert Eggers für *The Northman* kollaboriert. Mit eben Björk im Cast, womit sich dann der Kreis wohl schließen würde. Von einem einzigen ausgesprochenen „What the fuck?“ abgesehen – von der im zweiten Akt dazustoßenden dritten Menschenfigur, deren dramaturgischer Bogen irgendwann im trivial Leeren endet –, bleibt Jóhannsson konsequent am Lamm und seinen Elternfiguren, ohne auch nur ansatzweise ins Lächerliche rutschen zu wollen. Musikalische Cues wie die Beach-Boys-Nummer *God Only Knows* im Trailer bleiben außen vor. Die Musik von Þórarinn Guðnason – dem Bruder von Joker-Komponistin Hildur Guðnadóttir – unterstreicht die von Regis-

seur gewünschte Stimmung mit Drones und schweren Streichern. Dank der *mise-en-scène* und ihrer Konsequenz wird die präsentierte Realität auch als solche akzeptiert werden. Das *uncanny valley*, die Akzeptanzlücke, wird übersprungen. Das Kino gewinnt in dieser Hinsicht einmal wieder durch die Produzenten von A24, wenn auch zum Preis der nur scheinbaren psychologischen Tiefe und einem abrupten Ende, das unausweichlich scheint. Erfrischend bleibt *Lamb* trotzdem, nicht zuletzt für Fans der schwedischen Schauspielerinnen Noomi Rapace – bekannt aus den *Millenium*-Filmen sowie Ridley Scotts *Prometheus* –, die die letzten Jahre in mittelmäßigen bis schlechten Action-Vehikeln zu sehen war. Dass *Lamb* als abendfüllender Spielfilm und nicht nur als 30-Minüter funktioniert, ist auch ihrem nuancierten Spiel zu verdanken. ●

María und Ingvar sind ein eingespieltes Paar und haben Wortkaskaden nicht nötig



Darum Bühnenkunst!

Anina Valle Thiele

Es gibt diesen Moment der Spannung, jedes Mal bevor der Vorhang aufgeht und Bühne und Kostüme lüftet ... Manchmal vermag allein schon das Bühnenbild die perfekte Kulisse zu schaffen für das, was kommt. So geschehen im letzten Jahr bei *Pas un pour me dire merci* im Escher Theater, wo eine psychisch Kranke mit ihrer Familie eine emotionale Berg- und Talfahrt durchlief und die SchauspielerIn in den vielen Falten ihres Kleides wie in ihrer Pein regelrecht versank. Wichtige Momente, wie bei Shakespeares *Was ihr wollt* im TNL, wo die SchauspielerInnen mit einer Welle auf die Bühne gespült wurden und aus dem Bühnenbild platzten wie aus einem zerberstenden Ei.

Es braucht keinen Prunk. Erst das Spiel macht, dass etwas Wahres entsteht. Im besten Fall schaffen RegisseurInnen mit Ideen Bilder und die SchauspielerInnen mimen ausdrucksstark Momente, die einen zur kritischen Reflexion antreiben und zum Lachen oder Weinen bringen.

Während der Corona-Pandemie gab es weniger Theater, seltener Produktionen und weniger Plätze. Vielleicht wurden die zauberhaften Momente, in denen man durch das Spiel zum Träumen gebracht wurde, gerade deshalb noch wertvoller.

Ich erinnere mich daran, wie fünf TänzerInnen über Monate zu Ligetis verkopften *Etuden* eine vertrackte Choreografie einstudierten. Kein leichtes Unterfangen. Doch bei der Premiere verschmolzen Tanz und Musik und die TänzerInnen schienen zu schweben.

Ich erinnere mich an eine schräge Komödie rund um einen Reiterhof. Glitzernd und schrill. Helge Schneiders derber Witz auf die Spitze getrieben im Kapuzinertheater. Zum Wiehern!

Ich erinnere mich an eine Schnitzeljagd im Wald, bei der die ZuschauerInnen stolpernd durch das Gebüsch irrten und an Ufo-artigen Stationen improvisiertes Theater erlebten: individuelle Erfahrungen großer Schönheit.

Es gibt SchauspielerInnen, die einen in ihren Bann ziehen und Momente erschaffen, in denen man meint, die ganze Schwere der Welt liege auf der Bühne: Augenblicke, die einen auf- oder erregen, jubeln, aufstampfen und abheben lassen.

Es gab eindrucksvolle Bühnenstücke, die zeigen, dass Online-Produktionen kein Ersatz dafür sein können, dass die Bretter bespielt werden und die Bühne knarzt.

Es gibt verkannte AutorInnen, deren Texte in gut gemeinten Inszenierungen untergehen oder die missverstanden werden. Und es gibt jene sich selbst überaus wertschätzenden AutorInnen, die Bühnentexte schreiben, doch mit ihrer Feder vor allem nur ihre eigenen Federn aufspannen.

Es gab Theaterstücke, die untergehen oder die keiner besucht, weil schon vorab die Nase gerümpft

Es gibt Momente, in denen Theater das kann, was verpasst wurde, nämlich gesellschaftliche Debatten nachholen. Dann spricht die Lady Rosa endlich – wenn auch recht plakativ – mit 20 Jahren Verspätung. Und „der Unfug“ muss nicht mehr weg, sondern wird aus dem Museumsspeicher zum Leben erweckt.

Theater muss nicht pädagogisch mit dem Hammer daherkommen, effektiv oder rauschend sein und keine Knalleffekte bieten. Es reicht aus, wenn es dramaturgisch überrascht, Missstände aufzeigt, in Wunden piekt oder einfach Neues bieten kann.

Dieses kleine Land hat alles, was es braucht: kleine und große Bühnen, schillernde SchauspielerInnen und TänzerInnen, tolle BühnenbildnerInnen, DramaturgInnen mit Ideen, versierte AutorInnen mit spitzer Feder, kluge RegisseurInnen, kreative ChoreografInnen und TheaterpädagogInnen, die Kinderaugen zum Leuchten bringen. Nur nicht gerade viele KritikerInnen. – Und es fehlt angeschlossenem Publikum, das bereit ist, sich überraschen zu lassen, zu staunen, und das sich weg von der Couch raus ins Theater traut, wo es die große Welt im Kleinen (zu erleben) gibt. ●

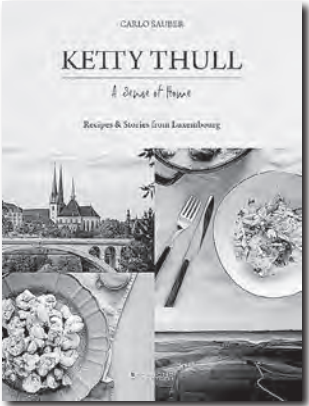


Lady Rosa (Céline Camara) spricht endlich

Stil

LE LIVRE

Ketty Thull, Heimatgefühle



On peut appeler ça une rente : les livres de cuisine se vendent généralement bien, ceux de cuisine luxembourgeoise cartonnent et ceux de Ketty Thull raflent tout. Professeur d'économie domestique à Esch-sur-Alzette dans les années

1930, Catherine « Ketty » Thull (1905-1987) avait été formée à l'École Cordon Bleu de Paris. Elle publie un premier *Luxemburger Kochbuch* en 1946, qui sera suivi d'une quinzaine d'éditions, augmentées avec *Back und Dessert*. En 2011, une version révisée et modernisée du livre a été publiée par Carlo Sauber aux éditions Schortgen. Ils remettent le couvert avec le nouveau *Ketty Thull – Heimatgefühle*. Le professeur de cuisine au Lycée technique de Bonnevoie est à nouveau à la manœuvre dans cette une nouvelle version complète du savoir culinaire de Ketty Thull, avec plus de 500 recettes, des techniques de base et des conseils (actuellement en versions allemande et anglaise, une traduction française devrait suivre). Il y va des classiques Bouneschlupp, Stäerzelen, Kuddelfleck, Paschtéit ou Nonnefäscht mat Vanillszooss avec des explications très claires des étapes de travail. La photographe Anne Lommel sait

mettre l'eau à la bouche avec les images gourmandes. Le livre est aussi un voyage dans les régions du pays, avec des descriptions assez bucoliques, voire un tantinet hors du temps comme celle qui ouvre le chapitre sur la capitale : « Man findet romantische kleine Gassen, idyllische grüne Oasen, aber auch zukunftsorientierte Viertel, die sich harmonisch in das historische Flair der ehemaligen Festungsstadt einfügen. » Quand on vous dit que c'est la tradition ! fc

L'ENDROIT

Atelier Steffen

Déjà présent à la gare de Luxembourg avec son offre à emporter et sa brasserie, la maison Steffen arrive au centre-ville avec une double enseigne au sein du Royal-Hamilus : un rez-de-chaussée avec les propositions



traiteur et boulangerie salées et sucrées et La Mezzanine du Boulevard à l'étage. Cinquante places assises dans une jolie ambiance de jungle urbaine (photo : Steffen) et des vues imprenables sur la place (toujours aussi triste et minérale). Les propositions accompagnent tous les moments de la journée depuis le petit-déjeuner (viennoiseries, œufs, céréales, pancakes...) jusqu'à l'afterwork (cocktails, tapas, planchettes, jusqu'à 21h). Le midi, et jusqu'à 16h, le menu se concentre autour de la pomme de terre au four, « un plat typique que nous retravaillons de manière

moderne et qui sera adapté au fil des saisons », détaille Lisa Steffen, à la tête de cette enseigne. Pour des prix entre 13,50 euros et 16,20 euros (avec des truffes), les patates, sont bien cuisinées, avec des produits recherchés. L'hivernale (compotée d'oignons, lardons, siphon au Reblochon, crumble parmesan et bacon), côtoie une végane (guacamole, tomates cerises, carottes, basilic, pickles d'oignons rouges, betteraves, pesto, tapenade de poivrons rouges) ou une plus maritime (fondue de poireaux, purée de vitelotte, pétales de cabillaud, écume d'écrevisse). Il y a aussi des salades et des soupes pour varier les plaisirs. fc

LA QUESTION

On fait quoi du sapin ?

Voilà l'obsolescence programmée dans toute sa splendeur : le sapin de Noël ne dure qu'un mois.

Traditionnellement, on l'installe le premier jour de l'Avent et on l'enlève le jour des Rois. Pendant ces quelques semaines, son odeur boisée envôûte le salon, ses guirlandes lumineuses et ses boules scintillantes rivalisent sur Instagram. Maintenant, il traîne après la fête, triste et esseulé, les branches tombantes et dénudées, les aiguilles jonchant le sol (et bouchant l'aspirateur). Alors on en fait quoi ? Déjà, on ne le laisse pas traîner sur le trottoir : c'est interdit et passible d'une amende. La plupart des communes prévoient une tournée spécifique. Dans le meilleur des cas, les conifères récupérés seront découpés et broyés en petits copeaux pour faire du compost ou les transformer en paillage. On peut aussi s'y prendre soi-même : comme pour les vêtements et autres objets, le sapin se recycle. Les épinettes de sapin sont riches en saveur et en parfum : une infusion sera la bienvenue d'autant qu'elle contiennent

des vitamines et favorisent une meilleure circulation sanguine. Les aiguilles du sapin peuvent aussi être dispersées dans les jardins et les plates-bandes : en se décomposant lentement elles constituent un paillis efficace pour alimenter les sols et permettre une pénétration lente de l'eau. Les sapins achetés en pot ou en motte peuvent aussi être replantés (après les avoir accommodés au froid dans une cave ou un garage). Et pour l'année prochaine, on pense durable : Pourquoi pas un sapin bricolé avec du carton (photo : mynaturebox), du bois, de la laine ou divers matériaux de récupération. fc

